

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION BANCAIRE EN YUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1936 à 14 HEURES

PAR

MILAN EHRENDIENER

Président : M. AFTALION, Professeur

Suffragants : M. PIROU, Professeur

M. NOYELLE, Professeur

MAISON D'ÉDITION „TIPOGRAFIJA” ZAGREB (YUGOSLAVIE)

1486

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION BANCAIRE EN YUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1936 à 14 HEURES

PAR

MILAN EHRENDIENER

Président : M. AFTALION, Professeur

Suffragants : M. PIROU, Professeur

M. NOYELLE, Professeur

MAISON D'ÉDITION „TIPOGRAFIJA” ZAGREB (YUGOSLAVIE)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION.

Le crédit est aussi ancien que l'histoire de l'humanité. En effet, les monuments historiques les plus anciens nous révèlent la pratique du crédit dans sa forme la plus simple à l'origine même des temps historiques. A Babylon, en Assyrie, en Chine des instruments de crédit étaient employés. Les livres du législateur hindou Manu contiennent des règlements relatives au crédit. Le crédit de compensation et par ordres de transfert fut pratiqué en Phénicie et en Égypte. En Grèce et à Rome le crédit atteint déjà un certain perfectionnement. Après l'invasion des Barbares le crédit eut sa renaissance au Moyen-Age. Les effets de commerce sont déjà couramment employés à cette époque. Les opérations de crédit se développent dans les villes italiennes, en Hollande, en Angleterre, pour atteindre à l'époque industrielle le développement qu' on connaît.

Le crédit, ses formes, son organisation ont donc parcouru une longue évolution avant d'atteindre le stade de leur perfectionnement actuel.

L'évolution de l'organisation du crédit en Yougoslavie est intéressant à étudier. Cette évolution a brûlé les étapes. Certaines régions du pays avaient tout récemment encore une économie tout à fait primitive et se trouvaient encore au siècle dernier sous le régime du troc. D'autres, plus avancées, avaient, à cette époque, une économie encore très peu développée à production agricole extensive et sans industrie. L'organisation du crédit, dans ces conditions ne pouvait être que très rudimentaire.

Le retard dans l'évolution économique du pays étant dû, en grande partie, aux circonstances politiques dé-

favorables, l'économie fit des progrès rapides et considérables après la disparition de ces circonstances. Parallèlement au progrès de la production et des échanges l'organisation du crédit se développait rapidement.

Après la guerre mondiale les différentes régions yougoslaves se sont réunies dans le jeune Etat. A l'économie se posait immédiatement le problème d'organisation et d'adaptation aux circonstances nouvelles. C'est l'époque d'expansion, d'organisation et de consolidation du système de crédit.

A peine les problèmes les plus brûlants de son organisation furent — ils résolus et une certaine consolidation du système de crédit atteinte que la crise se faisait sentir en Yougoslavie. L'organisation du crédit fut particulièrement atteinte par cette crise et bien que les plus grandes difficultés soient déjà surmontées, tous ses effets sont encore loin d'être effacés.

Nous avons divisé cette étude en trois parties. Dans la première partie nous étudions l'évolution de l'organisation de crédit dans les différentes régions qui, après l'Union Nationale, ont formé la Yougoslavie, jusqu' à la fin de la guerre mondiale. La seconde partie est consacrée à l'évolution d'après guerre et à l'organisation actuelle du système de crédit. Dans la troisième partie nous traiterons des effets de la dernière crise sur l'organisation de crédit yougoslave.

PREMIÈRE PARTIE.

Evolution historique de l'organisation de crédit en Yougoslavie.

Chapitre premier.

Histoire de l'organisation de crédit en Serbie et en Monténégro jusqu' à la guerre mondiale.

1°. En Serbie.

La vie économique d'un peuple est fonction de beaucoup de facteurs: situation géographique, climat, configuration sociale, destinée politique et autres dont la connaissance est indispensable a sa bonne compréhension. Les différentes données influant sur la vie économique seront citées, autant qu' il sera nécessaire à l'étude de notre sujet, au fur et à mesure que la nécessité s'en présentera.

Mais dès maintenant il est indispensable de dire quelques mots sur l'évolution politique du peuple serbe car le facteur politique a joué un rôle très important dans son évolution économique.

Au Moyen-Age la plus grande partie du peuple serbe était reunie dans un Etat fort et bien organisé sous des souverains nationaux.

Quand les Turcs sont venus en Europe, la Serbie fut un des premiers objets de leurs attaques et, après avoir pendant longtemps été le rempart de l'Europe contre l'envahisseur, après une résistance tenace et des combats sanglants et héroïques dont témoigne encore la poésie nationale, la Serbie fut conquise par l'ennemi de beaucoup supérieur en nombre.

Jusqu' au début du XIX^e siècle les Serbes ont vécu sous le joug turc. En 1804 quand la cruauté arbitraire des dahies (chefs des ianissaires) avait dépassé toute mesure, le peuple serbe s'éleva contre ses oppresseurs. Après un second soulèvement en 1815 la Turquie reconnut en 1830 l'autonomie de la Serbie dont l'indépendance fut reconnu au Congrès de Berlin en 1878.

L'autonomie de la Serbie ne date donc que depuis 1830 et encore avait-elle dans son évolution ultérieure plusieurs secousses à subir: la guerre contre la Turquie en 1876, contre la Bulgarie en 1885, la tension avec l'Autriche-Hongrie en 1906—1910 et lors de l'annexion de la Bosnie et Hercegovine en 1908, la guerre balkanique contre la Turquie en 1912—1913 quand la Serbie du Sud fut libérée, puis contre la Bulgarie et finalement la guerre mondiale.

La Serbie ne jouissait donc pas d'une évolution pacifique, elle dut continuellement saisir les armes d'abord pour acquérir puis pour maintenir son indépendance et il est tout à fait naturel que la vie économique du peuple serbe dut s'en ressentir.

Au début du 19^e siècle les Serbes vivaient dans des communautés familiales (zadrouga). C'était une façon de vie patriarcale sous l'autorité du chef de famille. Quand les membres masculins de la communauté se mariaient, leurs femmes entraient dans la communauté. Chaque membre faisait le travail qui lui était assigné par le chef de famille. Les membres ne recevaient pas de rétributions mais la communauté pourvoyait à tous leurs besoins.

Chaque communauté satisfaisait presque entièrement à tous les besoins de ses membres. Par conséquent les échanges étaient insignifiants.

Les échanges, d'ailleurs, se pratiquaient presque exclusivement au moyen du troc car la monnaie était très rare.

Avec le temps des besoins nouveaux se faisaient sentir auxquels les communautés familiales ne pouvaient plus satisfaire. Les communautés étaient donc obligées de vendre leurs produits pour acquérir d'autres qu'elles ne produisaient pas. Les échanges se développaient par conséquent et en même temps l'usage de la monnaie.

D'ailleurs, les communautés commençaient bientôt à se désagréger. Ce mouvement fut favorisé par l'introduction du Code civil en 1844 qui, étant élaboré d'après le Code civil autrichien, ne tenait pas suffisamment compte des conditions spéciales de la vie sociale serbe.

Les échanges se développant, la nécessité se présentait bientôt d'augmenter la production. Mais pour augmenter la production il fallait des capitaux et le recours au crédit s'imposait.

La monnaie était toujours rare à cette époque et cette rareté se faisait beaucoup sentir jusqu'au quatrième quart du 19^e siècle environ. La monnaie qui circulait dans le pays était de la monnaie étrangère car la première monnaie serbe ne fut frappée qu'en 1868.

Inutile de dire que dans de telles conditions toute organisation de crédit faisait défaut. On ne pouvait se procurer du crédit qu'auprès des commerçants et de rares capitalistes qui prêtaient à un taux usurier. C'est surtout la population rurale qui constituait la clientèle principale de ces usuriers.

Les prêts des usuriers étaient accordés à des conditions très difficiles. Le taux d'intérêt en était très élevé et dépassait de beaucoup le taux légal maximum qui était fixé à 12%. Des taux de 100% n'étaient pas rares.¹⁾ De plus les prêts étaient généralement stipulés remboursables à tout moment sur réquisition du prêteur. En général ils étaient garantis par hypothèque.

¹⁾ Stanislav Kukla: Razvitak kreditne organizacije u Srbiji do svetskog rata (Développement de l'organisation de crédit en Serbie jusqu'à la guerre mondiale) Zagreb, 1924 p. 15.

Les paysans, à défaut d'autres sources de crédit, s'endettaient de plus en plus auprès des usuriers. Leurs charges devenaient accablantes et leur dépendance de leurs prêteurs de plus en plus grande.

L'endettement des paysans auprès des usuriers était devenu une grave question sociale qui obligeait les autorités publiques d'intervenir mais qui ne fut résolue que graduellement par le développement de l'organisation de crédit et notamment par le développement des coopératives de crédit.

Les interventions des pouvoirs publics correspondaient à deux objectifs: protéger les débiteurs-paysans contre l'emprise de leurs créanciers et satisfaire aux besoins pressants de crédit.

Par décret de 1836 un minimum de terre et d'inventaire fut fixé lequel ne pouvait pas être endetté. Ce minimum fut porté en 1873 à 5 arpents.

Ce décret fut d'ailleurs critiqué et on lui reprochait de diminuer la capacité de crédit du paysan.

Au second objectif que se posaient les pouvoirs publics correspondait une série de mesures législatives tendant à ouvrir des sources des crédit.

Un décret du 1^{ier} juillet 1836 permit d'utiliser les fonds d'église et les fonds d'orphelins à des prêts aux particuliers et en réglementait les modalités.

Les résultats obtenus par ce décret ayant été insuffisants, une loi du 12 septembre 1839 permit de fournir des prêts aux agriculteurs avec les moyens du trésor. Ces prêts pouvaient être accordés sur hypothèque sur immeubles ruraux jusqu' à concurrence de 75% de leur valeur d'estimation.

Cette loi n'atteignait pas son but de fournir aux paysans des crédits à bon compte. Ce furent des commerçants qui recevaient la plus grande partie des crédits accordés et très souvent ils s'en servaient pour consentir des prêts aux paysans à des taux usuriers.

A cause de cette évolution imprévue un décret du 26 février 1860 interdit d'accorder dorénavant des prêts aux particuliers avec les moyens du trésor.

Le décret du 1^{er} juillet 1836, par contre, qui réglait les prêts avec les moyens des divers fonds restait en vigueur et différents décrets ultérieurs sont venus ajouter d'autres fonds et amplifier ainsi les ressources disponibles.

Par la loi du 16 août 1862 la gestion des divers fonds fut centralisée et confiée à une administration nouvelle, l'Administration des Fonds (Ouprava Fondova).

L'Administration des Fonds fut placée sous la direction du Ministère des Finances. La gestion des divers fonds: d'église, scolaire, des monastères, des veuves et orphelins, des fonctionnaires etc. lui fut confiée ainsi que celle des capitaux consignés auprès les tribunaux et des capitaux pupillaires. Les communes pouvaient aussi déposer leurs fonds disponibles à l'Administration des Fonds.

Une loi du 24 août 1862 est venue réglementer le fonctionnement de la nouvelle administration.

L'Administration des Fonds pouvait accepter des dépôts d'épargne et consentir des prêts hypothécaires. Les prêts étaient consentis seulement sur première hypothèque et jusqu' à concurrence de la moitié de la valeur des immeubles. La loi prévoit le but dans lequel les prêts peuvent être consentis: entretien d'immeubles, édification de maisons et d'autres bâtiments etc.

Toutes les obligations de l'Administration des Fonds étaient garanties par l'Etat.

En 1887 l'Administration des Fonds faisait sa première grande affaire avec l'Etat. L'Etat emprunta des fonds sanitaire et scolaire la somme de 12.5 millions de dinars qui lui fut versée en obligations hypothécaires

que l'Administration des Fonds émit à cet effet. L'Etat remit à l'Administration ses obligations 5%.²⁾

Les bénéficiaires des prêts de l'Administration des Fonds sont restés principalement les fonctionnaires, commerçants et industriels. Les paysans ne se servaient que très peu de ces crédits. Les causes de cet état de choses fâcheux étaient multiples.

D'abord en Serbie il n'y avait ni cadastre ni livres fonciers ce qui rendait très difficile tout crédit hypothécaire. Puis la procédure d'exécution, qui était de la compétence des autorités administratives, était très imparfaite et lente. Ensuite l'Administration des Fonds n'avait pas de succursales. Les prêts étaient consentis uniquement par le siège de Belgrade d'où difficulté d'accès pour les paysans. Enfin, pour obtenir un emprunt il fallait produire 10 documents divers ce qui était une procédure coûteuse et trop compliquée pour les paysans dont la grande majorité était illettrée.

L'activité de l'Administration des Fonds fut vivement critiquée et on lui reprochait de ne pas avoir réussi à pourvoir les petits propriétaires paysans de crédit à long terme à bon compte.

Pour remédier à cet état de choses une loi du 21 octobre 1871 est intervenue créant des Caisses d'épargne régionales.

Les moyens de ces caisses étaient constitués par les capitaux d'église et des monastères, les dépôts auprès les tribunaux et les autorités de police, les capitaux de commune, les capitaux pupillaires et autres, de leur région respective. Tous ces capitaux étaient, conformément aux dispositions légales antérieures déposés à l'Administration des Fonds. Celle-ci

²⁾ Dr Momir Glomazić: *Istorija Državne Hipotekarne Banke, 1862—1932* (Histoire de la Banque Hypothécaire d'Etat) Belgrade 1933 p. 63 et 64.

était tenue de verser ces capitaux graduellement aux caisses d'épargne régionales.

Les caisses d'épargne régionales acceptaient aussi des dépôts des particuliers. L'Etat assumait la garantie des obligations des caisses.

Les caisses consentaient des prêts sur des immeubles jusqu' à concurrence des $\frac{2}{3}$ de leur valeur. Elles pouvaient aussi accorder des prêts aux personnes publiques: communes, arrondissements, régions, puis aux particuliers sans sécurité réelle mais sur garantie de la commune.

Les prêts étaient, en principe, consentis uniquement dans les limites de la région. Mais si les disponibilités dépassaient la demande de sa région, la caisse était autorisée d'accorder des prêts en dehors des limites de sa région ou bien de prêter à une autre caisse régionale.

Les moyens des caisses étant insuffisants, le ministre des finances fut autorisé de consentir aux caisses avec les moyens du trésor des avances pouvant aller jusqu' à 150.000 ducates.

En 1872 cinq caisses régionales furent fondées, à Tchatchak, Smédérévo, Krouchevats, Kragouïévats et à Oujitsé, puis plus tard à Niche et à Vranié.

Ces caisses avaient placé en prêts 1880 environ trois millions de dinars dont la caisse de Kragouïévats environ 600.000 dinars.³⁾

Les caisses d'épargne régionales n'ont pas répondu aux espoirs qu' on plaçait en elles lors de leur fondation. Par leur création on voulait faciliter aux paysans, notamment aux petits propriétaires, l'accès au crédit à bon marché en rapprochant les prêteurs aux emprunteurs. Elles devaient tenir place de succursales de l'Administration des Fonds.

Les caisses d'épargne régionales n'ont pas atteint le but qui leur était posé. Ce n'étaient pas des paysans,

³⁾ Glomazič: op. cit. p. 68.

mais des commerçants et des usuriers qui recevaient la plus grande partie des prêts. En outre les caisses étaient administrées d'une façon bureaucratique et s'immobilisaient bientôt.

Pour ces raisons leur liquidation fut ordonnée par la loi du 1^{er} janvier 1894. La liquidation fut confiée à l'Administration des Fonds qui reprit tout l'actif et le passif des caisses régionales.

Les créances de ces caisses étaient très illiquides et le reliquat de leurs prêts figurait encore longtemps à l'actif des bilans de l'Administration des Fonds.

Si nous voulions nous tenir à l'ordre chronologique des événements marquant le développement du système de crédit en Serbie il faudrait que nous nous occupions maintenant de la Banque Nationale et des Banques privées. Nous préférons, cependant, de suivre d'abord l'évolution de l'Administration des Fonds pour revenir après à l'étude des autres institutions de crédit, cette méthode d'exposition nous paraissant plus claire.

L'Administration des Fonds était, comme nous l'avons vu, sujet à des critiques souvent justifiées. Elle était bureaucratisée faisant partie de l'administration publique, placée sous la surveillance du Ministère des Finances. Ses moyens étaient limités car l'accroissement des fonds et des dépôts n'était pas en rapport avec les besoins de crédit.

Une loi nouvelle du 8 juillet 1898 sur l'organisation de l'Administration des Fonds vient remédier à cette situation.

Par cette loi très importante l'administration des Fonds cesse de faire partie de l'administration publique et devient un établissement hypothécaire. Elle gère tous les fonds publics ainsi que les capitaux des personnes publiques. Elle accorde des prêts hypothécaires et des prêts aux personnes publiques. Les prêts hypothécaires peuvent être accordés sur première hypothèque jusqu' à concurrence de la moitié de la valeur

de l'immeuble. Le délai de règlement des prêts est de 32½ années au maximum. Ils sont remboursables par annuités semestrielles.

Les prêts aux personnes publiques, communes, arrondissements, régions, peuvent être consentis sur hypothèque sur leurs immeubles ou sur engagement de leurs revenus. Le délai de règlement de ces prêts est fixé à 50 ans au maximum.

Une disposition très importante de la nouvelle loi autorise l'Administration d'émettre des obligations gagées par des prêts hypothécaires. Ces lettres de gage sont à tout point de vue assimilées aux valeurs d'Etat. Elles sont remboursables par tirage d'après un plan d'amortissement établi d'avance. L'Administration peut aussi émettre des obligations communales gagées par les prêts aux personnes publics.

Par cette disposition légale l'Administration des Fonds acquiert la possibilité de se procurer des fonds très importants, possibilité dont, d'ailleurs, elle ne sera en mesure de se servir dans une proportion plus large qu'en 1910, come nous le verrons par la suite.

Les divers fonds publics gérés par l'Administration s'élevaient en 1905 à 41.3 millions de dinars, Jusqu'en 1910 ils représentaient la principale source des moyens de l'Administration.

Les capitaux déposés à l'Administration s'élevaient en 1905:⁴⁾

capitau pupillaires	à 2,992.246 dinars
dépôts (des tribunaux etc.)	à 3,067.687 dinars
capitaux d'église et de monastères)	à 180.869 dinars

Dans la même année les dépôts des particuliers s'élevaient à 8,275.800 dinars tandis que les ressources provenant de lettres de gage n'étaient que de 792.000 dinars.

⁴⁾ V. J. Mitrovitsch: Die kgl. serbische Staatshypothekenbank (La Banque hypothécaire d'Etat serbe) Munich, 1907 p. 53.

L'Administration des Fonds n'ayant pas de capital propre, c'est uniquement à l'aide des moyens cités qu'elle devait remplir son rôle principal de fournisseur de crédits à long terme. Ces ressources n'étaient pas suffisantes et en ce qui concerne spécialement les fonds publics et les capitaux consignés, ils ne s'accroissaient pas d'un rythme tel de fournir à l'Administration des ressources correspondant aux besoins de crédit à long terme. Ce qui est encore plus grave c'est que ces ressources étaient en grande partie à court terme (dépôts des particuliers, une partie des capitaux consignés) et il était dangereux de les employer à des crédits à long terme.

Afin de se procurer des fonds plus amples et à long terme l'Administration des Fonds procédait à l'émission de lettres de gage. La première émission fut effectuée en 1899. Les lettres de gage étaient du type 5% amortissables en 32 années. Une seconde émission en fut faite en 1908. Ces lettres de gage furent placées uniquement sur le marché national et pour une somme d'environ un million de dinars.⁵⁾

En 1910 l'Administration des Fonds plaçait pour la première fois ses obligations hypothécaires à l'étranger. C'étaient des obligations 4.5% amortissables en 50 années qui furent placées à Paris au cours de 83%. Le montant nominal de l'émission était de 30 millions de francs.

En 1911 l'Administration des Fonds se présentait de nouveau sur le marché de Paris et y plaçait ses obligations communales 4.5% amortissables en 50 années. Les obligations d'un montant nominal de 30 millions de francs furent placées au cours de 84%.

L'Administration projetait d'émettre une nouvelle tranche d'obligations hypothécaires en 1914 mais les conditions politiques en empêchaient la réalisation. Elle

⁵⁾ Glomazić: Op. cit. p. 91.

reçut seulement des banques françaises une avance de 5 millions de francs.

Par l'émission de ses obligations à l'étranger l'Administration des Fonds sut donc s'ouvrir une source importante de moyens appropriés à ses opérations de crédit à long terme. Ainsi elle remédia à l'état des choses dangereux qui résultait du fait que ses moyens, qui étaient en grande partie à court terme, étaient utilisés à des opérations de crédit à long terme.

Tout en ayant acquis une grande importance dans la Serbie d'avant guerre, l'Administration des Fonds n'a pas atteint entièrement son but. Les agriculteurs qui faisaient environ 84% de la population ne profitaient pas suffisamment de son crédit. La plus grande partie de ses crédits était placée à Belgrade et dans les villes de province. Les emprunteurs étaient pour la plupart des commerçants, des industriels et des fonctionnaires.

En 1910 le total des prêts hypothécaires consentis s'élevait à 45.565.915 dinars dont 23,912.596 dinars étaient placés à Belgrade, 14,700.179 dans les villes de province et 6,953.140 seulement dans les villages. La répartition d'après la profession des débiteurs était la suivante:⁶⁾

39,944.097 dinars	accordés à des commerçants, industriels, fonctionnaires etc. et
5,641.818 dinars	seulement à des agriculteurs.

Les causes principales de cette situation ont déjà été indiquées. Il faut y ajouter le fait que les immeubles dans les villes, et surtout à Belgrade, représentaient une valeur beaucoup plus grande que les immeubles ruraux et l'accroissement de leur valeur était plus rapide. La base de crédit était donc plus large dans les villes et, en outre, la procédure d'exécution y fonctionnait mieux et plus rapidement que dans les villages.

⁶⁾ Kukla: op. cit. p. 31.

Par rapport au total des crédits hypothécaires la part revenant à l'Administration des Fonds n'était pas très importante. Cela ressort de la comparaison de l'ensemble des hypothèques inscrites avec le total des hypothèques inscrites pour le compte de l'Administration des Fonds:*)

année	total des hypothèques inscrites	pour compte de l'Administration des Fonds
1900	9,226.607.—	3,672.093.—
1901	13,240.176.—	2,997.898.—
1902	14,070.103.—	2,592.512.—
1903	14,330.529.—	7,077.745.—
1904	17,062.369.—	6,130.493.—

Il est toutefois à remarquer que les hypothèques de la première colonne en comprennent de tous rangs tandis que celles de la seconde colonne ne sont que des hypothèques de premier rang, l'Administration des Fonds ne pouvant accorder des crédits sur d'autres hypothèques.

Nous avons déjà vu que les capitalistes privés représentaient une source importante de crédit. Ils accordaient des crédits aux paysans à des taux usuriers et contre sécurité hypothécaire. Ces prêts étaient, en général, remboursables à tout moment sur réquisition du créancier.

A côté des capitalistes, dans les villes des banques privées se sont établies en grand nombre. Elles faisaient le change de monnaies, le commerce de valeur mobilières et accordaient des crédits. Quelques banquiers disposaient de moyens importants et avaient des relations étendues.

*) D'après l'annuaire statistique du Royaume de Serbie, 1905, p. 689, dans Dr Branko Aleksander: Das jugoslavische Bankwesen, Zagreb, 1926, p. 15.

A ces banques privées des banques sous forme de sociétés anonymes faisaient bientôt concurrence, mais avant d'étudier celles-ci nous nous occuperons de l'institut d'émission.

Deux séries de causes faisaient souhaiter la création d'un institut d'émission.

D'abord le besoin de crédit. Les crédits à court terme, à cette époque, ne pouvaient être obtenus qu'auprès des particuliers et des banques privées. Ces crédits étaient consentis à des conditions très onéreuses. C'est seulement à cette époque que les premiers établissements de crédit sous forme de sociétés anonymes furent créés. Le besoin d'un institut pouvant fournir des crédits à court terme à bon compte et influant ainsi sur le taux d'intérêt courant de ces crédits était donc pressant.

La seconde cause était la question monétaire. Jusqu'en 1868 la Serbie n'avait pas de monnaie propre. Elle se servait de monnaies étrangères dont un grand nombre était en circulation. Ce n'est qu'en 1868 que la première monnaie divisionnaire nationale fut frappée. Par la loi du 30 novembre 1873 la définition de la nouvelle unité monétaire fut donnée. C'était le dinar contenant 5 grammes d'argent 900/1000 de fin. Par la loi du 10 décembre 1878 l'étalon d'or fut introduit. Il y avait en circulation de la monnaie d'or et de la monnaie d'argent, mais c'est seulement la monnaie d'or qui avait pouvoir libératoire illimité.

Par suite de la baisse de la valeur de l'argent la monnaie d'argent se dépréciait et chassait la monnaie d'or de la circulation. Afin d'enrayer ce phénomène on voulait procéder à l'émission de billets remboursables en or.

A cette fin on projetait de créer un institut d'émission. Déjà en 1875 le premier projet de loi en ce sens fut soumis au parlement mais n'aboutit pas. Ce n'est que par une loi adoptée le 30 décembre 1882 et sanc-

tionnée le 6 janvier 1883 que le gouvernement fut autorisé à procéder à la fondation de la banque d'émission.

D'après la loi du 6 janvier 1883 la Banque Nationale Priviligée du Royaume de Serbie est une société anonyme au capital de 20 millions de dinars or. Le capital était réparti en deux séries d'actions de 10 millions chacune. Lors de la fondation de la banque la première série seulement fut émise. Les actions ne furent libérées que jusqu'à concurrence d'un quart ainsi que le capital versé s'élevait à 2.5 millions de dinars. Le second quart du capital fut versé en 1896, le troisième quart fut libéré à l'aide du fonds de réserve de la banque en 1908 et le quatrième fut appelé en 1912.

L'émission de la seconde série d'actions devait avoir lieu quand les conditions économiques de pays rendront nécessaire une nouvelle augmentation du capital de la banque.

Les actions de la première série étaient au porteur tandis que celles de la seconde série devaient, d'après la loi, être nominatives et ne pouvaient pas devenir la propriété d'étrangers.

Les organes de la banque étaient le gouverneur, le vicegouverneur, le conseil général, le conseil d'administration, le conseil de surveillance, l'assemblée des actionnaires et le comité d'escompte. Le contrôle du gouvernement sur la banque fut exercé par un organe spécial, le commissaire du gouvernement, nommé sur la proposition du ministre de l'économie nationale.

La Banque avait le monopole de l'émission de billets de banque. Les billets de banque devaient être couverts de 40% en or, un quart de ce pourcentage pouvant être remplacé par de l'argent. Le reste devait être couvert par des traites de 92 jours au maximum. Les billets étaient remboursables en or. La Banque pouvait émettre des coupures de 50, 100, 500 et 1000 dinars.

En commençant ses opérations la banque se mit à accorder des prêts avec ses billets de 100 dinars mais bientôt des difficultés imprévues se présentaient. Les billets de la banque ne se maintenaient pas en circulation mais furent très vite présentés au remboursement. La banque élevait son taux d'escompte mais sans résultat. La circulation de la banque baissait et au 31 décembre 1884 elle ne s'élevait qu' à 781.800 dinars.⁸⁾ Les opérations de la banque diminuaient en même temps et le 31 décembre 1884, après 6 mois de fonctionnement la banque eut une perte qui, d'ailleurs, ne s'élevait qu' à 1.515 dinars.

La cause du mauvais accueil du billet par le public était d'abord le fait que le billet de banque était une chose nouvelle et inconnue en Serbie. Ensuite, l'or avait une prime par rapport à l'argent et était, par conséquent, recherché. Finalement, par rapport au volume encore peu important des affaires et au niveau très bas des prix le billet de 100 dinars était d'un montant trop élevé.

Pour cette dernière raison la banque proposait au gouvernement d'autoriser l'émission de billets de 10 dinars. L'autorisation fut accordée par la loi du 23 septembre 1885 mais ces billets devaient être remboursables en argent.

Il y avait ainsi deux sortes de billets en circulation, des billets remboursables en or et des billets remboursables en argent.

Le billet argent de 10 dinars rencontra quelques difficultés au début mais le public s'y accoutuma et il devint vite le principal moyen de paiement. La circulation de ces billets augmentait d'une façon constante et dépassa bientôt de beaucoup celle des billets or.

Puisque la prime sur l'or augmentait, on crut que l'accroissement de la circulation des billets argent en

⁸⁾ Narodna banka 1894—1934 (La Banque Nationale) p. 20.

fût responsable et le gouvernement prit des mesures pour en restreindre la circulation.

Sur son initiative le parlement adopta une interprétation de la loi de 1893 d'après laquelle l'or de la banque devait uniquement servir de couverture à la circulation des billets or et l'argent uniquement à la circulation des billets argent. Jusque là la banque avait interprété la loi de façon qu' il lui était possible d'utiliser de l'or comme couverture à sa circulation de billets argent. Dans la circulation les billets argent étaient de beaucoup plus nombreux que les billets or. Dans son encaisse, par contre, la banque avait beaucoup plus d'or que d'argent ainsi qu' une grande partie de la circulation des billets argent était gagée par de l'or.⁹⁾

Puisque l'interprétation législative empêchait la banque de continuer à utiliser l'or comme couverture de sa circulation de billets argent, elle était obligée de ramener celle-ci au niveau de son encaisse argent. C'est justement la déflation de la circulation de billets argent que le gouvernement voulait atteindre puisqu'il était de l'avis que l'abondance de cette circulation fût la cause de la prime de l'or.

Pour se conformer à l'interprétation législative la banque devait réduire le volume de ses crédits. Cette réduction aurait eu des conséquences graves pour les affaires et c'est pourquoi le gouvernement lui-même en demanda l'ajournement.

En 1896 l'interprétation législative fut abrogée mais un montant maximum de la circulation des billets argent fut fixé. Ce maximum était de 25 millions.

Cette disposition avait l'inconvénient de rendre la circulation peu élastique. Elle obligeait la banque de ralentir à un moment donné le rythme d'ouverture de crédits et de les couper tout à fait quand le contingent était épuisé.

⁹⁾ Narodna Banka op. cit. p. 32.

En 1898 une loi obligeait la banque d'accorder au trésor une avance de 10 millions de dinars en billets argent. Dans la même année le contingent disponible pour les affaires fut porté à 30 millions ce qui faisait une circulation maxima de 40 millions.

La circulation des billets argent fut limitée d'une autre façon par la loi du 15 mars 1908 qui prolongea le privilège de la banque pour une nouvelle période de 25 ans.

D'après cette loi la banque ne pouvait pas émettre plus de billets que deux fois et demie le montant de son encaisse or et argent. La couverture était donc fixée à 40%. Pour les billets or la couverture prescrite devait être au moins de trois quart en or tandis que pour les billets argent la couverture pouvait être soit en or soit en argent. Toutefois, la circulation des billets argent ne pouvait, en principe, jamais dépasser cinq fois le montant du capital versé de la banque. Par exception seulement et sur autorisation du gouvernement ce maximum pouvait en cas de nécessité être dépassé d'un dixième, mais ce surplus devait être retiré de la circulation dès que la nécessité qui l'avait provoquée avait disparu.

Cette façon de limiter la circulation fut adoptée par ce que le gouvernement, croyant qu'un capital élevé aurait une influence sur la prime sur l'or dans le sens de la baisse, voulait par ce moyen détourné obliger la banque de faire verser le reste de son capital.¹⁰⁾

Les billets or étaient remboursables en or et les billets argent en argent mais le gouvernement pouvait autoriser la banque d'effectuer le remboursement des billets or jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage en argent. Pendant la guerre balcanique la banque remboursait ainsi ses billets or, sur autorisation du gouvernement, pour 75% en or et pour 25% en argent. Pen-

¹⁰⁾ Narodna banka, op. cit. p. 47.

dant la guerre mondiale la disposition sur le remboursement des billets en métal était suspendue.

La banque était tenue d'escompter des bons du trésor jusqu'à concurrence de 10 millions de dinars en argent. Les billets émis pour l'escompte de ces bons devaient être couverts, comme les autres, de 40% en métal. Ces billets, ainsi que ceux émis pour l'acquisition de leur couverture métallique, ne rentraient pas dans le contingent.

Le gouvernement était autorisé d'effectuer à tout moment auprès la banque l'échange provisoire d'or en argent. Il pouvait déposer son or à la banque et recevoir en contre-partie une somme correspondante en billets argent. Ces billets, il pouvait à tout moment les rendre à la banque et recevoir en échange de l'or. Les billets émis en vertu de cette disposition légale ne rentraient non plus dans le contingent fixé par la loi.

Le but de cette disposition était de préserver l'Etat des pertes qui pouvaient résulter pour lui du fait de l'existence de la prime sur l'or s'il était obligé de vendre de l'or sur le marché quand il avait besoin de billets et le racheter quand il en avait de nouveau besoin.

Quand le capital de la banque était entièrement versé, la banque pouvait donc émettre des billets argent:¹¹⁾

cinq fois le montant de son capital versé	soit	50,000.000.—
en cas de nécessité sur autorisation du gouvernement un dixième de plus	soit	5,000.000.—
pour l'escompte des bons du trésor pour l'acquisition de la couverture métallique de ces 10 millions		<u>4,000.000.—</u>
	au total dinars	69,000.000.—

¹¹⁾ Kukla op. cit. p. 54.

De plus la banque pouvait émettre des billets en vertu de la disposition légale sur l'échange provisoire.

La banque pouvait escompter des traites de 92 jours au maximum ayant trois bonnes signatures ou des traites à deux signatures résultant d'opérations commerciales, puis des warrants et des coupons de valeurs publiques. Elle pouvait aussi faire des avances sur nantissement d'obligations de l'Etat jusqu' à concurrence de 75% de leur cours.

En Serbie l'usage s'était établi de renouveler les traites à l'échéance, soit contre remboursement partiel de la dette, soit même sans un tel remboursement. Ainsi le crédit d'escompte s'était transformé en crédit à long terme et la lettre de change était devenue une simple obligation. La Banque Nationale ne voulait pas, au début, admettre cet usage et insistait sur le remboursement intégral des traites à l'échéance. Toutefois, devant l'existence de cet usage et la concurrence des banques privées, qui s'y conformaient, elle dut céder.

A côté des crédits d'escompte la banque accordait aussi depuis 1886 des crédits en compte-courant. Ces crédits n'étaient d'abord consentis qu' aux banques et plus tard aussi aux commerçants et industriels, contre remise en gage de lettres de change de leur portefeuille. Les crédits consentis aux banques devaient avoir une couverture de 125% en lettres de change et ceux accordés aux commerçants et industriels une couverture de 133%.

La Banque avait deux taux, l'un pour les crédits d'escompte et l'autre pour les avances sur titres qui, d'ailleurs, étaient assez souvent identiques. Il y avait aussi une différenciation du taux suivant que les crédits étaient accordés en billets or ou en billets argent, le taux des crédits en billets or étant plus élevé de celui des crédits en billets argent.

Afin d'amplifier ses opérations la Banque Nationale consentait aux banques des taux de faveur. Les deux

plus grandes banques, la Société de Belgrade (Beogradska zadruža) et l'Institut de Crédit de Belgrade (Beogradski Kreditni Zavod) jouissaient d'un taux inférieur de 1% au taux courant et les autres banques d'un taux inférieur de 0.5% au taux courant.

Le volume des opérations de crédit de l'institut d'émission ressort du tableau suivant:¹²⁾

	en millions de dinars						
A n n é e	1884	1890	1895	1900	1905	1910	1913
crédits d'escompte	1.391	4.732	7.568	8.063	6.570	7.659	8.484
avances sur titres	0.121	5.277	2.677	2.320	1.948	4.251	3.757
crédits en comptes-cour.	—, —	2.511	5.422	5.670	7.953	9.877	25.582
total	1.522	12.520	15.667	16.053	16.471	21.787	37.823

Le total des crédits accordés par la banque s'est donc accru d'une façon constante. L'accroissement le plus marqué est montré par le volume des crédits en compte-courant. Ce fait est dû à l'augmentation du nombre des banques dans le pays.

La Banque Nationale a exercé une influence marquée sur le développement des banques et sur l'accroissement de leur nombre.

En 1884 quand la Banque Nationale commençait ses opérations il n'y avait en Serbie que 7 banques avec un capital total de 2.3 millions de dinars, en 1886 il y en avait 21, en 1890 42 et en 1895 leur nombre s'élève à 62 avec des moyens propres (capital et réserves) d'environ 12.8 millions de dinars. Bien que cet accroissement ne soit pas dû uniquement à l'action de la Banque Nationale, il est certain que son influence à ce point de vue est considérable.

Par son influence sur le développement des banques la Banque Nationale a contribué à rendre le crédit meilleur marché dans le pays.

¹²⁾ Lj. St. Kosier: Narodna Banka Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca (La Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) Zagreb, 1924, p. 601 et suiv.

Elle s'y est attachée, d'ailleurs, aussi par d'autres moyens plus directs. D'abord par la modicité de son taux qui était toujours très inférieur au taux courant du marché et beaucoup plus stable que celui-ci. D'autre part, déjà en 1891, elle a, par circulaire, enjoint aux banques ses clientes de ne pas exiger un intérêt supérieur à 8, 9 ou 10%, suivant le cas, et à celles qui ne se conformaient pas, elle coupait tout crédit.

La loi de 1908 contient en cette matière une disposition d'après laquelle la Banque Nationale ne peut pas accorder des crédits aux banques qui, sur leurs crédits, perçoivent un intérêt supérieur de plus de 3% au taux de la Banque applicable aux débiteurs privés.

A cette époque 84 banques étaient clientes de la Banque Nationale dont 44 seulement consentaient à se conformer à cette prescription. Les autres, ne recevant plus de crédit de la Banque Nationale, se faisaient ouvrir des crédits auprès les grandes banques privées où elles payaient un intérêt beaucoup plus élevé mais n'étaient pas liées et pouvaient demander sur leurs prêts le taux qu'elles voulaient. Ainsi ces banques recevaient le crédit de la Banque Nationale par une voie détournée et, par conséquent, renchéri. La loi, à ce point de vue, n'avait donc pas atteint son but.

La Banque Nationale n'avait pas de succursales jusqu'à la guerre des Balkans. Après cette guerre seulement elle a ouvert deux succursales dans les régions libérées, à Skoplié et à Bitol.

Les banques. Les institutions de crédit dont nous nous sommes occupées jusqu'ici ne suffisaient pas pour subvenir aux besoins pressants de crédit. D'abord parce qu'elles ne pratiquaient pas toutes les opérations bancaires, ensuite, parce que leur rayon d'action n'embrassait pas également toutes les régions du pays ni toutes les classes de la nation. Les villes, et notamment Belgrade, recevaient beaucoup plus de crédit et étaient favorisées par rapport aux villages et

les commerçants, industriels et fonctionnaires par rapport aux agriculteurs.

La première banque sous forme de société par actions fut fondée par initiative privée en 1869. C'était la Première banque serbe dont le capital était prévu à 12 millions de dinars dont 1.4 million fut versé.

Cette banque fut très favorisé par le gouvernement qui lui garantit de ne pas autoriser la fondation d'un établissement semblable pendant une période de cinq années.

La banque s'occupait de toutes les opérations bancaires, aussi bien de celles d'une banque commerciale que de celles d'une banque d'affaires et de crédit foncier.

Elle se lançait dans des opérations risquées et entreprit même la construction d'une ligne de chemin de fer à l'étranger. En 1873 elle finit par tomber en faillite et les actionnaires et déposants perdirent leur argent.

Avant sa faillite déjà quelques petites banques furent fondées à Belgrade et dans quelques villes de province. D'autres furent fondées dans les années suivantes.

Le grand obstacle au développement des banques était le manque de capital. Aussi la plupart des premières banques furent-elles fondées sous forme de coopératives de crédit. Leurs parts étaient libellées en petites sommes, 100 ou 50 dinars le plus souvent, qui furent payées à termes à raison de 1 dinar ou 0.50 dinar par semaine.

Ces coopératives n'accordaient au début du crédit qu'à leurs membres mais plus tard elles commencèrent à en consentir aussi à des tiers et après le versement intégral de leur capital elles prirent, généralement, la forme de sociétés anonymes.

Nous avons déjà vu que la fondation de la Banque Nationale a exercé une influence heureuse sur le développement des banques dans le pays. Leur nombre

était bientôt devenu excessif. Dans les plus petites villes il y avait plusieurs banques, toutes de faible importance, aux moyens propres très modestes. Les banques avaient très souvent un caractère politique et les partisans d'une fraction ne faisaient leurs affaires qu'avec la banque appartenant à leur parti.

Ce pullulement de petits établissements de banque était devenu le trait caractéristique du système bancaire serbe. La conséquence en était l'augmentation des frais généraux des banques et le renchérissement du crédit.

Le centre bancaire le plus important était Belgrade où le commerce en gros et une grande partie de l'industrie étaient concentrés. Il y avait en 1912 à Belgrade 44 banques sous forme de sociétés anonymes avec un capital total de 29.2 millions de dinars. En province il y avait dans la même année 143 établissements avec 21.9 millions de capital. Il est à remarquer que les banques de Belgrade n'avaient pas de succursales en province.

La faible importance des capitaux des banques ressort des chiffres suivants: en 1911 il y avait 174 établissements dont seulement 8 ou 4.5% avaient un capital d'un million ou plus, 135 ou 77.7% avaient un capital de moins de 300.000 et 96 ou 55.2% avaient un capital de moins de 200.000.¹³⁾

Pour enrayer le mouvement de fondation de petits établissements à faible capital le gouvernement prit la décision de ne plus autoriser la création de banque sous forme de sociétés anonymes dont le capital n'atteint pas un million à Belgrade et cinq cent mille en province. Les banques anciennes devaient dans un délai de deux ans se conformer à cette prescription et augmenter leur capital ou liquider. Cette prescription ne s'appliquait pas aux régions libérées des Turcs après la guerre balkanique.

¹³⁾ Kukla: op. cit. p. 62.

Les banques en Serbie étaient caractérisées par l'absence de spécialisation. Elles s'occupaient à la fois de l'escompte, d'avances sur titres et sur marchandises, de crédits hypothécaires, du commerce de marchandises, de la fondation et de l'exploitation d'entreprises industrielles.

Les banques en province accordaient la plus grande partie de leurs crédits sous forme d'escompte de lettres de change tandis que les établissements de Belgrade pratiquaient moins l'escompte et consentirent leurs crédits de préférence sous forme d'avances en compte-courant.

Dans les pays de l'Europe occidentale l'escompte est le mode de placement à court terme par excellence. En Serbie, par contre, l'escompte n'était pas une opération liquide.

Nous avons déjà vu que les premiers établissements bancaires furent fondés sous forme de coopératives. Ces associations dont le but était l'entre-aide mutuelle n'exigeaient pas rigoureusement le règlement des effets à l'échéance mais consentirent à leurs membres le renouvellement moyennant remboursement partiel.

Après la transformation des coopératives en sociétés anonymes cette pratique s'est maintenue. De cette façon l'escompte était devenu un placement à long terme.

La Banque Nationale elle-même qui s'y est d'abord refusé, a dû admettre cette pratique.

C'étaient surtout des petits commerçants en province et des paysans qui se servaient de l'escompte pour se procurer des capitaux.

Les commerçants en province n'étaient pas encore habitués d'effectuer leurs règlements par traites. C'est pourquoi les effets qu'ils faisaient escompter étaient en grande partie des effets de complaisance.

Quant aux paysans, ils ne pouvaient pas s'engager par lettre de change. Afin de détourner la loi, ils se

procuraient de leur commune un certificat attestant qu'ils ne vivaient pas exclusivement de l'agriculture.

Les crédits en comptes-courant étaient consentis contre des sûretés diverses, remise en gage d'effets de commerce ou de valeurs mobilières, hypothèque. C'étaient surtout les banques de Belgrade qui pratiquaient ce genre de crédit. Elles consentirent ainsi des crédits au commerce et à l'industrie et aux banques provinciales et se procuraient à leur tour de la même manière des crédits de la Banque Nationale.

Les avances sur titres étaient aussi pratiquées mais dans une mesure assez faible car les valeurs mobilières étaient rares sur le marché.

Un grand nombre de banques a participé à la fondation et à l'exploitation d'entreprises industrielles qui, à cette époque, promettaient des bénéfices considérables. Surtout pendant la guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie un grand nombre d'entreprises industrielles fut fondé.

Les banques se sont aussi beaucoup occupées du commerce de marchandises. Elles vendaient les produits des entreprises industrielles qu'elles exploitaient, faisaient le commerce d'exportation des principaux produits du pays et le commerce d'importation, soit pour leur propre compte soit en qualité de commissionnaires.

Pendant la saison d'exportation des produits agricoles toutes les banques consentaient aux exportateurs des crédits d'exportation. Les bénéfices des banques dépendaient beaucoup du résultat de leurs opérations pendant la campagne d'exportation.

La Banque Nationale, à son tour, consentait aux banques des crédits extraordinaires pendant la saison d'exportation. A cette époque sa circulation atteignait toujours son maximum.

Les opérations de dépôt étaient peu développées. La cause en était la banque de capitaux et le goût des

paysans à thésauriser. En 1912 les dépôts dans les banques sociétés anonymes s'élevaient à 65,03 millions et auprès l'Administration des Fonds à 6,89 millions, au total donc a 71,92 millions.¹⁴⁾

Les banques se procuraient une grande partie de leurs moyens par des crédits en compte-courant. Les banques en province s'en procuraient auprès la Banque Nationale ou les banques de Belgrade et ces dernières, de l'institut d'émission ou des banques étrangères. En 1912 les soldes des comptes-courant débiteurs des banques en province se montaient à 20,406 millions de dinars et des banques de Belgrade à 81,842 millions, au total à 102,249 millions.

Les banques pratiquaient aussi le crédit hypothécaire mais le plus souvent l'hypothèque ne servait que de sécurité aux crédits en compte-courant. A côté de l'Administration des Fonds il y avait encore un établissement spécialisé dans les opérations de crédit hypothécaire, c'était la Banque hypothécaire du fonds commercial. Elle ne pouvait accorder des crédits hypothécaires que sur immeubles urbains. Ses moyens étant assez limités, le total de ses crédits hypothécaires ne s'élevait en 1913 qu' à 1,38 million de dinars environ.

Parmi les banques les plus importantes du pays il faut citer:

La Société de Belgrade (Beogradska zadruga), fondée en 1882 comme coopérative. Son capital actions était de 2.5 millions de dinars. Elle avait des agences à Skoplié et à Salonique. A côté de son service bancaire elle avait un service d'assurance.

L'Etablissement de Crédit de Belgrade (Beogradski kreditni zavod), fondé en 1871, au capital versé de 906.000 dinars. Il s'occupe d'opérations de banque commerciale mais accorde aussi des crédits hypothécaires.

¹⁴⁾ Kukla: op. cité p. 44.

La Banque Royale Serbe Privilégiée d'Exportation fondée en 1901. Son capital fut porté à 5 millions en 1914. Elle s'occupe de l'exportation de produits agricoles.

La Banque Commerciale de Belgrade, fondée en 1894, avait un capital versé de 2 millions de dinars. La Société de Vratchar au capital de 1.2 millions de dinars s'occupait beaucoup du commerce d'exportation et avait aussi un service d'assurance.

Le capital étranger n'exerce une influence prononcée qu' à partir de 1910. Jusqu' à cette date il n'y avait qu' un seul établissement créé à l'aide de capitaux étrangers, la Banque Serbe de Crédit, fondée en 1882 par la Laenderbank de Vienne avec la participation de capitaux français. Son capital versé était de 1.2 millions de dinars. Elle s'occupait surtout du financement d'industries et de commerçants exportateurs étrangers.

À partir de 1910 le capital étranger commence à s'intéresser davantage de la Serbie.

Ce fut d'abord la Banque Hongroise Commerciale de Pesth qui, ensemble avec la Société Commerciale Berlinoise, transforma la banque privée Andréievitch et Cie en société anonyme. La banque avait un capital versé de 1 million de dinars et jouissait d'un crédit bon marché auprès les banques fondatrices. Aussitôt après sa fondation elle ouvrit une succursale à Niche.

La Banque de Crédit de Prague ouvrit la même année une succursale à Belgrade. Elle s'occupait de toutes les opérations bancaires et aussi du commerce de marchandises et fondait plusieurs entreprises industrielles.

Toujours la même année la Banque Franco-Serbe fut fondée. Son capital versé était de 4 millions de francs français. Son siège social est à Paris et à Belgrade se trouve une succursale. En 1913 elle ouvrit encore deux succursales, l'une à Skoplié et l'autre à Bitol. La banque ayant de bonnes relations sur le marché de Paris s'occu-

paît beaucoup de grandes affaires financières, plaçait à Paris des obligations de l'Administration des Fonds et servait d'intermédiaire à l'occasion du placement d'un emprunt de l'Etat et d'un emprunt de la ville de Belgrade. Elle fonde la Société Franco-Serbe pour favoriser les entreprises industrielles et les travaux publics.

En 1911 la Banque Serbe de Zagreb fonde la Société Danubienne Commerciale par actions au capital de 1.2 millions de dinars. Cette société s'occupait beaucoup de l'exportation des produits serbes mais faisait aussi toutes les opérations bancaires.

Les banques étrangères ont exercé une influence bienfaisante sur l'économie serbe en lui fournissant des capitaux dont elle avait besoin et en agissant ainsi sur le taux d'intérêt dans le sens de la baisse.

Les coopératives de crédit. Tous les efforts accomplis pour pourvoir les cultivateurs de crédit à bon compte, surtout de crédit personnel, n'ont pas atteint leur but. Les résultats obtenus par les Caisses d'épargne régionales et par l'Administration des Fonds, à ce point de vue, laissaient à désirer. Les banques, concentrant leurs affaires dans les villes où le commerce et l'industrie absorbaient leur capacité de crédit, ne fournissaient que très peu de crédit aux agriculteurs.

La désagrégation des communautés familiales entraînait la désorganisation de la production agricole et rendait le paysan de plus en plus dépendant du marché. Ce fait ainsi que l'augmentation des besoins et les exigences du fisc obligeaient les agriculteurs de vendre davantage, d'augmenter leur production, d'avoir recours au crédit et à défaut d'autres sources, de s'endetter auprès des usuriers.

Pour sortir de cette situation difficile il ne restait aux paysans qu'un seul moyen c'était de s'aider eux-mêmes par leurs propres efforts.

La première société coopérative de crédit agricole fut fondée en 1894 à Vranovo, village près de Smédérévo, par un simple paysan.

Le régime était hostile aux coopératives les considérant comme dangereuses au point de vue politique. Tout de même les coopératives se développaient vite. Jusqu' en 1905 604 coopératives furent fondées dont 75 s'étaient dissoutes ainsi qu'il en restait 529.

En 1909 615 coopératives de crédit fonctionnaient qui avaient un chiffre d'affaires de 11,124 millions de dinars. Les prêts accordés à leurs membres s'élevaient dans la même année à 3,159 millions de dinars, les cotisations des membres à 1,407 millions de dinars, les dépôts d'épargne à 537.000 dinars, les fonds de réserve à 141.000 dinars. Le revenu brut se montait à 275.000 et les dépenses à 267.000 dinars.

La plupart des coopératives étaient membres de la Coopérative principale d'agriculteurs. Les parts des membres étaient de 100 dinars, payables en 5 années à raison de 20 dinars par an. La responsabilité des membres pour les obligations de la Coopérative était limitée à dix fois le montant de leur part. Sur les parts des membres un intérêt de 4% fut alloué.

La Coopérative principale servait d'intermédiaire entre les coopératives qui avaient des capitaux disponibles et celles qui en avaient besoin. Elle pouvait consentir aux coopératives-membre des prêts allant jusqu' à 150.000 dinars.

Les ressources de la Coopérative principale n'étant pas suffisantes, l'Etat lui accordait un prêt de 2 millions de dinars. ne portant pas d'intérêts.

Les coopératives étaient réunies dans la Fédération principale des coopératives d'agriculteurs dont le siège était à Belgrade. La Fédération est l'organe de contrôle et fait la propagande de l'idée de coopération.

Les coopératives de crédit d'artisans étaient peu développées avant la guerre. Il y en existait environ dix, ayant très peu d'importance.

La Serbie du Sud était sous la domination des Turcs jusqu'en 1913. Les conditions économiques y étaient beaucoup plus arriérées que dans le reste de la Serbie. La production agricole était primitive et le commerce et l'industrie très peu développés.

Le crédit était très cher. Les capitalistes privés qui subvenaient à une grande partie des besoins de crédit demandaient un intérêt de 40 à 50% et souvent même de 100%.

Il y avait une institution semblable à l'Administration des Fonds, la Ziratna Banka qui, fondée en 1903, avait son siège à Constantinople. Sa succursale de Skoplié desservait la région de la Serbie du Sud et avait 24 agences dans les localités principales.

Elle consentait des prêts aux agriculteurs soit sur hypothèque soit contre cautionnement solidaire de tous les habitants d'un village.

Cette banque a fonctionné jusqu' à la guerre balkanique mais elle était loin d'avoir rempli son but.

En 1914 le ministre de l'économie nationale du Royaume de Serbie fut autorisé à procéder à la fondation de la Banque agricole serbe qui devait prendre en charge l'actif et le passif de la Ziratna banka. En 1915 cette banque fut établie mais les événements de la guerre ont empêché son entrée en fonctions.

Avant la guerre balkanique il n'y avait pas en ces régions de banque sous forme de société anonyme, les autorités n'accordant pas l'autorisation à leur fondation. Il y avait, par contre, un certain nombre de banques privées qui faisaient de bonnes affaires. En outre à Skoplié la Banque Ottomane, la Banque de Salonique

et la Société de Belgrade (Beogradska Zadruga) avaient leurs succursales.

Des crédits furent aussi accordés par les fonds qui existaient près de certaines églises et corporations. Ces fonds étaient, à l'origine, des associations d'entre — aide mutuelle et après l'union avec la Serbie un grand nombre d'entre eux furent transformés en établissements de crédit. Encore sous la domination des Turcs quelques uns de ces fonds obtenaient des crédits de la Banque Nationale du Royaume de Serbie.

Après la guerre balcanique des banques sous forme de sociétés par actions furent créées. La Banque Nationale ouvrit des succursales à Skoplié et à Bitol. La Banque Franco-Serbe et quelques autres banques de Belgrade faisaient de même. Plusieurs coopératives de crédit furent aussi fondées en divers endroits. Un progrès se manifestait donc mais il fut bientôt interrompu par la guerre mondiale.

2° A u M o n t é n é g r o .

L'histoire du Monténégro dans les temps modernes c'est l'histoire de ses luttes incessantes contre les Turcs à travers lesquelles ce peuple montagnard a su maintenir l'indépendance de son petit pays. Il est évident que les guerres continuelles étaient un obstacle sérieux au progrès économique. Aussi jusqu'en 1902 il n'y avait pas d'établissement de crédit au Monténégro. Le peuple vivait d'une façon patriarcale et ne connaissait ni traite ni compte-courant.

En 1902 seulement, le premier établissement de crédit, la Caisse d'épargne de Nikchitch, fut fondée, avec des succursales à Chavnik et à Vélimlié.

A ce premier établissement suivirent la Banque de Podgoritza, fondée à Podgoritza en 1904 avec trois succursales, la Caisse d'épargne nationale à Cétigné et la Banque Serbo-Albanaise à Cétigné.

Ces banques accordaient des crédits à court terme sur traites et des crédits hypothécaires. Une partie importante de leurs fonds était constituée par les économies des émigrés.

En 1906 la Banque du Monténégro fut fondée qui devait jouer le rôle de banque centrale. La Banque Nationale de Serbie lui prêtait son aide lors de son organisation et lui ouvrit un crédit qui en 1914 s'élevait à 250.000 dinars. La Banque du Monténégro créa plusieurs succursales et devint bientôt l'établissement bancaire le plus important du pays. Elle rendit de très précieux services à l'économie nationale et bientôt il n'y avait plus de transaction économique ou financière d'envergure dans laquelle elle ne participait pas.¹⁵⁾

En 1911 la Banque Hypothécaire d'Etat du Royaume de Monténégro fut créée d'après le modèle du Crédit foncier de Serbie (Administration des Fonds). C'était une banque d'Etat au capital de 2.5 millions de perpers. Ses moyens étaient constitués par son capital, par divers fonds et capitaux et par des dépôts. Elle pouvait consentir des prêts hypothécaires et des prêts communaux. Elle avait l'autorisation d'émettre des obligations, autorisation dont elle n'a jamais pu se servir.

La clientèle de la banque étant pauvre et ses moyens très limités — du capital prévu de 2.5 millions de perpers, environ 700.000 seulement ont été effectivement versés — ses opérations étaient peu importantes. Après la guerre la banque fut reprise par la Banque Hypothécaire d'Etat du Royaume de Yougoslavie et transformée en succursale de celle-ci.

¹⁵⁾ Narodna Banka op. cité p. 71.

Chapitre deux.

Histoire de l'organisation de crédit dans les provinces yougoslaves de l'ancienne Monarchie autro-hongroise jusqu' à la guerre mondiale.

Les provinces yougoslaves qui jusqu' à la fin de la grande guerre se sont trouvées sous la domination de la Monarchie austro-hongroise sont la Slovénie, la Dalmatie, la Croatie et Slavonie, la Voïvodina et la Bosnie et Hercégovine.

La structure économique de ces provinces n'était pas la même. La Slovénie, riche en minerais, avait une industrie déjà développée et une agriculture avancée. En Dalmatie, province maritime au sol pauvre, la population s'adonnait à la vigneiculture, à la pêche, à la navigation, au commerce. La Croatie et Slavonie était une province agricole où le petit commerce et les métiers étaient développés mais où, avant la guerre, il n'y avait que peu d'industrie. Dans la Voïvodina au sol très fertile l'agriculture prédominait. A cause de sa richesse agricole cette province était appelée le grenier de la Monarchie. La Bosnie et Hercégovine, montagneuse au sol pauvre, avait une agriculture encore primitive et ses richesses minérales et forestières étaient encore peu exploitées.

Dans l'organisation de crédit l'influence du capital autrichien et hongrois se faisait partout sentir. Les grandes banques de Vienne et de Budapest avaient des succursales dans ces provinces ou participaient dans la plupart des établissements importants qui y avaient leur siège. Les institutions nationales étaient, en majorité, des établissements d'importance moindre.

L'institut d'émission de ces provinces était la Banque Austro-Hongroise. Cette banque était constituée sous forme de société anonyme et placée sous la surveillance de l'Etat. Elle avait le monopole de l'émission de billets de banque dans la Monarchie.

Le siège de la Banque se trouvait à Vienne. La direction suprême était exercée par le conseil général dont les membres étaient en partie élus par l'assemblée générale, en partie nommés par le chef de l'Etat sur proposition des deux gouvernements (autrichien et hongrois). Il y avait une direction à Vienne et une à Budapest dont chacune avait compétence de consentir les crédits sur son territoire respectif.

Sur le territoire des provinces yougoslaves la Banque Austro-Hongroise avait en 1913 dix succursales et onze agences.

La Banque Austro-Hongroise consentait des crédits à court terme sous forme d'escompte et d'avances sur titres.

En 1913 le volume des crédits d'escompte et des avances sur titres consentis sur le territoire des provinces yougoslaves était le suivant:

Croatie et Slavonie	51,031.000	de couronnes
Voïvodina	38,115.000	" "
Bosnie et Hercégovine	17,628.000	" "
Slovenie	5,368.000	" "
Dalmatie	3,678.000	" "
au total	115,820.000	de couronnes

La Banque consentait aussi des crédits hypothécaires et émettait des lettres de gage pour se procurer des moyens à cet effet. Les opérations de crédit hypothécaire étaient de peu d'importance sur le territoire des provinces yougoslaves.

La Banque Austro-Hongroise avait un service de virements très bien organisé qui était destiné à faciliter les paiements par compensation et à réaliser des économies de numéraire. Dans les provinces yougoslaves, toutefois, les opérations de virement n'avaient pas encore pris une extension importante avant la guerre.

Sur le territoire des provinces yougoslaves de la Monarchie il y avait avant la guerre trois caisses d'épargne postales. La Caisse d'épargne postale autrichienne, dont le siège était à Vienne, fonctionnait dans les provinces autrichiennes donc en Slovénie et Dalmatie. La Caisse d'épargne postale hongroise avait son siège à Budapest et fonctionnait en Croatie et Slavonie et dans la Voïvodina. La Bosnie et la Hercégovine avaient une Caisse d'épargne postale spéciale dont le siège était à Saraïevo.

Ces caisses acceptaient des dépôts d'épargne et avaient un service de comptes-chèque postaux et de virement. Les services de virement des caisses d'épargne postales étaient reliés entre eux ainsi qu'au service analogue de la Banque Austro-Hongroise.

1° En Croatie et Slavonie et dans la Voïvodina.

La Croatie et Slavonie et la Voïvodina relevaient de la partie hongroise de la Monarchie, mais tandis que la Croatie et Slavonie jouissaient d'une autonomie politique, la Voïvodina faisait partie intégrante du territoire hongrois et relevait directement du gouvernement de Budapest.

Le premier établissement de crédit en Croatie et Slavonie fut fondé en 1846 à l'époque du mouvement national connu sous le nom de mouvement illyrien. C'était la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb, aujourd'hui un des premiers établissements de crédit

du pays. A sa fondation l'établissement avait un capital social modeste de 40.000 florins argent, divisé en 400 actions à 100 florins chacune. Le capital est resté fixé à ce chiffre jusqu'en 1897, quand la première augmentation eut lieu. A la veille de la guerre le capital était de 6 millions de couronnes.

L'établissement acceptait des dépôts d'épargne et s'occupait à la fois d'opérations de crédit mobilier et de crédit immobilier.

La Première Caisse d'Epargne Croate a réussi d'étendre largement son champ d'activité. Ses opérations de dépôt prirent un développement considérable et à ce point de vue elle a toujours tenu le premier rang parmi les établissements du pays. Elle accordait des crédits à l'agriculture, au commerce et à l'industrie et prenait part à la fondation d'entreprises industrielles et d'établissements bancaires. Afin de s'approcher davantage de sa clientèle elle crée peu à peu un réseau étendu de succursales.

Tout en ayant étendu considérablement son champ d'activité la Première Caisse d'Epargne Croate a gardé le trait dominant d'une banque de dépôt.

En 1868 un deuxième établissement fut fondé à Zagreb, la Banque Croate d'Escompte, qui avait pour but principal d'accorder des crédits au commerce et à l'industrie.

Ces deux établissements sont restés jusqu'à la guerre les établissements les plus importants du pays.

La différence dans leur but et dans leur champ d'activité principal eut pour conséquence des différences dans leur organisation, dans leurs méthodes et dans leur politique d'affaires.

La Première Caisse d'Epargne, banque de dépôt, afin de mieux drainer l'épargne et placer ses crédits créa de nombreuses succursales. La Banque Croate d'Escompte, par contre, spécialisée dans les opérations de crédit au commerce et à l'industrie, concentrait ses

affaires dans son siège central à Zagreb, centre du commerce et de l'industrie, et n'eut que de succursales peu nombreuses.

La Première Caisse d'Epargne Croate accordait la plus grande partie de ses crédits à court terme sous forme de crédits d'escompte tandis que la Banque Croate d'Escompte consentait la plus grande partie des siens sous forme de crédits en compte-courant, ce genre de crédit convenant mieux aux besoins du commerce et de l'industrie.

Pendant longtemps la Première Caisse d'Epargne Croate est de beaucoup la plus importante des deux. Ce n'est que depuis les dernières années avant la guerre que la Banque Croate d'Escompte s'approche davantage de la Première Caisse d'Epargne Croate et la dépasse même en certaines positions. Nous indiquons ci-dessous les postes principaux des bilans des deux banques.¹⁾

	en milliers de dinars		
	1910	1912	1914
P. C. d. C. .	6.000	6.000	6.000
capital actions B. C. d. E.	8.000	8.000	10.000
	10.112.4	10.255	9.460.3
fonds de réserve . . .	3.170.1	3.307.2	4.307.2
	68.612	80.503.9	93.696
dépôts d'épargne . . .	16.407.8	18.207.1	18.519.6
	2.383.9	8.179.6	4.506.9
créditeurs	2.680.9	4.474.2	13.017.2
	28.479.7	25.333.2	27.241.9
portefeuille d'effets . . .	13.328.6	8.726.1	11.560.2
	44.512.7	57.962.2	57.973.2
crédits hypothécaires . .	—	6.177.7	6.363.3
	22.662.4	31.758.5	37.481.8
crédits en comptes cou-			
rants et sur nantissement	11.916.7	16.211.8	25.840.5

¹⁾ Lj. St. Kosier: Prva hrvatska štedionica i Hrvatska eskomptna banka (Première Caisse d'Epargne Croate et Banque d'Escompte Croate) Zagreb 1924.

Un établissement spécialisé dans les opérations de crédit hypothécaire fut fondé à Zagreb en 1892. C'était la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie. L'établissement jouissait de divers privilèges qu'il a perdus après l'Union Nationale. Ses moyens étaient constitués par son capital, par des fonds provenant du placement de lettres de gage et d'obligations communales, de crédits de la Banque Hypothécaire Hongroise, qui était intéressé à l'établissement, et de dépôts, parmi lesquels il faut citer ceux du gouvernement autonome croate qui déposait à l'établissement une partie de ses fonds disponibles.

Les opérations principales de l'établissement étaient les prêts hypothécaires et communaux. A la veille de la guerre les prêts hypothécaires de l'établissement se montaient à 72 millions de couronnes et les prêts communaux à 23 millions.

En 1895 la Banque Serbe fut fondée à Zagreb au capital de 3 millions de couronnes or comme premier établissement serbe important sur le territoire de la Monarchie austro-hongroise. La banque a beaucoup contribué au développement économique de la population serbe. Elle a encouragé la création de caisses d'épargne et d'établissements de crédit serbes en province qui sont restés en relations étroites avec elle.

La Banque Serbe a aussi beaucoup fait pour le développement des sociétés coopératives serbes en Croatie et Slavonie. Elle a pris part à la fondation de la Caisse Centrale des Sociétés Coopératives Serbes, de l'association »Privrednik« (Economiste), de la Fédération des Sociétés Coopératives Agricoles Serbes.

La Banque était à la veille de la guerre un des plus grands établissements de crédit du pays. A cette époque son capital social s'élevait à 8½ millions de couronnes, celui de la Banque d'Escompte Croate étant de 10 millions et de la Première Caisse d'Epargne Croate de 6 millions. Par le chiffre de ses dépôts d'épargne qui

était de 25½ millions elle se rangeait immédiatement après la Première Caisse d'Epargne Croate dont les dépôts s'élevaient à la même époque à 93.7 millions et avant la Banque d'Escompte Croate avec 18½ millions.

La Banque Agricole Croate, fondée en 1901, faisait fonction de coopérative centrale des coopératives paysannes croates. En 1919 les coopératives paysannes croates fondent la Fédération centrale des coopératives paysannes croates faisant fonction de caisse centrale et se rendent ainsi indépendantes de la Banque Agricole Croate tout en maintenant leurs relations d'affaires avec elle.

Par la suite furent fondées à Zagreb la Première Banque Croate des Métiers qui avait pour but de fournir des crédits aux petits artisans, la Banque Catholique Croate, la Banque Croate, la Banque pour le Commerce, les Métiers et l'Industrie et autres.

En province il faut citer notamment la Banque du Pays Croate à Osijek, fondée en 1909 avec la participation de la Živnostenska Banka de Prague. Après la guerre cet établissement change son nom en Banque Yougoslave S. A. et transporte son siège à Zagreb. Actuellement c'est un des plus grands établissements de crédit du Royaume.

En 1909 la grande banque viennoise Wiener Bank-Verein fonde une succursale à Zagreb qui faisait de bonnes affaires. En 1928 les succursales de Zagreb et de Belgrade du Wiener Bank-Verein furent transformées en établissement indépendant sous le nom de Société Générale de Banque Yougoslave S. A.

Parmi les plus récentes créations d'avant guerre il faut citer la Banque Générale de Crédit Croate, fondée à Zagreb en 1912 par la Banque Générale de Crédit Hongroise de Budapest. L'établissement s'est chargé des affaires de la Caisse d'Epargne Centrale Nationale de Croatie et Slavonie. Cette banque s'est consacrée prin-

ciipalement aux opérations de crédit au commerce et à l'industrie. Soutenue par la banque fondatrice elle a fait des progrès notables.

A côté des établissements plus importants une foule de petites banques existait à Zagreb et en province. Leur nombre augmentait rapidement et d'une façon constante. En 1890 il y avait sur le territoire de la Croatie et Slavonie 48 banques et caisses d'épargne, en 1900 il y en avait 94, en 1910 leur nombre était de 189 et en 1913 de 207 dont 146 caisses d'épargne et 61 banques. Tous ces établissements avaient en 1913 un capital total de 82 millions de couronnes et des réserves de 31 millions soit des fonds propres de 113 millions de couronnes et 253.5 millions de couronnes de dépôts.

L'accroissement du nombre des établissements était favorisé par la législation sur les sociétés anonymes d'après laquelle la fondation des sociétés n'était pas soumise à l'autorisation des pouvoirs publics. Dans la partie autrichienne de la monarchie, par contre, une autorisation préalable était nécessaire.

Il n'y avait pas de législation spéciale sur les caisses d'épargne et celles-ci se distinguaient des banques à peine d'autre chose que du nom. Tout au plus peut-on dire, d'une façon générale, que les caisses d'épargne prêtaient davantage leur attention aux opérations de dépôt et drainaient l'épargne au moyen de leurs succursales. Les banques, par contre, avaient des moyens propres plus importants que les caisses d'épargne et s'occupaient principalement d'opérations de crédit au commerce et à l'industrie.

Les établissements bancaires les plus importants se trouvaient à Zagreb et dans quelques autres centres. Ces établissements consentaient des crédits au commerce, à l'industrie et aux métiers de la localité, au grand commerce de province, aux grands propriétaires agricoles et aux établissements bancaires provinciaux.

Les crédits furent consentis sous forme d'escompte de lettres de change, de crédits en compte-courant et d'avances sur titres. Une forme très usitée de crédit était aussi le crédit sur traites avec garantie hypothécaire.

Les banques en province étaient des établissements à capital modeste qui accordaient des crédits au petit commerce local, aux métiers et à l'agriculture. La plus grande partie de leurs crédits était consentie sous forme d'escompte de lettres de change dont une partie importante était garantie par une hypothèque.

Les banques provinciales se procuraient des fonds au moyen du réescompte d'une partie de leurs portefeuilles d'effets auprès des établissements des villes. Ces derniers réescomptaient leurs effets auprès des succursales de la Banque Austro-Hongroise et auprès des grands établissements de crédit autrichiens et hongrois.

Les banques et caisses d'épargne accordaient aussi des crédits hypothécaires à long terme. Dans ce domaine dominaient la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie et la Première Caisse d'Épargne Croate. Ces établissements se procuraient à cet effet des fonds au moyen d'émissions de lettres de gage. La Banque d'Escompte Croate et la Banque du Pays Croate pratiquaient aussi l'émission de lettres de gage mais dans une proportion moindre.

Dans la Voïvodina les grandes banques hongroises avaient leurs succursales et en plus il y avait, comme en Croatie et Slavonie, un grand nombre de petits établissements bancaires à caractère local. A la veille de l'Union Nationale on y comptait environ 120 banques et succursales de banques à capital hongrois, allemand et roumain et environ 100 banques à capital national. La plupart des banques locales avait un capital très modeste.

Le principal centre bancaire était Novi Sad puis Soubotitza, Pantchévo et autres.

L'Association des banques de Voïvodina à Novi Sad a élaboré une statistique des banques de la Voïvodina pour l'année 1913 de laquelle nous citons les chiffres suivants qui nous montrent l'importance des principales opérations.²⁾

capital	50,120.977	couronnes
fonds de réserve	22,526.362	"
dépôts d'épargne	217,624.624	"
portefeuille d'effets	251,032.869	"
comptes cour, débiteurs	27,756.332	"
avances sur nantissement . . .	128,472.329	"

Les coopératives de crédit. Les coopératives de crédit ont joué un rôle important dans le domaine du crédit agricole.

En Croatie et Slavonie il y avait avant la guerre quatre groupements distincts de coopératives: les coopératives agricoles serbes, les coopératives paysannes croates, les associations de crédit et les coopératives de la Société Economique Croate-Slavonne.

La première société coopérative sur le territoire de la Croatie et Slavonie fut la Coopérative agricole serbe, fondée en 1897 à Kamenitza. Le mouvement se développait rapidement et déjà l'année suivante la Fédération des sociétés coopératives agricoles serbes à Zagreb put être fondée à laquelle les coopératives agricoles serbes de la Voïvodina ont aussi adhéré. Le mouvement trouvait un fort appui dans la Banque Serbe de Zagreb. Après la guerre la Fédération des coopératives agricoles serbes de Zagreb a liquidé et ses membres ont adhéré à la Fédération principale des coopératives agricoles serbes à Belgrade.

La première société coopérative agricole croate fut fondée en 1898. Les coopératives croates étaient grou-

²⁾ D'après les données statistiques de l'Association des banques de Voïvodina jointes au rapport annuel de l'année 1926.

pées dans la Fédération centrale des coopératives paysannes croates à Zagreb qui se trouvait en relations étroites avec la Banque Agricole Croate.

Tandis que ces deux premiers mouvements coopératifs étaient nés dans le peuple et étaient fortement inspirés d'idées nationales, les associations de crédit étaient créées sur l'initiative du gouvernement hongrois et avaient un caractère semi-officiel. Ces associations étaient basées sur une loi spéciale de 1898, d'après laquelle l'Association centrale de crédit fut fondée à Budapest. L'Association Centrale avait des représentations en province qui servaient d'intermédiaires entre elle et les coopératives locales. Sur le territoire de la Croatie et Slavonie il y avait deux représentations, l'une à Zagreb et l'autre à Osijek.

Les associations de crédit étaient des associations à responsabilité limitée tandis que les coopératives de crédit croates et serbes étaient en majorité des associations à responsabilité illimitée. A la différence des coopératives croates et serbes les associations de crédit ont peu fait pour le développement de l'épargne; elles se sont bornées à consentir à leurs membres des crédits à bon compte. Par contre elles n'ont pas limité leur activité aux crédits agricoles mais accordaient aussi des crédits aux artisans.

Ces associations ont joui de divers avantages et exemptions fiscales et puisqu'elles disposaient de moyens amples mis à la disposition par l'Etat et consentaient des crédits avantageux, leur développement a pris une grande extension.

La Société Economique Croate-Slavonne a été fondée en 1841 dans le but d'avancer l'agriculture du pays. En 1907 elle a été réorganisée et transformée en coopérative centrale. Parmi les coopératives relevant d'elle il n'y avait que très peu de coopératives de crédit.

Les coopératives accordaient des crédits sous forme d'escompte, d'avances sur obligations avec cautionnement et d'avances sur les livrets d'adhérent. La forme la plus usitée était le crédit sur obligations cautionnées qui, en 1910, faisait 48.8% du total des crédits consentis.

L'activité des coopératives de crédit était certainement bienfaisante mais elle était loin d'être suffisante par rapport aux besoins de crédit des agriculteurs.

2° En Slovénie et en Dalmatie.

La Slovénie et la Dalmatie étaient sous l'ancienne monarchie des pays autrichiens. La Slovénie étant plus avancée au point de vue économique que la Dalmatie c'est en Slovénie que les institutions de crédit apparaissent d'abord et qu'elles prennent le plus grand développement.

Nous trouvons dans ces provinces trois types d'institutions de crédit: les caisses d'épargne, institutions publiques, les banques et les coopératives de crédit. Ce qui caractérise l'organisation de crédit de ces provinces c'est le rôle important qu'y jouent les caisses d'épargne et les coopératives de crédit et l'importance relativement moindre des banques. Nous étudierons successivement l'évolution de ces divers types d'institutions de crédit.

Les premières institutions de crédit que nous rencontrons en Slovénie sont des caisses d'épargne. En 1820 la première caisse d'épargne slovène, la Caisse d'épargne de Carniole (Kranjska hranilnica) fut fondée à Lioubliana d'après le modèle de la Première caisse d'épargne autrichienne, créée à Vienne en 1819. Cette caisse d'épargne, fondée par une association de bienfaisance, s'est développé d'une façon très satisfaisante et pendant tout le 19^e siècle elle tenait le premier rang parmi les caisses d'épargne du pays.

De nombreuses fondations de caisses d'épargne intervenant en Autriche, le législateur se vit amené à édicter des règles uniformes relatives à leur organisation et leur fonctionnement. Ce fut l'objet du règlement sur les Caisses d'épargne du 2 septembre 1844 (Sparkassenregulativ). Ce règlement, toujours en vigueur en Slovénie et en Dalmatie, sera analysé dans la seconde partie de cette étude.

Sous le régime du règlement de 1844 de nombreuses caisses d'épargne furent fondées en Slovénie dont nous citons celles de Ptouï, fondée en 1858, de Maribor, fondée en 1862, de Célié, fondée en 1864.

Les caisses d'épargne slovènes se sont groupées en Association des caisses d'épargne yougoslaves, fondée à Lioubliana en 1909 qui comprend toutes les caisses d'épargne de Slovénie.

En Dalmatie les premières caisses d'épargne ne furent fondées qu'en 1908. C'étaient les caisses d'épargne communales de Benkovac et de Drnich. A la veille de la guerre il y avait en Dalmatie six caisses d'épargne communales du même type que celles de Slovénie, organisées comme celles-ci d'après le règlement de 1844.

Les opérations des caisses d'épargne comprenaient l'acceptation de dépôts d'épargne et leur placement en crédits hypothécaires et en crédits d'escompte et en compte-courant.

Les caisses d'épargne préférant les placements sûrs, leur principale opération active était représentée par les crédits hypothécaires urbains et agricoles. Le crédit mobilier sous forme d'escompte et d'avances en compte-courant était pratiqué sur une échelle beaucoup moindre. Les caisses d'épargne plaçaient une partie importante de leurs moyens en obligations d'Etat et lettres de gage. En 1911 les valeurs mobilières figuraient pour 27.8% dans l'actif des caisses d'épargne de Slovénie.

En 1913 le volume des opérations des caisses d'épargne de Slovénie était le suivant:

	en millions de couronnes
dépôts d'épargne	189.8
crédits hypothécaires	108.8
prêts communaux	23.69
portefeuille d'effets	3.39

A côté des caisses d'épargne il faut encore citer deux institutions publiques de crédit: la Banque du Pays de Carniole (Kranjska deželna banka) à Lioubliana et l'Etablissement de crédit hypothécaire du Royaume de Dalmatie. Ces établissements étaient spécialisés dans les opérations de crédit hypothécaire. La Banque du Pays de Carniole accordait aussi des prêts communaux.

En Slovénie les banques privées étaient pour la plupart des succursales d'établissements autrichiens. A la veille de la guerre il y avait à Lioubliana une succursale de l'Etablissement autrichien de crédit pour le commerce et les métiers, fondée en 1907, et une succursale de la Banque générale privilégiée du trafic, fondée en 1911. A Maribor il existait à la même époque une succursale de la Banque styrienne d'escompte de Graz et de la Banque anglo-autrichienne de Vienne, à Célié il y avait une succursale de la Banque Union de Bohême.

Le seul établissement de banque national était la Banque de crédit de Lioubliana, fondée en 1900 avec un capital initial de 500.000 couronnes dont la moitié fut souscrite par la Živnostenska Banka de Prague. En 1914 l'établissement avait sept succursales et son capital s'élevait à 8 millions de couronnes.

Cet établissement ainsi que les succursales des banques autrichiennes accordaient des crédits au commerce et à l'industrie. Les besoins de crédit du petit commerce, des métiers et de l'agriculture étaient satisfaits par les caisses d'épargne et les coopératives de crédit.

En 1913 le bilan de la Banque de crédit de Lioubliana se présentait comme suit:

capital	8,000.000	de couronnes
réserves	910.735	" "
dépôts d'épargne	5,501.865	" "
créditeurs	13,560.905	" "
caisse	581.681	" "
portefeuille d'effets	5.799.228	" "
portefeuille titres	3,047.294	" "
débiteurs	20,781.208	" "
profits nets	542.379	" "

En Dalmatie, où le commerce et l'industrie étaient beaucoup moins développés qu'en Slovénie, l'influence du capital autrichien était moindre. Dans cette province il y avait à la veille de la guerre quatre banques dont trois sous forme de sociétés anonymes et une banque coopérative.

Les coopératives de crédit ont joué un rôle de toute première importance dans l'économie de ces provinces, notamment en Slovénie.

Les premières coopératives en Slovénie furent créées dans un but national et politique plutôt que dans un but économique. Aussi le mouvement de fondation des coopératives rencontra-t-il beaucoup de difficultés auprès les autorités. Ce n'est qu'après la loi de 1873 sur les coopératives que le mouvement prend de la vigueur.

En 1883 fut fondée à Célié la Fédération des caisses d'épargne slovènes à laquelle 14 coopératives ont adhéré. En 1890 la Fédération comptait 47 coopératives et en 1907 environ 200.

Ces coopératives n'étaient ni du type pure Raiffeisen ni du type Schultze-Delitzsch mais d'un type mixte. Plus tard une partie des coopératives de la Fédération ont adopté le type Raiffeisen ainsi qu'il y en avait de ce type 80 sur 200 coopératives en 1907.

Vers la fin du 19^e siècle un mouvement de fondation de coopératives du type Raiffeisen prit naissance. L'âme de ce mouvement était le Dr. Janez E. Krek, grand patriote slovène. Ce mouvement ne se limitait pas à la Slovanie mais s'étendait aussi à la Dalmatie. Ces coopératives se sont groupées dans la Fédération des sociétés coopératives à Lioubliana qui comptait en 1913 682 membres. La Fédération comprenait non seulement des coopératives slovènes mais aussi des coopératives dalmates. En 1907, toutefois, les coopératives croates de Dalmatie ont fondé la Fédération des coopératives à Split à laquelle ont adhéré les coopératives membres de la Fédération de Lioubliana.

En 1907 fut fondée à Lioubliana la Fédération des sociétés coopératives slovènes à laquelle ont adhéré les coopératives d'une tendance plus avancée.

Il y avait donc en Slovanie avant la guerre trois fédérations, la Fédération des sociétés coopératives à Célié, la Fédération des sociétés coopératives à Lioubliana et la Fédération des sociétés coopératives slovènes à Lioubliana.

En Dalmatie les coopératives étaient groupées dans la Fédération des sociétés coopératives à Split, fondée en 1907, et dans la Fédération des sociétés coopératives économique serbes à Doubrovnik, fondée en 1904.

Les fédérations ont pour but d'exercer le contrôle sur le fonctionnement des coopératives adhérentes et en même temps elles font fonction d'institutions centrales de crédit des coopératives membres.

Les opérations des coopératives ont pris un développement très important. Les coopératives de crédit étaient devenues les principaux fournisseurs de crédit hypothécaire et mobilier de l'agriculture, du petit commerce et des métiers et par la modicité du taux d'intérêt de leurs crédits elles ont exercé une influence fort bienfaisante sur le développement économique de ces provinces.

3°. En Bosnie et Hercégovine.

La Bosnie et la Hercégovine se trouvaient sous la domination turque jusqu'en 1878. Pendant cette domination le pays était le théâtre de soulèvements et de guerres incessants dus à des causes nationales, religieuses et sociales.

Environ 95% de la population étaient des paysans. Une partie insignifiante seulement de la population paysanne était propriétaire du sol qu'elle labourait. Ces terres, dont le propriétaire paysan pouvait librement disposer, étaient des terres libres. La grande majorité de la population paysanne était constituée par des serfs, fixés au sol, qui avaient seulement le droit de jouissance des terres qu'ils labouraient mais devaient payer des lourdes redevances au seigneur, propriétaire du sol.

Le propriétaire (beg, aga, spahia) pouvait aliéner la terre mais la possession et le droit de jouissance du serf (kmet) n'en furent pas touchés.

A cette époque les échanges étaient très peu développés dans le pays car la communauté familiale satisfaisait presque entièrement aux besoins de ses membres. Les échanges qui se faisaient étaient réglés par le troc. Le paysan apportait ses produits chez le commerçant qui lui fournissait en échange les articles dont il avait besoin. Le dixième était aussi payé en nature.

Il est évident, que dans un milieu économique aussi primitif le crédit ne pouvait être que dans un état rudimentaire. Quelques commerçants ayant des relations à l'étranger y jouissaient du crédit et les commerçants de province pouvaient se procurer des marchandises à crédit auprès les commerçants des villes. Les paysans avaient besoin de prêts pour le rachat des terres de servage. Ces prêts ils les obtenaient des commerçants, très souvent à des conditions exorbitantes. Les églises et les monastères accordaient aussi des prêts sur hypothèques ou autres sécurités.

Telle était la situation quand le traité du Congrès de Berlin de 1878 confia à l'Autriche-Hongrie le mandat d'occuper la Bosnie et la Herzégovine afin d'y établir l'ordre et la sécurité et de résoudre la question agraire.

Après l'occupation les échanges se développaient considérablement par suite des besoins constants de l'armée et des fonctionnaires de la puissance occupatrice, par la création et le progrès de l'industrie et par des constructions nombreuses de routes, de lignes de chemin de fer et de bâtiments. En même temps l'usage de la monnaie se répandait.

L'administration de la puissance occupatrice exigeant le paiement du dixième en argent, les paysans étaient obligés de vendre leurs produits afin de se procurer l'argent nécessaire et puisqu' en même temps les besoins de la population augmentaient, il fallait accroître la production. A cette fin des capitaux étaient nécessaires et puisque les paysans ne les avaient pas, ils étaient obligés d'avoir recours au crédit.

Afin de satisfaire à ces besoins de crédit, et notamment aux besoins de crédit à long terme, le gouvernement du pays de Bosnie et Herzégovine entra en négociations avec la Banque Union Viennoise. En 1883 cette banque ouvre à Sarajevo un établissement sous le nom de Section Privilégiée de la Banque Union pour la Bosnie et la Herzégovine. Le but principal de l'établissement était de consentir des prêts hypothécaires mais il accordait aussi des crédits mobiliers au commerce et aux métiers. Le gouvernement lui conféra divers privilèges et s'engagea de déposer ses fonds auprès le nouvel établissement.

La Section Privilégiée de la Banque Union n'était pas capable de satisfaire à tous les besoins de crédit hypothécaire du pays. C'est pourquoi le gouvernement décida d'utiliser à cette fin les fonds de la caisse de retraites des fonctionnaires et créa en 1889 l'Etablissement de Crédit Hypothécaire de Bosnie et Herzégovine.

Sur l'initiative du gouvernement et des communes intéressées et dans le but de consentir des crédits aux commerçants et aux artisans les établissements suivants furent fondés: en 1888 la Banque Nationale par Actions à Saraïevo au capital de 100.000 florins, en 1889 la Première Caisse d'Épargne s. a. à Brtchko au capital de 100.000 florins, en 1894 le Première Caisse d'Épargne à Biélina au capital de 75.000 florins et la Caisse d'Épargne de Banialouka au capital de 75.000 florins. La plus grande partie des actions de ces établissements était entre les mains du gouvernement, de communes et de fonctionnaires.

Encore sur l'initiative du gouvernement le Wiener-Bank-Verein et la Banque Hongroise pour le Commerce et l'Industrie fondent en 1895 à Saraïevo la Banque Privilegiée du Pays de Bosnie et Hercégovine qui, l'année même de sa fondation, absorbait l'Etablissement de Crédit Hypothécaire de Bosnie et de Hercégovine et la Banque Nationale par Actions de Bosnie et Hercégovine. Le capital de la banque était de 4 millions de florins. Elle disposait en outre de crédits importants auprès les banques fondatrices et de ressources provenant de fonds et capitaux publics déposés auprès elle. C'était le plus grand établissement de crédit de Bosnie et il a maintenu son rang jusqu' aujourd'hui.

En 1899 la Société Anonyme Hongroise de Banque et de Commerce fonde une succursale à Saraïevo et plus tard à Mostar et Banialouka.

Après l'annexion de la Bosnie et Hercégovine, en 1908, plusieurs établissements nouveaux furent fondés. En 1909 la Banque Hongroise Commerciale de Pesth fonde la Banque Agraire et Commerciale Privilegiée qui, à côté de divers privilèges, reçut le monopole des opérations relatives au rachat des terres de servage. Ce monopole lui fut, toutefois, bientôt retiré et la banque s'occupait dorénavant uniquement d'opérations de crédit mobilier et immobilier.

En 1912, encore avec du capital autrichien, la Banque Austro-Bosniaque à Saraïevo fut fondée. Cette banque a absorbé la Section Privilégiée de la Banque Union.

L'institut d'émission de l'ancienne Monarchie, la Banque Austro-Hongroise, avait en Bosnie et Hercégovine des succursales à Saraïevo, fondée en 1910, a Mostar, fondée en 1911 et à Banialouka, fondée en 1912.

L'Office de Bosnie et Hercégovine de la Caisse d'Epargne Postale a commencé ses opérations en 1911.

Tous ces établissements furent fondés par du capital autrichien et hongrois. Le premier établissement national fut créé en 1903. C'était la Banque du Commerce et Caisse d'Epargne S. A. à Mostar au capital de 180.000 florins. L'année suivante elle change son nom en Banque Serbe S. A.

Depuis cette année les fondations d'établissements de crédit nationaux sont nombreuses. C'étaient toutes des petites banques dont la sphère d'activité était purement locale. Un grand nombre d'entre elles furent fondées sous la forme de sociétés coopératives et par la suite transformées en sociétés anonymes. La plupart avait un caractère national ou confessionnel. Il y avait avant la guerre 26 banques serbes avec un capital total de 10 millions de couronnes, 5 millions de réserves et 8 millions de dépôts, 10 banques croates au capital total de 3 millions de couronnes, 0.6 millions de réserves et 3 millions de dépôts, 8 banques musulmanes au capital de 4 millions de couronnes, 0.8 millions de réserves et 3.5 millions de dépôts et 6 banques mixtes avec un capital de 1.5 millions, 0.5 million de réserves et 3.2 millions de dépôts. Les banques au capital autrichien et hongrois avaient au total environ 20 millions de capital, 8 millions de réserves et 60 millions de dépôts.³⁾

Les établissements serbes les plus importants étaient la Banque Centrale Serbe, fondée en 1911, qui se trou-

³⁾ Lj. St. Kosier et Vasa Ristić: Vodeće institucije u nacionalnom bankarstvu Bosne, Zagreb, 1924, p. 12.

vait dans la sphère d'influence de la Banque Serbe de Zagreb, et la Banque Economique Serbe, fondée en 1914. Après l'Union Nationale ces deux établissements ont fusionné et forment la Banque Economique Centrale Serbe.

Le plus grand établissement croate, la Banque Centrale Croate pour la Bosnie et la Hercegovine et l'établissement musulman le plus important, la Banque Centrale Musulmane pour la Bosnie et la Hercegovine ont aussi fusionné après l'Union Nationale et l'établissement nouveau porte le nom de Banques Centrales Unifiées.

Les petites banques pratiquaient surtout les opérations de dépôt et l'escompte et accordaient aussi des crédits en compte courant.

Les opérations de dépôts n'ont pas pu prendre un développement bien important à cause de la pauvreté de la population et de l'habitude très répandue de la thésaurisation.

Les petites banques consentaient de beaucoup la plus grande partie de leurs crédits au moyen de l'escompte d'effets de commerce. Les crédits en compte courant occupaient une place plus modeste dans les bilans de ces banques; ce sont surtout les commerçants et les artisans qui se servaient de cette forme de crédit.

La clientèle des petites banques se recrutait principalement parmi les paysans, les petits commerçants et les artisans.

Les grandes banques à capital autrichien et hongrois notamment la Banque Privilégiée du Pays de Bosnie et Hercegovine et la Banque Agraire et Commerciale Privilégiée ainsi que la succursale de la S. A. Hongroise de Banque et de Commerce finançaient le grand commerce et l'industrie. Les deux premières ont fondé un grand nombre d'entreprises industrielles et détenaient la majorité des actions de plusieurs d'entre elles. Elles

pratiquaient aussi des opérations de crédit hypothécaire et consentaient des prêts communaux.

Un grand nombre de banques pratiquait des opérations de commerce de marchandises et notamment l'exportation des principaux produits du pays.

Sur l'initiative du gouvernement des institutions spéciales, destinées à accorder des crédits aux paysans, furent créées. C'étaient le Fonds de secours d'arrondissement. Le premier fut fondé en 1886 et à cette fondation suivaient bientôt d'autres.

Les Fonds de secours d'arrondissement étaient alimentés par des contributions du gouvernement et par des centimes additionnels au dixième. Ils accordaient aux agriculteurs des crédits garantis par hypothèque ou par caution.

En 1896 les Fonds de secours d'arrondissement obtenaient de la Banque Privilegiée du Pays de Bosnie et Hercegovine l'ouverture de crédits jusqu' à concurrence du capital de chaque fonds. Les Fonds de secours s'engageaient à leur tour de déposer leurs disponibilités à la Banque.

Les Fonds de secours d'arrondissement ont rendu de grands services à la population agricole.

Les sociétés coopératives de crédit étaient en majorité du type Raiffeisen à responsabilité illimitée des membres.

La première société coopérative de crédit serbe ne fut fondée qu'en 1907. Au début de la guerre mondiale il n'y en avait que 128 avec 4100 membres. Depuis 1911 elles sont groupées dans la Fédération des coopératives agricoles serbes.

Les premières sociétés coopératives croates furent fondées en 1909. En 1914, quand la guerre éclata, elles étaient au nombre de 60. La Fédération des coopératives croates fut créée en 1919.

Les Musulmans n'avaient pas de coopératives avant la guerre.

Les coopératives étaient donc peu développées avant la guerre et elles rencontraient beaucoup de difficultés auprès les pouvoirs publics à cause de leurs tendances nationales. Ce n'est qu'après l'Union Nationale que les coopératives ont pris d'essor dans cette province.

Chapitre trois.

L'organisation de crédit pendant la guerre mondiale.

Pendant la guerre les différentes parties de la Yougoslavie se sont trouvées dans des camps opposés, la Serbie et le Monténégro étant alliés de l'Entente et les autres régions faisant partie de l'Autriche-Hongrie.

La Serbie et le Monténégro furent envahis par l'ennemi, très supérieur en nombre, après des combats sanglants.

Sous l'occupation la vie économique en Serbie et au Monténégro, notamment le fonctionnement des banques, était complètement paralysée.

La Banque Nationale s'est retirée devant l'ennemi et au mois de décembre 1915 elle transporta ses valeurs à Marseille. Elle y est restée jusqu' au mois de février 1919. Pendant cette période son activité était limitée presque exclusivement aux opérations avec l'Etat. Afin de se procurer les moyens nécessaires à la conduite de la guerre l'Etat contractait des emprunts auprès les Alliés et faisait appel à la banque d'émission. Il continuait à faire auprès celle-ci l'échange provisoire seulement il ne déposait plus de l'or en somme égale au montant des billets reçus mais cédait à la Banque à titre de couverture des crédits en monnaie étrangère (francs français ou livres sterling) ouverts par les trésors des alliés.

Le volume des opérations de la Banque avec les particuliers était très restreint à cette époque. Les crédits accordés aux particuliers n'étaient pas destinés aux affaires mais à la consommation des réfugiés besogneux.

L'Administration des Fonds, elle aussi, a continué ses travaux à l'étranger. En 1916 elle fut organisée à

Corfou comme département du Ministère des Finances. Ce ne fut plus une institution de crédit hypothécaire comme avant la guerre. Son rôle était limité à la gestion des fonds, au paiement des pensions, à l'acceptation de dépôts, sur lesquels elle ne payait pas d'intérêts, et au remboursement des dépôts d'épargne déposés encore en Serbie. Dans la même année une succursale à Salonique fut ouverte.

Dans les provinces yougoslaves de l'ancienne Monarchie austro-hongroise les banques ont pu continuer à fonctionner mais dans des conditions bien différentes.

Au début de la guerre la remboursabilité des billets de la Banque Austro-Hongroise fut suspendue. Pour le financement de la guerre l'Etat eut recours à la Banque dont la circulation s'accroissait considérablement et passait de 2.1 milliards de couronnes en 1914 à 30.6 milliards en 1918. Parallèlement la couverture métallique tombait de 75% en 1914 à 1.1% en 1918.

Par suite de l'inflation, de la diminution de la production, des difficultés que rencontrait l'importation et de l'augmentation de la demande les prix haussaient rapidement. C'était notamment le cas des prix des denrées agricoles, principaux produits des provinces yougoslaves. Les revenus des agriculteurs augmentaient. Ils rembouraient une grande partie des emprunts qu'ils avaient contractés avant la guerre et leurs besoins de crédits nouveaux étaient moindres puisqu'ils disposaient eux-mêmes de capitaux suffisants.

L'abondance monétaire eut pour conséquence l'augmentation des dépôts d'épargne des banques et l'abaissement du taux d'intérêt. D'autre part, par suite de cette abondance les besoins de crédit diminuaient.

Les banques éprouvaient des difficultés à placer les moyens dont elles disposaient en leurs opérations habituelles. Les opérations d'escompte, qui occupaient la première place avant la guerre, diminuaient sensiblement dans cette période. Il en était de même des opé-

rations de crédit hypothécaire qui, étant à long terme, présentaient de gros risques par suite de la dépréciation progressive de la monnaie.

Avant la guerre les banques locales des provinces yougoslaves réescomptaient une partie de leur portefeuille d'effets de commerce auprès les banques des villes qui, à leur tour, pratiquaient les opérations de réescompte auprès la Banque Austro-Hongroise et les grandes banques autrichiennes et hongroises. L'abondance des moyens dispensait les banques à faire le réescompte. Aussi ces opérations ont-elles diminué dans une forte mesure pendant la guerre.

Les banques étaient donc obligées de s'occuper d'opérations nouvelles. Elles prêtaient d'abord leur concours à l'émission des emprunts de guerre de l'Etat en recueillant les souscriptions et en consentant des avances aux clients désireux de souscrire à ces emprunts. Les emprunts de guerre rencontraient la faveur des épargnants à cause de leur taux élevé d'intérêt. Ces opérations occupaient une large place parmi les opérations des banques pendant la guerre mais elles n'absorbaient pas les moyens considérables dont les banques disposaient pendant cette période.

Par suite de la demande croissante et de la hausse continue des prix l'industrie et le commerce florissaient pendant la guerre. Ils réalisaient de gros bénéfices et les risques étaient presque inexistants. Afin de prendre part à la prospérité de ces branches de l'économie les banques se lançaient à la fondation d'entreprises nouvelles, qu'elles exploitaient souvent elles-mêmes, et pratiquaient aussi le commerce de marchandises. Dans les opérations de fondation et d'exploitation d'entreprises, de participation et de commerce les banques réalisaient à cette époque des bénéfices importants.

Les créations d'entreprises nouvelles et leur prospérité d'une part, et l'abondance de capitaux et la baisse consécutive du taux d'intérêt offert aux dépôts d'épar-

gne, d'autre part, eurent pour conséquence l'augmentation de la demande de valeurs mobilières. Cette demande se portait d'abord vers les obligations puis, quand celles-ci devenaient rares, vers les actions.

Une autre opération rapportant aux banques pendant la guerre de beaux bénéfices était le commerce des changes étrangers qui, à cette époque, se développait considérablement par suite de l'augmentation de l'importation et des achats spéculatifs. Le volume de ces opérations diminuait après l'introduction des règlements sur le commerce des changes et la création d'une centrale de devises, destinée à organiser et à centraliser ce commerce.

Toutes ces opérations étaient très peu pratiquées avant la guerre par les banques des provinces yougoslaves et leur développement est dû aux conditions économiques spéciales de la période de guerre.

Pendant la guerre d'importantes augmentations de capital et de multiples créations d'établissements bancaires nouveaux eurent lieu.

Ainsi sur le territoire de la Croatie et Slavonie la somme investie en 1917 en fondations de banques nouvelles et augmentations de capital des banques existantes s'élevait à 29.5 millions de couronnes et en 1918 à 77 millions. La multiplication des établissements de crédit et l'augmentation de capital sont des conséquences de l'abondance monétaire et de la prospérité de ces établissements pendant cette période.

L'activité des coopératives de crédit était paralysée pendant la guerre du fait de la mobilisation d'un grand nombre de leurs membres. De nombreuses coopératives furent dissoutes par les autorités à cause de leurs tendances nationales. Pour ces raisons la plupart des coopératives ne fonctionnait pas pendant toute la période de guerre. Ce n'est qu'après la guerre que les coopératives purent reprendre leur activité.

DEUXIEME PARTIE.

L'organisation actuelle du système de crédit en Yougoslavie.

Après la guerre mondiale le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes fut constitué par l'union de la Serbie et du Monténégro et des provinces yougoslaves de la monarchie austro-hongroise.

Au point de vue économique le nouvel Etat avait dès sa fondation des problèmes difficiles à résoudre.

Les différentes parties du nouveau Royaume avaient appartenu à différents états, à différents organismes économiques. Toutes les régions avaient beaucoup souffert de la guerre et surtout la Serbie, dévastée par l'envahisseur.

Après l'union nationale il fallait de toutes ces régions qui avaient suivi une évolution économique distincte, créer un nouvel organisme économique harmonieux, il fallait reconstruire les ruines, établir un système monétaire, fonder des industries, organiser les communications.

Dans cette reconstruction ainsi que dans l'organisation et dans le développement économique ultérieur les banques avaient, bien entendu, un rôle très important à jouer.

D'une façon générale, on peut dire, qu'elles se sont montrées à la hauteur de leur tâche et elles avaient déjà atteint un degré avancé de développement quand la crise économique est venue les frapper durement.

Ce qui caractérise le système de crédit en Yougoslavie c'est l'importance des établissements publics, phénomène qui, d'ailleurs, se manifeste aussi dans

l'évolution d'après guerre de divers autres systèmes de crédit européens.

Ce fait est dû d'une part à l'influence des idées de plus en plus répandues de la nécessité de l'intervention de l'Etat dans les différents domaines de la vie économique. D'autre part il est dû à l'absence d'initiative privée dans divers domaines, notamment dans le domaine du crédit hypothécaire et du crédit agricole ce qui obligeait l'Etat d'intervenir.

Nous étudierons dans le premier chapitre les établissements publics et privilégiés, le second chapitre sera consacré aux établissements privés et dans un annexe nous jeterons un coup d'oeil sur les coopératives de crédit.

Chapitre premier.

Les établissements publics et privilégiés.

Première section.

L'institut d'émission.

Après l'Union Nationale il fallait créer un institut d'émission. Le gouvernement et les cercles des affaires étaient d'accord de transformer la Banque Nationale du Royaume de Serbie en institut d'émission du nouveau Royaume.

Le projet de loi sur la Banque Nationale fut soumis à l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Banque le 4 janvier 1920 et accepté par elle. Le 26 janvier 1920 la loi fut promulguée et le 1^{er} février de la même année la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est entrée en fonctions sur le territoire entier du Royaume.

L'organisation de la Banque d'après la loi de 1920.

D'après la loi de 1920 la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est une société anonyme au capital de 50 millions de dinars. Son rôle est de régler la circulation fiduciaire, d'affermir la monnaie nationale, de subvenir aux besoins de crédit à court terme du travail économique, d'organiser le service de compensation, de faciliter à l'Etat l'exercice de son service de caisse.

Le rôle de la Banque était très élargi par rapport au rôle assigné à la Banque Nationale de Serbie par les dispositions correspondantes de la loi de 1883. Le but

de celle-ci était de développer le commerce et le travail par du crédit réglé et à bon marché. Le rôle de la Banque Nationale était donc élargi par l'attribution de la fonction monétaire que la Banque Nationale de Serbie avait, d'ailleurs, exercé déjà en fait dans une certaine mesure, mais qui passe maintenant au premier plan, et de la fonction de caissier de l'Etat.

Le capital de la Banque, fixé à 50 millions de dinars, dont 30 millions seulement furent versés, était divisé en actions de 500 dinars. Le capital était constitué par le capital versé de la Banque Nationale de Serbie se montant à 10 millions de dinars or et par 40.000 actions nouvelles soumises à la souscription. Pour compenser la plus-value de l'actif de la Banque Nationale de Serbie le cours d'émission des actions fut fixé à 720 dinars or. Les nouvelles actions étaient au nom et ne pouvaient pas passer aux mains d'étrangers.

Les organes de la Banque étaient le gouverneur, le vice-gouverneur, le conseil général, le conseil d'administration, le conseil exécutif, le conseil de surveillance, l'assemblée des actionnaires et le comité d'escompte.

Le gouverneur est nommé par décret royal sur proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie pour une période de quatre années. Il doit être ressortissant du Royaume, domicilié à Belgrade et ne peut pas être membre du conseil d'administration d'un établissement de crédit.

Le gouverneur doit surveiller l'application de la loi sur la Banque Nationale et de ses statuts ainsi que l'exécution des décisions du conseil général, du conseil d'administration et de l'assemblée générale. Il convoque et préside le conseil général, le conseil d'administration et l'assemblée des actionnaires, représente la Banque et signe les actes. Il a le droit de veto suspensif d'exécution contre les décisions du conseil général et du conseil d'administration. Les décisions frappées du veto

sont exécutoires si le Ministre du Commerce ne les infirme pas dans un délai de 15 jours.

Le vice-gouverneur est élu annuellement par le conseil général dans son sein. Il remplace le gouverneur quand celui-ci est empêché de remplir ses fonctions.

Le conseil général est composé de vingt-quatre membres, élus par l'assemblée générale pour une période de quatre années. Douze membres doivent être domiciliés à Belgrade. Les membres doivent être citoyens yougoslaves et sont tenus de déposer un cautionnement de quarante actions de la banque. Leur fonction est incompatible avec celle de directeur ou de fonctionnaire d'un établissement de crédit.

Le conseil général délibère et décide de toutes les questions les plus importantes concernant l'administration de la Banque. Il surveille la marche des affaires, fixe le taux d'escompte et les autres conditions des opérations de la Banque, établit les règlements intérieurs, décide de la création de succursales, nomme le directeur général, les directeurs et les gérants des succursales, élit les membres des comités d'escompte. Le conseil général devait être convoqué au moins une fois tous les deux mois.

Les affaires de moindre importance et les affaires urgentes étaient délibérées et décidées par le conseil d'administration composé par les douze membres du conseil général domiciliés à Belgrade.

Le conseil exécutif est composé par le gouverneur, le vice-gouverneur, deux membres du conseil d'administration et le directeur général. Il prépare les affaires qui doivent être soumises au conseil général et au conseil d'administration et décide des questions qui surgissent à l'occasion de l'exécution des décisions des conseils.

Le conseil de surveillance est composé de neuf membres, élus par l'assemblée générale pour une période de trois années. Ses membres doivent être ci-

toyens yougoslaves et sont tenus à déposer un cautionnement de quinze actions. Leur fonction est incompatible avec celle de directeur ou de fonctionnaire d'un établissement de crédit.

Le conseil de surveillance doit contrôler la comptabilité et la marche générale des affaires. Le bilan annuel et le compte des profits et pertes lui sont soumis à l'examen et il en fait un rapport à l'assemblée générale des actionnaires.

La Banque Nationale étant une société anonyme, son organe suprême est l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire doit être convoquée annuellement au plus tard au mois de mars. Elle délibère et statue sur le bilan et le compte des profits et pertes qui lui sont soumis, sur le quitus à accorder au conseil général et au conseil de surveillance et sur les autres questions à son ordre de jour.

Le quorum est d'un quart du capital de la Banque. Cinq actions donnent droit à une voix. Aucun actionnaire ne peut avoir plus de trente voix. Les actionnaires ayant moins de cinq actions peuvent mandater un d'eux de les représenter à l'assemblée générale avec le nombre de voix qui revient au total des actions représentées. Les actionnaires ressortissants d'Etats étrangers ne peuvent pas assister à l'assemblée ni y être représentés.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée sur demande du conseil général ou du conseil de surveillance ou de quarante actionnaires déposant au moins deux mille actions. Elle délibère sur les questions inscrites à son ordre de jour.

Les comités d'escompte ont à apprécier la bonité des lettres de change et des warrants présentés à la Banque à l'escompte. Ils fonctionnent auprès le siège central et auprès les succursales. Leurs membres sont élus par le conseil général.

La loi confère à la Banque le monopole d'émission de billets de banque sur le territoire du Royaume pour une période de 25 années.

Comme contre-partie à ce privilège l'Etat s'est réservé certains droits vis-à-vis de la Banque. Ces droits sont: le droit de contrôle et de surveillance, le droit d'intervention dans le fonctionnement de la Banque et le droit de participation aux bénéfices.

Son droit de contrôle et de surveillance l'Etat l'exerce par un commissaire du gouvernement nommé par décret sur proposition du ministre du commerce et de l'industrie.

Le commissaire du gouvernement a le droit d'assister à toutes les séances des conseils. Il peut suspendre l'exécution de leurs décisions s'il les considère contraires aux statuts, aux lois ou aux intérêts du pays. Dans ce cas il doit incessamment en référer au Ministre du Commerce qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Si la décision du Ministre n'intervient pas dans ce délai, la décision du conseil devient exécutoire.

Le Ministre des Finances a aussi le droit de nommer un représentant spécial. Celui-ci assiste aux réunions des conseils quand des questions intéressant le Ministère des Finances sont traitées et à la réunion de l'assemblée générale. Il peut examiner les documents et demander des renseignements et des rapports sur les questions intéressant son ministère.

Le droit d'intervention du gouvernement dans le fonctionnement de la Banque est exercé d'abord par la nomination du gouverneur. Cette intervention se manifeste, en outre, par l'obligation de la Banque de demander le consentement du gouvernement dans certaines questions. Ainsi la loi et les statuts demandent le consentement du gouvernement pour la suspension du remboursement des billets en métal (le remboursement des billets était, d'ailleurs, provisoirement suspendu),

pour l'ouverture ou la fermeture de succursales, pour l'augmentation du capital.

La participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque est prévue dans l'art. 39 de la loi. D'après cette disposition les bénéfices nets sont répartis de la façon suivante: 5% vont au fonds de réserve jusqu' à ce qu'il atteigne 20% du capital versé, puis 6% sont attribués à titre de tantièmes aux membres des conseils et au personnel. Le reste est partagé entre l'Etat et les actionnaires à raison de 60% à l'Etat et 40% aux actionnaires.

La Banque Nationale de Serbie n'avait avant la guerre mondiale que deux succursales, à Skoplié et à Bitol. La loi de 1920 charge la Banque de maintenir ces succursales, d'en ouvrir dans tous les endroits où la Banque austro-hongroise avait les siennes ainsi qu' à Niche et à Cettigné.

La Banque s'est conformée à cette prescription et créa toutes ces succursales dont la majorité entra en fonction au courant des années 1920 et 1921. De plus elle créa une succursale à Chabatze et deux agences, à Souchak et à Doubrovnik. Ces dernières furent, plus tard, élevées au rang de succursales.

L'organisation des succursales fut réglée par un règlement spécial du 6 juin 1920.

Les succursales sont gérées par un gérant nommé par le conseil général. Il représente la succursale, signe les actes collectivement avec son remplaçant, préside les séances du conseil d'escompte de la succursale.

Les membres du conseil d'escompte des succursales sont nommés par le conseil général qui leur donne des instructions. Leur mandat est de deux ans.

Le rayon des succursales est déterminé par le conseil général. La compétence des succursales est de faire l'escompte de lettres de change, d'accorder des avances sur titres et autres valeurs, d'accepter des valeurs en dépôt, d'ouvrir des comptes et d'effectuer des

opérations de virement, d'effectuer des encaissements d'effets et des paiements.

C'est sous l'empire de cette loi que la Banque fonctionnait pendant plus de dix années jusqu' à la loi du 17 juin 1931, promulguée lors de la stabilisation légale du dinar.

Le fonctionnement de la Banque sous l'empire de la loi de 1920. Nous avons vu que la loi mettait la fonction monétaire au premier plan dans la définition du rôle de la Banque Nationale. En fait, l'activité de la Banque dans le domaine monétaire était de première importance, car le problème monétaire était d'une actualité brûlante dans le nouveau Royaume.

A la fin de la guerre il y avait sur le territoire du Royaume diverses espèces de monnaie en circulation: des dinars serbes, des couronnes austro-hongroises, des perpers monténégrins, des lévas bulgares. Afin d'arriver à l'unification de la circulation la Banque échangea ces diverses monnaies contre ses billets en dinars.

Par suite de l'inflation provoquée par les besoins de l'Etat le cours du dinar baissait sensiblement. Afin d'enrayer cette baisse des réglemens concernant le commerce des changes furent pris. La Banque pratiquait une politique active en matière de change, achetait et vendait des devises, faisait de nombreuses interventions sur le marché des changes, adopta diverses mesures pour affermir le cours du dinar et se constituait un stock de changes étrangers. Elle était le pivot de la politique des changes du Royaume.

En août 1925 elle réussit à stabiliser le dinar au cours de 9.12 à 9.13 francs suisses et maintenait, en continuant sa politique d'achats et de ventes de changes, cette stabilité de fait du dinar jusqu'en 1931 quand, à la date du 28 juin, la stabilisation légale fut accomplie.

La fonction monétaire de la Banque d'émission, très importante et très intéressante, dépasse le cadre de cette étude et ne sera pas traitée ici.

Nous nous bornerons à l'étude des fonctions proprement bancaires de l'institut d'émission, notamment à ses fonctions en matière de crédit.

La sphère d'activité de la Banque est circonscrite dans l'art. 11 de la loi de 1920 qui énumère les opérations que la Banque peut faire. Ce sont:

1° L'escompte et le réescompte d'effets de commerce portant au moins deux bonnes signatures et dont l'échéance est de trois mois au maximum, de warrants d'entrepôts publics du pays, de bons du Trésor et de coupons d'obligations de l'Etat, l'achat et la vente de traites et de chèques tirés sur des marchés étrangers.

2° L'achat et la vente d'or et d'argent.

3° Les prêts sur nantissement:

a) d'or et d'argent

b) d'obligations de l'Etat, d'obligations, d'actions, de lettres de gage garanties par l'Etat, de lettres de gage et d'obligations communales d'établissements de crédit du pays et en général, d'entreprises aux valeurs desquelles la sécurité pupillaire est reconnue. Ces prêts ne peuvent non plus être consentis pour un délai supérieur à trois mois;

4° L'émission de mandats de paiement à courte échéance sur la base de sommes déposées en or monnayé ou en billets, destinés au paiement de droits de douane ou d'autres droits;

5° L'acceptation d'argent et d'autres valeurs en dépôt et gestion;

6° L'acceptation d'argent et d'autres valeurs en compte-courant et émission de mandats, de lettres de crédit et de chèques;

7° L'ouverture de comptes de virement;

8° L'exécution de recouvrements, de paiements après couverture préalable, d'opérations bancaires en commission;

9° Le service relatif à la souscription d'emprunts pour le compte de l'Etat et d'autres personnes publiques ainsi que pour le compte d'entreprises industrielles et commerciales du pays;

10° Les avances sur nantissement d'obligations d'une Fédération de coopératives agricoles et le réescompte d'effets de la Fédération de coopératives des métiers.

La Banque doit aussi s'occuper à recueillir la monnaie saine des émigrants pour en faire profiter la circulation monétaire du pays. Elle doit également faire gratuitement le service de caissier de l'Etat.

La loi interdit à la Banque de faire d'autres opérations que celles énumérées à l'art. 11 ci-dessus cité. Notamment elle ne peut pas acquérir des immeubles ni consentir des prêts hypothécaires. Elle pourra, toutefois, acquérir des immeubles pour ses localités et, au cas qu'une de ses créances serait en péril, elle pourrait la garantir par hypothèque et aussi acquérir l'immeuble du débiteur. Mais dans ce dernier cas elle est obligée d'aliéner l'immeuble aussi tôt que possible.

La principale opération de la Banque est l'émission de billets, réglementée par les articles 15 et suiv. de la loi.

Les billets de la Banque entrent en circulation par deux voies, par les prêts aux affaires et par les avances à l'Etat.

Aux premiers correspond le contingent ordinaire de la circulation de billets et aux seconds le contingent extraordinaire.

La Banque peut émettre des billets d'abord jusqu' à concurrence du triple montant de la couverture métallique. C'est son contingent ordinaire qui sert à subvenir aux besoins de crédit des affaires.

La couverture métallique consiste d'or et d'argent en caisse et de créances envers l'étranger. C'est la Banque Nationale qui, d'accord avec le Ministre des Finances, décide de temps à autre, lesquelles de ses créances entrent dans la couverture.

La couverture métallique légale est donc de $33\frac{1}{3}\%$. Pour le surplus les billets doivent être couverts de »valeurs commerciales ou financières qui peuvent facilement et sûrement être transformées en argent comptant. Sous valeurs commerciales et financières il faut entendre des valeurs acquises par des opérations prévues à l'article 11 (précité) ainsi que les traites de la Fédération des coopératives agricoles et de la Fédération des coopératives des métiers«.

A la différence de la loi de 1908 sur la Banque Nationale de Serbie qui limitait la circulation par rapport au capital, la loi de 1920 revient au système de la loi de 1833 et adopte le système plus élastique de la limitation de la circulation par rapport à l'encaisse.

La loi oblige la Banque de consentir certains prêts à l'Etat. Les billets destinés à ces avances constituent le contingent extraordinaire. La Banque n'est pas obligée d'avoir une couverture métallique pour les billets du contingent extraordinaire.

Les billets de la Banque ont cours légal. Ils sont remboursables à vue en monnaie légale métallique. Cette obligation, d'ailleurs, est suspendue dans les dispositions transitoires de la loi qui prévoient la reprise du remboursement des billets, après entente préalable entre le gouvernement et la Banque, quand les conditions économiques et financières générales du pays ainsi que l'état de l'encaisse or de la Banque le permettront.

La loi de 1920 prévoit plusieurs espèces d'avances à l'Etat.

A titre de crédit ordinaire le Ministre des Finances a le droit de faire escompter par la Banque des bons du

trésor jusqu' à concurrence de 150 millions de dinars. Au mois de mars 1921 ce chiffre fut porté à un milliard de dinars. Sur cet emprunt l'Etat payait 1% d'intérêt. Ce crédit devait être remboursé intégralement chaque année.

A côté du crédit ordinaire l'Etat jouissait d'un crédit extraordinaire de 500 millions de dinars. A la fin de l'année 1920 sur l'insistance du Ministre des Finances un nouveau crédit extraordinaire de 1500 millions de dinars fut ouvert. Ces prêts à l'Etat ne portaient pas d'intérêts. L'Etat s'était engagé de rembourser ces crédits extraordinaires dans un délai de dix ans et consentait hypothèque sur ses domaines à titre de sûreté.

Nous savons que la Banque avait effectué l'échange des billets de la Banque austro-hongroise, d'abord en billets d'Etat puis, ceux-ci, en ses propres billets.

Le montant des billets mis en circulation à titre d'échange des couronnes fut porté au débit de l'Etat. Sur ce crédit l'Etat ne payait pas d'intérêts mais il était tenu, à titre de sûreté, de consentir à la Banque hypothèque sur ses domaines jusqu' à concurrence du montant de la dette et en outre de lui remettre des bons du trésor pour le même montant.

L'Etat s'obligeait à rembourser ce crédit par sa participation intégrale aux bénéfices de la Banque, par une partie des bénéfices nets de ses domaines, dont le montant sera fixé annuellement au budget, par des dotations extraordinaires à inscrire au budget et par des paiements annuels de 1% du reste de la dette à partir de la sixième année à compter de la promulgation de la loi et de 2% à partir de la neuvième année.

Le plafond de la dette provenant de l'échange provisoire fut fixé à 600 millions de dinars. Comme contrepartie à ce crédit la Banque détenait les valeurs déposées par l'Etat. Ces valeurs étaient comptabilisées à la parité or du dinar ainsi que leur valeur en dinars papier dépassait de beaucoup le montant des billets émis en

contre-partie. Par contre, l'Etat s'était endetté pour une forte somme sous le titre d'échange provisoire sans rien avoir déposé à la Banque. L'échange provisoire non couvert, qui n'était pas prévu par la loi, s'élevait le 28 mars 1921 à 736,4 millions de dinars. Ce jour le solde fut porté au compte du crédit extraordinaire.

Les valeurs déposées par l'Etat à titre d'échange provisoire constituaient une partie importante de la couverture de la circulation. Si l'Etat retirait ses valeurs, la couverture de la circulation s'en trouverait extrêmement affaiblie. C'est pourquoi la loi prescrivait l'obligation pour l'Etat de maintenir l'or et les créances sur l'étranger au compte de l'échange provisoire à la hauteur de 300 millions de dinars aussi longtemps que dure la suspension du remboursement des billets en métal.

Les billets émis pour tous ces crédits à l'Etat constituaient le contingent extraordinaire de la Banque.

Les crédits à l'Etat absorbaient une partie extrêmement importante de la circulation ce qui ressort du rapprochement entre le total de ces crédits et le total de la circulation et des engagements à vue de la Banque.¹⁾

Année	Total des avances à l'Etat	Total de la circulation et des engagements à vue	Rapport des avances à l'Etat à la circulation et engagements à vue en %
1920	3,283.291.500	3,601.502.186	91.19
1921	4,418.213.650	5,059.820.660	87.32
1922	4,517.550.448	6,007.610.885	75.20
1923	4,524.360.804	6,249.711.997	72.39
1924	4,520.685.753	6,631.082.760	68.17
1925	4,466.584.882	6,594.567.014	67.73
1926	4,413.576.716	6,452.395.673	68.40
1927	4,337.834.725	6,997.323.123	61.99
1928	4,201.609.555	6,707.498.499	62.64
1929	4,153.084.783	7,328.498.162	56.67
1930	4,020.905.904	6,318.772.654	63.64

¹⁾ Narodna banka op. cit. pp. 308 et 309.

La dette de l'Etat, causée par les besoins de l'après guerre et l'impossibilité où le gouvernement se trouvait de se procurer des moyens suffisants par l'impôt ou l'emprunt, augmentait d'une façon constante et dans une forte proportion jusqu'en 1923. C'est en cette année que le budget fut approximativement équilibré et que l'inflation cessa. Depuis 1923 la dette diminue régulièrement d'année en année mais lentement, car l'Etat n'effectuait pas tous les paiements dans la mesure prévue par la loi. La diminution provenait surtout de la participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque. C'est en 1931 seulement, qu'après la stabilisation légale du dinar une diminution sensible de la dette de l'Etat apparaît dans le bilan de la Banque.

En ce qui concerne les crédits de la Banque aux affaires, il est à noter que la loi de 1920 ne connaissait que deux modes de crédit: le crédit d'escompte et les avances sur nantissement de métaux précieux ou de valeurs mobilières. Le crédit en compte-courant, que la Banque Nationale de Serbie avait pratiqué avant la guerre, n'était pas prévu par la loi.

La personne qui voulait se faire ouvrir un crédit devait adresser à la Banque une demande. Si la demande était admise, un contingent fut assigné au futur emprunteur. C'est seulement dans la limite de ce contingent que des crédits lui pouvaient être accordés.

L'opération active la plus importante d'une banque d'émission, au moyen de laquelle elle influe, en temps normal, le plus efficacement sur le volume de la circulation et des crédits et sur la marche générale des affaires, c'est l'escompte. La Banque admettait à l'escompte des lettres de change ayant au moins trois bonnes signatures, qui avaient à courir 92 jours au maximum jusqu'à l'échéance. Par exception seulement la Banque pouvait accepter aussi des traites à deux signatures. La Banque pouvait également escompter des war-rants émis par des entrepôts publics du pays ainsi que

des bons du trésor et des coupons d'obligations de l'Etat. Toutefois, la somme que la Banque pouvait utiliser à l'escompte des bons du trésor ainsi qu' à l'achat et aux avances sur nantissement de valeurs de l'Etat était limitée au double de son capital.

Les avances sur titres étaient consenties jusqu' à concurrence de 75% du cours de bourse des valeurs admises. Sur nantissement d'or la Banque consentait une avance jusqu' à concurrence de 100%.

Les avances étaient accordées sur des valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat, sur des lettres de gage communales, des obligations d'établissements de crédit et d'entreprises auxquelles la sécurité pupillaire était reconnue.

La Banque pouvait aussi consentir des avances sur nantissement d'obligations des Fédérations de coopératives agricoles. Après la fondation de la Banque agricole privilégiée, elle ouvrit à celle-ci un crédit important pour offrir des facilités au crédit agricole.

La politique de crédit de la Banque était le plus souvent subordonnée à des considérations relevant de sa politique monétaire. La fonction monétaire était considérée par elle, conformément à la loi, comme sa fonction principale et la question monétaire était à l'ordre de jour d'une façon presque permanente.

Ainsi que nous venons de le voir, la Banque a dû mettre à la disposition de l'Etat des crédits dont la somme était égale aux trois quarts de sa circulation. Il est vrai que les billets prêtés à l'Etat ne rentraient pas dans le contingent ordinaire et que la Banque était libre d'utiliser celui-ci intégralement à des crédits aux affaires. Toutefois, la circulation étant très ample par suite de la forte émission pour le compte de l'Etat, la Banque craignant l'effet d'un accroissement de la circulation sur les prix et les changes, suivait à plusieurs occasions une politique de restriction des crédits envers les affaires.

Ainsi arrivait-il à plusieurs reprises que la Banque, guidée par des considérations d'ordre monétaire qui lui dictaient dans un certain moment un resserrement des crédits, ne satisfaisait pas entièrement les besoins accrus de crédit du monde des affaires provoqués par des causes comme une reprise des affaires ou une crise de crédit accompagnée d'un retrait de dépôts des banques (en 1923). Quand, d'autre part, la situation monétaire le permettait, quand son stock de devises augmentait la Banque pratiquait une politique plus libérale de crédit.

La contraction ou la dilatation du volume de crédit ne fut pas provoquée par une politique du taux d'escompte. La Banque n'augmentait pas son taux quand elle voulait restreindre le volume du crédit et ne l'abaissait pas quand elle voulait le dilater. Son taux d'escompte était très stable et fixé d'une façon uniforme à 6% depuis 1920 jusqu'au mois de mai de 1930.

La Banque ne pratiquait pas de politique du taux d'escompte parce qu'une telle politique n'aurait eu aucun effet. La hausse du taux d'escompte de la Banque ne pouvait pas avoir d'effet sur le volume de ses crédits parce que le taux d'intérêt courant sur le marché était toujours très supérieur au taux de la Banque. Tandis que le taux de la Banque était de 6%, le taux du marché oscillait mais était toujours très supérieur. Il s'élevait jusqu'à 20 et 30%, mais depuis 1925 il avait tendance à la baisse ainsi qu'il était de 10 à 14% au début de 1931.

Pour avoir de la prise sur le marché monétaire il aurait fallu que le taux de la Banque s'élevât au niveau du taux sur le marché.

La baisse du taux d'escompte n'aurait, non plus, eu d'effet et voici pourquoi. C'est un nombre relativement restreint de personnes qui jouit du crédit de la Banque. Le volume de ses crédits est relativement peu important par rapport au volume total des crédits dans le

pays. En 1930 le total des crédits consentis par la Banque Nationale à l'économie s'élevait à 2,069.677.000 de dinars et le total des crédits consentis par les banques à 14,750.115.056 dinars. Les crédits de la Banque étaient accordés non seulement aux établissements de crédit, mais elle créditait aussi directement le commerce et l'industrie et, comme nous le verrons plus loin, une partie importante de ses crédits était représentée par des crédits directs.

Les établissements de crédit, surtout dans les régions nord-ouest du pays, avaient de puissants moyens et disposaient de crédits étrangers. Elles étaient, par conséquent, sauf au moment des crises, assez indépendantes vis-à-vis de la Banque Nationale.

Une modification du taux de la Banque ne peut donc, dans ces conditions, avoir d'effet direct sur le taux du marché à cause de l'importance relativement faible du volume de ses crédits et pas d'effet indirect puisqu'elle n'entraîne pas les établissements de crédit à suivre le mouvement.

La Banque ne se sert donc pas de la politique du taux d'escompte pour arriver à la contraction ou à la dilatation du volume de ses crédits. A cette fin elle a recours à la révision des contingents des crédits ouverts. Si les circonstances conseillent un resserrement des crédits, elle procède à une réduction des contingents. Si, au contraire, la situation permet une dilatation du volume de crédit, elle accorde des nouveaux contingents de crédit et consent à l'augmentation des contingents existants.

Par suite de la politique de contingentement personne ne peut avoir recours à la Banque pour obtenir du crédit qu'autant qu'un contingent lui a préalablement été consenti et seulement dans la limite de ce contingent. Les personnes et les entreprises autres que les établissements de crédit épuisent, en général, entièrement le contingent qui leur a été consenti, puisque

le crédit de la Banque est un crédit très avantageux. Les établissements de crédit, par contre, considèrent très souvent leur contingent comme une réserve de liquidité et n'ont recours au crédit de la Banque qu'au cas de besoin de fonds.

La politique de contingentement présente beaucoup d'inconvénients. En effet, si la Banque, au lieu de sa politique de contingentement, pratiquait une politique du taux d'escompte, les établissements de crédit seraient sûrs de trouver chez elle, à tout moment, les ressources dont ils peuvent avoir besoin, ne serait-ce qu'à un taux plus élevé. Dans ce cas la Banque Nationale pourrait remplir pleinement le rôle de banque des banques qui est celui d'un institut d'émission. Dans le régime de la politique du contingentement les banques ne peuvent mobiliser leur portefeuille d'effets et de titres que dans la limite de leur contingent. Une fois le contingent épuisé elles n'ont plus la possibilité d'avoir recours à la Banque Nationale. Par conséquent, afin de garder une liquidité suffisante, les banques ne peuvent pas placer dans les opérations d'escompte autant de moyens qu'elles le pourraient si la Banque Nationale pratiquait une politique du taux d'escompte. Elles sont donc obligées de garder des fonds importants en caisse, en compte de virement auprès la Banque Nationale et en compte-chèque auprès la Caisse d'épargne postale. Ces fonds ne rapportant pas d'intérêts pèsent sur les comptes de profits et pertes des banques et causent un enchérissement des crédits.

Le volume des crédits consentis par la Banque et effectivement utilisés ressort du tableau suivant où les crédits consentis à l'Etat sont rapprochés aux crédits accordés aux affaires.²⁾

²⁾ D'après les Rapports annuels de la Banque Nationale.

Fin d'année	en millions de dinars	
	à l'Etat	aux affaires
1920	3.283	267
1921	4.418	598
1922	4.518	1.521
1923	4.524	1.524
1924	4.521	1.495
1925	4.467	1.371
1926	4.414	1.481
1927	4.338	1.683
1928	4.202	1.724
1929	4.153	1.518
1930	4.020	1.637

Le volume des crédits aux affaires n'a donc presque pas augmenté depuis 1922 bien que, dans la même période, l'économie du pays a fait un progrès sensible.

Il ressort, d'autre part, du tableau combien les moyens mis à la disposition de l'Etat étaient supérieurs à ceux mis à la disposition de l'économie privée.

Les crédits aux affaires étaient soit des crédits d'escompte soit des avances sur nantissement. La proportion entre ces deux genres de crédits était la suivante:³⁾

Fin d'année	en millions de dinars	
	crédits d'escompte	avances sur nantissement
1920	243	24
1921	558	40
1922	1.421	100
1923	1.334	190
1924	1.289	206
1925	1.208	163
1926	1.242	239
1927	1.432	251
1928	1.471	254
1929	1.288	230
1930	1.434	203

³⁾ D'après les Rapports annuels de la Banque Nationale.

Le volume des crédits d'escompte était donc toujours très supérieur à celui des avances sur nantissement.

En ce qui concerne la liquidité du portefeuille d'escompte, elle laissait à désirer. En effet, les traites résultant d'opérations commerciales étant rares, une grande partie du portefeuille de la Banque était constituée par des effets financiers qui, le plus souvent furent prolongés à l'échéance. Pour remédier à cet inconvénient la Banque procédait à des révisions des crédits mais n'arrivait tout de même pas à mettre fin à cette situation.

La Banque consent des crédits non seulement aux établissements bancaires mais aussi directement au commerce et à l'industrie. La proportion entre les crédits des établissements bancaires et ceux de l'industrie s'est modifiée par la diminution des premiers et l'accroissement des derniers. Ainsi, en 1922 les crédits des banques étaient de 805 millions de dinars et ceux de l'industrie de 288 millions. En 1930 les crédits des banques s'élevaient à 606 millions de dinars tandis que les crédits de l'industrie s'étaient accrus à 452 millions de dinars en chiffres ronds.

Les crédits de la Banque Nationale sont beaucoup meilleur marché que les crédits qui peuvent être obtenus ailleurs. L'accroissement des crédits directs à l'industrie représente donc, pour celle-ci, une facilité très importante.

A côté de ses crédits réguliers la Banque accorde aussi des crédits saisonniers destinés surtout à financer le commerce d'exportation. A la différence des crédits réguliers, qui peuvent être utilisés pendant toute l'année, les crédits saisonniers ne sont consentis que pour la durée de la campagne d'exportation, en automne et en hiver. Ces crédits saisonniers s'élevaient:⁴⁾

⁴⁾ D'après les Rapports annuels de la Banque Nationale.

Année	en mille dinars
1922	276.659
1923	165.508
1924	254.694
1925	374.775
1926	390.045
1927	408.995
1928	378.580
1929	403.475
1930	386.440

Par les crédits saisonniers la Banque Nationale rend un grand service au commerce d'exportation et facilite le placement avantageux des produits agricoles du pays.

L'organisation et le fonctionnement de la Banque sous le régime de la loi du 17 juin 1931. Le dinar était stabilisé en fait depuis le mois d'août de 1925 au cours de 9.12 francs suisses. En 1931, après avoir contracté un emprunt à l'étranger, le gouvernement procédait à la stabilisation légale du dinar à la parité du cours de sa stabilité de fait.

A cette occasion la nouvelle loi sur la Banque Nationale du 17 juin 1931 ainsi que la loi sur la monnaie et la loi sur l'approbation de la convention entre l'Etat et la Banque Nationale furent promulguées. Nous indiquerons ici les traits généraux de ces lois en marquant les différences principales entre leurs dispositions et celles de la loi de 1920.

Le rôle de la Banque est indiqué dans l'art. 2 de la loi sur la Banque Nationale. Elle doit exercer le service public de la monnaie au nom de l'Etat et maintenir la stabilité et la sécurité de la monnaie par tous les moyens techniques, accorder et contrôler les crédits à court terme nécessaires à la vie économique du pays, faire le service de caissier de l'Etat et lui consentir des prêts provisoires.

Il est intéressant de souligner que la fonction monétaire de la Banque est, pour la première fois, qualifiée de service public que la Banque exerce au nom de l'Etat. Elle est donc concessionnaire du service public de la circulation monétaire.

Les opérations que la Banque peut faire sont réparties par la loi dans quatre groupes, se rattachant à la définition du rôle de la Banque. Ce sont: les opérations qui se rattachent au service de la monnaie, les opérations en rapport avec la fonction de crédit, les opérations ayant trait au service de caissier de l'Etat et aux avances à l'Etat puis, comme quatrième groupe, les autres opérations permises à la Banque.

Les opérations que la Banque peut faire sont, en général, les mêmes qui lui étaient permises par la loi de 1920. Comme opérations permises par la loi de 1931 et non prévues par la loi de 1920 on peut citer l'escompte et le réescompte de lettres de change agricoles à neuf mois d'échéance portant au moins trois bonnes signatures, présentées à l'escompte par la Banque agricole privilégiée ou par la Fédération de coopératives agricoles; les avances provisoires à l'Etat ne portant pas d'intérêt, jusqu'à concurrence de 600 millions de dinars; l'achat d'obligations de l'Etat et d'autres valeurs à revenu fixe pour son propre compte, jusqu'à concurrence du montant de son capital et des réserves; l'émission de bons de caisse destinés à mobiliser les bons du trésor que la Banque détient comme couverture des «avances antérieures» à l'Etat; la participation à des organisations internationales ayant pour but la collaboration des instituts d'émission; la participation au capital de la Banque des règlements internationaux; la Banque peut aussi accepter des dépôts de banques d'émission étrangères et de la Banque des règlements internationaux, avoir des comptes et contracter des crédits à l'étranger et les utiliser dans l'exercice de sa fonction monétaire.

Les opérations non prévues par la loi sont interdites à la Banque. La loi contient aussi une liste d'opérations expressément interdites: de donner sa garantie aux bons de l'Etat et à d'autres obligations de l'Etat ainsi qu'aux emprunts des établissements publics; de consentir au gouvernement des avances, sauf celles prévues par la loi; de consentir des prêts aux provinces, communes ou autres unités administratives; d'escompter des traites basées sur l'accord des signataires et ne provenant par d'opérations commerciales; de participer à des entreprises agricoles, commerciales ou industrielles; d'accorder des prêts hypothécaires, d'acquérir des immeubles, sauf à titre exceptionnel; d'acheter ses propres actions ou celles d'une autre banque ou société à l'exception des actions de la Banque des règlements internationaux.

Le capital de la Banque fut fixé à 180 millions de dinars. Les actions sont nominatives en coupures de 3000 dinars. Pas plus de 20% des actions ne peuvent être inscrites au nom de l'Etat ou d'institutions de l'Etat.

Le fonds de réserve est alimenté par des prélèvements de 5% sur les bénéfices nets jusqu'à ce qu'il atteigne 300 millions de dinars.

Les organes de la Banque sont le gouverneur, les vice-gouverneurs, le conseil d'administration, le conseil de surveillance, les comités d'escompte et le comité exécutif.

Le gouverneur est nommé par le gouvernement. Il doit consacrer toute son activité à la Banque et ne doit pas être au service de l'Etat ou d'une unité administrative ni membre du conseil d'administration d'une banque ou, en général, d'une société anonyme, ni avoir aucune autre occupation. Il préside le comité exécutif, le conseil d'administration et l'assemblée des actionnaires. Il peut suspendre l'exécution des décisions du

comité exécutif et les soumettre au conseil d'administration qui statue dans un délai de 15 jours.

D'après la nouvelle loi il y a deux vice-gouverneurs qui sont nommés, comme le gouverneur, par le gouvernement pour une période de 6 ans. Les mêmes incompatibilités qu'au gouverneur s'appliquent aussi à eux. Ils ne remplacent pas seulement le gouverneur en cas d'empêchement, comme sous le régime de la loi antérieure, mais exercent des fonctions propres qui leur sont assignées par le gouverneur.

Le comité exécutif est formé par le gouverneur, les deux vice-gouverneurs et deux membres du conseil d'administration désignés par celui-ci chaque année. Il dirige les affaires courantes de la Banque, fixe les taux d'escompte et des avances, prépare les affaires à soumettre au conseil d'administration et à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est composé par le gouverneur, les vice-gouverneurs et 21, 22, 23 ou 24 membres, suivant que le gouverneur et les vice-gouverneurs sont ou ne sont pas membres élus du conseil.

Les membres du conseil sont élus par l'assemblée générale pour une période de six ans. Ils doivent être au courant des questions commerciales, industrielles ou agricoles. Douze d'entre eux doivent être domiciliés à Belgrade. Aux membres du conseil d'administration s'appliquent aussi les incompatibilités citées.

Le conseil d'administration examine la marche des affaires, fixe l'ordre de jour de l'assemblée générale, établit le bilan et le compte des profits et pertes, propose la répartition des bénéfices, élit les membres des comités d'escompte.

Le conseil de surveillance est composé de sept membres, élus par l'assemblée générale pour une période de 3 ans. Ils ne peuvent pas être fonctionnaires de l'Etat ou d'une unité administrative. La fonction du conseil est de contrôler les livres et les documents,

d'examiner le bilan et le compte des profits et pertes et d'en soumettre un rapport à l'assemblée générale.

Les prescriptions relatives à la compétence de l'assemblée générale sont à peu près identiques à celles de la loi de 1920. Le droit de vote est réglé de façon que dix actions donnent droit à une voix. Personne ne peut avoir plus de 100 voix.

Les comités d'escompte sont présidés au siège central par un membre du conseil d'administration et auprès des succursales, par le gérant. Le comité exécutif auprès du siège central et le gérant de la succursale ne sont pas liés par l'avis favorable du comité d'escompte en ce qui concerne l'acceptation d'un effet à l'escompte.

Le commissaire du gouvernement n'est plus nommé sur proposition du Ministre du Commerce mais sur proposition du Ministre des Finances. Il a le droit d'examiner à tout moment les opérations et les livres de la Banque. Toutes les décisions du comité exécutif, du conseil d'administration et du conseil de surveillance doivent lui être communiquées. Il a le droit de suspendre l'exécution de toutes les décisions contraires aux lois, aux statuts ou aux intérêts du pays sous charge d'en référer au Ministre des Finances. Si celui-ci ne statue pas dans les quinze jours, la décision devient exécutoire.

Le Ministre du Commerce peut nommer un représentant spécial qui a le droit de demander tous les renseignements relatifs à la politique de crédit de la Banque.

Les billets sont remboursables, au choix de la Banque, en or ou en devises or. Le remboursement en or ne peut pas être effectué pour des sommes inférieures à 250.000 dinars.

Le total des engagements à vue de la Banque doit être couvert de 35%, dont 25% en or et 10% en devises or. Les billets émis pour compte de l'Etat doivent être couverts comme les autres.

La dette de l'Etat était au 28 juin 1931, jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la monnaie, au total de 4.178 millions de dinars. A la réduction de cette dette une partie de l'emprunt de stabilisation, la plus-value provenant de la valorisation de l'encaisse métallique de la Banque ainsi que la part de l'Etat dans les bénéfices de la Banque furent affectées. De cette façon la dette se trouvait réduite à 1825 millions de dinars et reçut la dénomination d'«avances antérieures à l'Etat». Afin de mobiliser cette créance envers l'Etat, la Banque fut autorisée à émettre des bons de caisse, autorisation dont elle a fait usage.

La Banque peut, en outre, accorder à l'Etat des avances provisoires jusqu'à concurrence de 600 millions de dinars. Ces avances ne portent pas d'intérêts et doivent être remboursées jusqu'à la fin de chaque année.

Les prescriptions relatives au crédit aux particuliers sont restées à peu près inchangées. La Banque peut maintenant accepter à l'escompte des traites résultant d'opérations commerciales ne portant que deux bonnes signatures, après approbation spéciale du comité exécutif.

Les lettres de change des cultivateurs peuvent être escomptées sous condition qu'elles soient tirées pour subvenir à des besoins de la production, qu'elles ne représentent pas une immobilisation et qu'elles soient présentées à l'escompte par la Banque Agricole Privilegiée ou une Union de coopératives agricoles. Ces effets peuvent être de neuf mois d'échéance au maximum. Le total n'en doit pas dépasser 25% du portefeuille de la Banque.

Aux personnes admises au crédit la Banque ne fait plus connaître le contingent qui leur est consenti. Ce contingent est toujours fixé, mais uniquement à l'usage intérieur de la Banque. Le demandeur de crédit sait

seulement que la Banque appréciera ses effets en vue de l'escompte dans la limite de ses disponibilités.⁵⁾

Le mouvement du volume de crédit aux affaires depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi est le suivant:⁶⁾

fin d'année	escompte	avances sur nantissement	total
en millions de dinars			
1931	1965.65	287.21	2252.86
1932	2111.97	344.86	2456.83
1933	1808.86	293.12	2101.99
1934	1528.81	235.14	1763.95

La proportion entre les crédits accordés aux établissements bancaires et ceux accordés directement au commerce et à l'industrie s'est modifiée dans cette période en faveur des premiers, à cause des difficultés que les banques ont éprouvées par suite des retraits de dépôts.

Nous reviendrons dans la dernière partie de ce livre sur certains points de la politique de crédit de la Banque Nationale dans cette période.

Parmi les autres opérations de la Banque, nous citerons encore les opérations de virement. Le service des virements a pour but de faciliter les paiements en faisant l'économie de numéraire. Les paiements s'effectuent par des simples opérations comptables.

Les personnes voulant participer au service se font ouvrir un compte dont l'avoir ne porte pas d'intérêts. Les titulaires des comptes en peuvent disposer par chèque à tout moment. Les virements d'un compte à l'autre sont effectués gratuitement.

Le mouvement sur les comptes de virement était le suivant:

⁵⁾ Narodna Banka op. cite p. 192.

⁶⁾ D'après les Rapports annuels de la Banque Nationale.

année	en milliers de dinars
1921	24.996
1922	56.234
1923	77.073
1924	69.861
1925	84.991
1926	81.971
1927	86.655
1928	96.162
1929	103.990
1930	106.387
1931	95.201
1932	70.678
1933	53.775
1934	46.054

Sauf un fléchissement en 1924 par rapport à l'année précédente, le mouvement est donc ascensionnel d'une façon constante jusqu'en 1930. A partir de 1931 le chiffre diminue rapidement et sensiblement par suite de la dépression dans les affaires.

Deuxième section.

Le Crédit Foncier.

Dans la première partie nous avons suivi l'évolution de l'Administration des Fonds jusqu' à la fin de la grande guerre.

Après son retour dans le pays l'Administration des Fonds se trouva dans une situation très difficile, due au fait que ses livres les plus importants étaient détruits par l'ennemi. Sa première tâche était donc de procéder à la reconstitution des livres. Cette opération, très compliquée et difficile fut menée à bien et l'Administration arriva à dresser, en 1920, le bilan des années de guerre de 1915 à 1919.

L'Administration des Fonds eut, après la guerre, un rôle très important à jouer. D'une part la Serbie était dévastée par l'ennemi et il fallait tout reconstruire, ce qui exigeait d'immenses crédits à long terme. D'autre part l'Administration des Fonds devait maintenant étendre ses opérations sur le territoire entier du nouvel Etat, qui était cinq fois aussi grand que le territoire de sa sphère d'activité ancienne.

Il y avait après la guerre sur le territoire du nouvel Etat ainsi que nous l'avons vu dans la première partie, plusieurs institutions publiques de crédit hypothécaire, la Banque Hypothécaire d'Etat du Royaume de Monténégro à Cettigné, la Banque Agricole Serbe à Skoplié, le Crédit Foncier du Royaume de Dalmatie à Split et la Banque du Pays de Carniole à Lioubliana. Tous ces établissements furent absorbés par l'Administration des Fonds, qui créa des succursales dans les endroits indiqués, sauf la Banque du Pays de Carniole, la mieux

fondée de tous, qui fut transformée en société anonyme et devint la Banque hypothécaire des caisses d'épargne yougoslaves. En outre l'Administration des Fonds créa des succursales dans les autres centres les plus importants du pays. Ainsi elle se trouvait être l'établissement de crédit hypothécaire de beaucoup le plus important du Royaume.

D'après la loi de 1898 l'Administration des Fonds était une institution purement hypothécaire. Seules les opérations de crédit à long terme garanties par des hypothèques et des prêts communaux lui étaient permises et ces opérations, elle les effectuait au moyen des fonds et capitaux et dans une mesure moindre, au moyen des dépôts qui lui étaient confiés. Après la guerre l'Administration des Fonds considéra qu'étant la seule institution pouvant accepter des dépôts d'épargne avec la garantie de l'Etat, elle devait s'occuper d'une façon plus intense des opérations de dépôt. Les dépôts, représentant des moyens confiés à court terme, ne pouvaient être employés qu' à des opérations à court terme. La conséquence logique et nécessaire du développement des opérations de dépôt était l'extension de la sphère d'activité de l'établissement et l'admission des opérations actives à court terme.

Cette réorganisation de l'Administration des Fonds fut exécutée d'abord par la loi des Finances pour l'année budgétaire 1920/21 et puis, d'une façon définitive, par la loi du 30 mars 1922 sur les modifications et additions à la loi sur l'organisation de l'Administration des Fonds. Cette dernière loi, très importante, est encore à la base de l'organisation actuelle de l'établissement.

Cette loi transforme l'Administration des Fonds, institution purement hypothécaire, en établissement mixte, pratiquant à la fois les opérations de crédit hypothécaire et les opérations de banque commerciale.

La dénomination de l'Etablissement est dorénavant Crédit Foncier ou Banque Hypothécaire d'Etat.

A la tête de l'établissement se trouve le gérant et le conseil d'administration composé par le gérant et dix membres. Le gérant et les membres du conseil d'administration, ces derniers depuis la loi du 7 juillet 1931, sont nommés par décret. Les attributions du Conseil d'administration sont très étendues et comprennent toutes les décisions concernant la marche générale des affaires de l'établissement.

La surveillance sur le fonctionnement de l'établissement est exercé par un comité de contrôle dont les membres sont nommés par décret. Le rôle du comité de contrôle est d'examiner l'activité du conseil d'administration ainsi que la comptabilité de l'établissement, le bilan et le compte des profits et pertes.

Le contrôle du maniement des fonds et capitaux publics et des opérations y relatives est exercé en outre par le Contrôle principal (Cour des comptes).

L'établissement jouit de divers privilèges qui se rapportent notamment à la procédure d'exécution. Il est exempté d'impôts et de taxes.

La Banque est une institution de crédit de l'Etat. L'Etat garantit toutes les obligations de l'établissement.

Les opérations que la Banque peut faire sont énumérées par la loi. Les opérations non prévues par la loi lui sont interdites.

La Banque n'a pas de capital propre, mais elle a un fonds de réserve alimenté par des prélèvements de 20% des bénéfices annuels nets et qui s'élevait au 31 décembre de 1934 à plus de 125 millions de dinars. Ses moyens proviennent de divers fonds et capitaux publics, de capitaux consignés, de capitaux d'église et de monastères et de différentes corporations publiques. Certains de ces fonds présentent une grande stabilité.

sont propres à être employés à des prêts hypothécaires et tiennent lieu de capital de la Banque.

L'importance de ces fonds et capitaux est considérable. Leur total s'élevait:¹⁾

Année	en milliers de dinars
1919	105.086
1920	131.977
1921	241.319
1922	330.066
1923	409.487
1924	475.607
1925	530.334
1926	665.680
1927	805.382
1928	964.662
1929	1,582.402
1930	1,699.550
1931	1,530.668
1932	1,390.724
1933	1,412.635
1934	1,577.535
1935	1,812.178

Une autre source très importante de moyens de la Banque est constituée par les dépôts d'épargne. Après l'extension de son champ d'activité par les lois de 1920 et 1922 la Banque s'est efforcée d'accroître ces ressources. Les chiffres suivants montrent comment elle y a réussi:²⁾

¹⁾ D'après les Rapports annuels du Crédit Foncier.

²⁾ D'après les Rapports annuels du Crédit Foncier.

année	montants des dépôts d'épargne en milliers de dinars
1920	14.168
1921	72.726
1922	104.597
1923	103.595
1924	106.334
1925	130.545
1926	188.371
1927	273.335
1928	364.032
1929	455.500
1930	528.911
1931	615.790
1932	724.898
1933	870.617
1934	1,031.352
1935	1,169.484

L'accroissement des dépôts d'épargne est donc rapide et constant. Il est dû à la confiance que jouit la Banque hypothécaire d'Etat qui dispose de moyens considérables et dont toutes les obligations sont garanties par l'Etat.

L'accroissement des dépôts est particulièrement marqué depuis 1931, car une partie des dépôts, retirés pendant cette période des banques privées, furent déposés dans les établissements publics.

La Banque a le droit d'émettre des lettres de gage et des obligations. Les lettres de gage sont gagées par les prêts hypothécaires accordés par la Banque. Le total de leur circulation ne peut pas dépasser le total des prêts hypothécaires consentis. Les obligations sont gagées par les prêts communaux et la somme des obli-

gations en circulation ne peut pas dépasser celle des prêts communaux consentis.

Les ressources provenant du placement de lettres de gage et d'obligations, étant des emprunts à long terme, sont très propres à être utilisées à des crédits hypothécaires et communaux.

Déjà avant la guerre l'Administration des Fonds s'était procurée des moyens par l'émission de lettres de gage et d'obligations sur le marché de Paris.

Après la guerre les besoins du pays en crédit à long terme étant intenses, la Banque procédait de nouveau à l'émission d'obligations.

L'émission sur le marché intérieur ne paraissant pas possible, la Banque s'adressa au capital étranger. Elle reçut ainsi en 1923 de la Société de Banque Suisse à Bâle une avance à moyen terme de 5 millions de francs suisses, remboursable en trois années.

En 1924 la Banque plaçait après la guerre son premier emprunt consolidé de 15 millions de francs par l'intermédiaire de la Société de Banque Suisse. En 1926 elle reçut de la même banque une nouvelle avance de 6 millions de francs suisses remboursable en quatre années et l'année suivante elle plaçait, toujours par l'intermédiaire de la même banque, un nouveau emprunt consolidé de 12 millions de francs suisses.

Par l'intermédiaire de la banque J. & W. Seligman et Co. de New York, le Crédit Foncier entra en relations avec le marché américain et plaçait sur celui-ci en 1927 un emprunt de 12 millions de dollars remboursable en 30 ans. C'est l'emprunt le plus important que l'établissement ait contracté jusqu'ici.

Après ce grand emprunt la Banque a contracté encore plusieurs avances à l'étranger auprès la Société de Banque Suisse, la Banque Seligman & Co. et la Banque Internationale de Crédit Hypothécaire.

Le Crédit Foncier est tenu de maintenir une harmonie entre ses ressources et ses placements de façon que les moyens à court terme soient utilisés à des opérations correspondantes et que les opérations à long terme soient alimentées par des moyens appropriés.

Des prêts à long terme nous citons d'abord les prêts hypothécaires. Ces prêts sont accordés seulement sur hypothèque de premier rang jusqu' à concurrence de 50% de la valeur de l'immeuble qui sert de gage. Le délai de remboursements est de 32 ans au maximum. Le remboursement s'effectue par annuités qui englobent l'intérêt et des paiements partiels sur le capital de façon que celui-ci soit amorti à l'expiration du délai prévu.

Les prêts communaux sont consentis aux personnes de droit public (communes, arrondissements, provinces) sur engagement des centimes additionnels et des autres revenus prévus par la loi. Les débiteurs sont obligés de prévoir dans leurs budgets des crédits suffisants pour le service de l'emprunt sinon ces crédits sont inscrits d'office par le Ministre des Finances. Ces prêts peuvent être accordés pour un délai maximum de 50 ans.

La Banque accorde aussi des prêts aux coopératives hydrotechniques — semblables aux associations syndicales de propriétaires du droit français — sur engagement de leurs revenus. Ces prêts, accordés pour un délai maximum de 50 ans, sont des prêts d'améliorations destinés au financement de travaux de dessèchement et d'irrigation de terrains.

L'importance de ces prêts était la suivante:³⁾

³⁾ D'après les Rapports annuels du Crédit Foncier.

année	en mille dinars		
	prêts hypothécaires	prêts communaux	prêts aux coop. hydrotech.
1920	79.001	55.452	—
1921	165.968	91.460	—
1922	207.500	91.813	—
1923	473.393	100.912	—
1924	596.933	130.966	19.500
1925	725.342	140.507	19.520
1926	959.501	138.272	
1927	1,527.254	221.328	78.892
1928	1,946.659	281.946	80.124
1929	2,098.460	310.279	77.292
1930	2,290.629	472.954	78.218
1931	2,321.687	548.692	77.624
1932	2,271.868	592.899	81.898
1933	2,256.837	628.642	86.638
1934	2,205.968	618.444	84.181
1935	2,144.585	648.110	80.933

Le volume des prêts est donc d'une réelle importance et son accroissement est constant jusqu'en 1931. A partir de cette année les prêts diminuent par suite de la dépression générale. En ce qui concerne les prêts hypothécaires, l'accroissement est très marqué en 1927, quand les moyens provenant du grand emprunt américain étaient à la disposition de l'établissement.

La plus grande partie des prêts de l'établissement était toujours accordée sur des immeubles urbains. Depuis la fondation de la Banque Agricole Privilegiée le Crédit Foncier ne consent plus des crédits sur immeubles ruraux, ce genre de crédit étant de la compétence du nouvel établissement.

Pour faciliter la construction d'immeubles, la Banque consentait aux propriétaires d'immeubles en cours de

construction des crédits à court terme sur traites. Après l'achèvement de l'immeuble ces crédits furent convertis en crédits hypothécaires. En 1927 ces crédits s'élevaient à 72,118.000 de dinars. Depuis cette année la Banque n'accorde plus ce genre de crédit, les bâtiments neufs étant suffisants par rapport aux besoins, notamment à Belgrade.

En 1930 la Banque a introduit un nouveau type de crédit à moyen terme sur traites avec garantie hypothécaire. Fin 1935 ces crédits s'élevaient à 106,753.819 dinars.

Les opérations de banque commerciale du Crédit Foncier sont dirigées par sa direction d'affaires de banque et effectuées avec des moyens à court terme, notamment avec ceux provenant de dépôts d'épargne. Ces opérations sont l'escompte et le réescompte, les avances sur titres, l'ouverture de comptes-courant, l'émission de chèques, l'encaissement et le paiement d'effets.

La Banque peut escompter ou réescompter des lettres de change à trois signatures dont une doit être celle d'un établissement de crédit du pays. Des lettres de change ne portant pas la signature d'un établissement de crédit peuvent être escomptées seulement, si une hypothèque est fournie comme garantie supplémentaire. En fait l'établissement n'accepte guère que des lettres de change pourvues de la signature d'un établissement de crédit.

Le mouvement des crédits d'escompte ressort du tableau suivant.⁴⁾

⁴⁾ D'après les Rapports annuels du Crédit Foncier.

fin d'année	en mille dinars
1920	6.360
1921	7.875
1922	8.711
1923	14.719
1924	22.811
1925	20.172
1926	48.087
1927	57.435
1928	57.662
1929	94.758
1930	118.553
1931	133.976
1932	92.673
1934	86.329
1935	79.975

Les avances sur titres sont effectuées contre nantissement de valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat jusqu' à concurrence de 80 % du cours de bourse. La durée du prêt est de trois mois au maximum. Cette opération n'est pratiquée que depuis 1927.

Le Crédit Foncier peut aussi accorder des crédits en compte-courant. Ces crédits doivent être gagés par des effets ou des valeurs mobilières, supérieurs en valeur de 25% au crédit consenti.

Il convient encore à citer quelques transactions importantes auxquelles le Crédit Foncier a participé. Ainsi il a, en 1929, conclu un contrat avec l'Etat d'une part, et la Société Française de Constructions Bati-gnolles de Paris, d'autre part, dans le but de financer les grands travaux d'assèchement des marais de Pantchévo. Le coût de ces travaux s'élève à plus de 260 millions de dinars. Il s'est ensuite chargé du financement de la construction du pont entre Zemoun et Belgrade.

Au point de vue des moyens dont elle dispose et du volume des crédits placés (plus de quatre milliards en 1931), la Banque Hypothécaire d'Etat est non seulement le plus grand établissement de crédit du Royaume, mais elle se range parmi les établissements de crédit hypothécaire les plus importants de l'Europe.

Son rôle comme établissement de crédit hypothécaire est extrêmement important puisqu'il est le seul établissement du pays qui pratique ce genre de crédits sur une vaste échelle.

La Banque Hypothécaire d'Etat dispose de moyens amples et assez stables, représentés par les différents fonds et capitaux publics et elle était, jusqu'ici, seule à même de se procurer des fonds importants par le placement d'obligations à l'étranger. Aussi, les besoins de crédit hypothécaire étant intenses et la Banque Hypothécaire d'Etat étant seule en mesure d'y satisfaire, son activité est d'une très grande utilité pour l'économie du pays.

Les opérations de banque commerciale se sont très développées, mais les opérations de crédit hypothécaire dominant toujours, ce qui est d'ailleurs conforme au rôle assigné à l'établissement dans l'économie du pays.

Troisième section.

La Caisse d'Epargne Postale.

Sur le territoire du Royaume il existait au jour de l'Union Nationale une seule Caisse d'épargne postale, l'Office de Bosnie et Hercégovine de la Caisse d'épargne postale à Saraïévo. Les autres régions yougoslaves de la Monarchie austro-hongroise étaient rattachées aux caisses d'épargne de Vienne et de Budapest, tandis que la Serbie et le Monténégro n'avaient pas, avant la guerre, de caisse d'épargne postale.

Tous ces établissements qui fonctionnaient sur les territoires yougoslaves de l'ancienne Monarchie s'occupaient à la fois d'opérations d'épargne et du règlement par virement.

Après l'Union Nationale, la Caisse d'épargne postale de Saraïévo continuait à fonctionner et étendit ses opérations, en 1921, sur le territoire de la Dalmatie et en 1924 sur celui du Monténégro.

Les autres régions yougoslaves de l'ancienne Monarchie, précédemment rattachées aux caisses d'épargne postales de Vienne et de Budapest, ressentant le besoin d'une telle institution, procédaient à la fondation d'un établissement de règlement par virement.

Le 1^{er} février 1919 l'Etablissement de chèques-postaux de Lioubliana fut ouvert, dont le fonctionnement était basé sur la législation autrichienne. Son rayon était le territoire de la Slovénie.

Le 1^{er} août 1920 l'Etablissement de chèques-postaux à Zagreb fut fondé dont l'activité était régie par l'an-

cienne législation hongroise. Son rayon d'activité comprenait la Croatie et Slavonie et la Voïvodina.

En 1922 et 1923 le service de chèques et de virements fut introduit sur le territoire de la Serbie.

La loi du 30 novembre 1921 entrée en vigueur le 5 avril 1922, organise le service d'épargne et de règlements par chèques, par virements et par compensations. Cette loi crée la Caisse d'Epargne Postale qui absorbe tous les établissements indépendants, transformés en ses succursales et étend, à partir de 1924, son activité sur le territoire entier du Royaume.

La Caisse d'Epargne Postale est un établissement d'Etat, pourvu de la personnalité juridique et jouissant d'une large autonomie. Son siège central est à Belgrade et elle a des succursales à Zagreb, Lioubliana, Saraïévo et Skoplié.

La Caisse d'Epargne Postale est du ressort du Ministre des Finances, qui exerce la surveillance suprême. Le contrôle des affaires courantes est exercé par un conseil de surveillance dont les membres sont nommés par décret. Les attributions de ce conseil sont larges et comprennent des fonctions de la compétence du conseil d'administration d'une société.

Les principales opérations de la Caisse d'épargne postale sont l'ouverture de comptes- chèques postaux et les opérations de virement, l'acceptation de dépôts d'épargne, le placement des moyens provenant de ces opérations, l'achat et la vente de valeurs mobilières, le recouvrement d'effets.

La Caisse d'épargne postale n'a pas de capital propre mais elle a un fonds de réserve, constitué par des prélèvements de 30% sur les bénéfices annuels nets. Il s'élevait, dans le bilan de 1925, à 37.8 millions de dinars.

Les moyens de la Caisse sont constitués par son fonds de réserve et, principalement, par les moyens provenant des dépôts en comptes-chèques et des dépôts d'épargne.

Le service des comptes-chèques a pour but de faciliter les règlements et de restreindre l'emploi de numéraire.

Les titulaires des comptes-chèques peuvent effectuer des règlements par le tirage et la transmission de chèques et par virement d'un compte à l'autre. Le service de virement de la Caisse d'épargne postale est en relation avec celui de la Banque Nationale et, puisque les principaux établissements de crédit ont un compte-chèque à la Caisse d'épargne postale, les titulaires de comptes auprès les établissements de crédit, auprès la Banque Nationale et la Caisse d'épargne postale peuvent effectuer entre eux des paiements par virements.

Les titulaires des comptes-chèques peuvent disposer de leur avoir à tout moment. Les dépôts sur ces comptes ne portent pas d'intérêts.

Le service des comptes-chèques est d'une importance considérable. Le nombre des comptes augmente d'année en année ainsi que le témoigne le tableau suivant:¹⁾

fin d'année	nombre de comptes-chèques
1923	9.985
1924	11.306
1925	12.459
1926	13.627
1927	15.178
1928	16.516
1929	17.793
1930	19.193
1931	20.400
1932	21.888
1933	23.394
1934	24.471
1935	25.439

¹⁾ D'après les Rapports annuels de la Caisse d'Epargne Postale

L'importance des soldes créditeurs des comptes-chèques et des mouvements sur ces comptes ressort du tableau ci-dessous:

année	montant des soldes créditeurs des comptes- chèques fin décembre	mouvement sur les comptes chèques
	en millions de dinars	
1923	242.43	26.399.62
1924	296.24	31.621.55
1925	348.19	36.977.94
1926	368.23	40.575.06
1927	622.50	46.341.69
1928	666.42	53.721.43
1929	913.50	59.732.41
1930	978.78	65.550.33
1931	799.63	63.212.88
1932	944.45	56.592.05
1933	1.158.25	60.986.58
1934	1.139.88	62.399.88
1935	1.189.39	65.757.48

Le montant des soldes créditeurs montre une progression constante jusqu'en 1931 quand un fléchissement sensible se fait remarquer par suite de la crise. Le mouvement sur ces comptes a suivi une évolution analogue.

La Caisse d'épargne postale est entrée en relation avec les Directions des Postes des Etats-Unis, du Canada et de la Grande Bretagne pour organiser les transferts entre ces pays et la Yougoslavie. Ces relations étaient importantes à cause des envois d'argent des émigrants. Toutefois, en 1932 les transferts ont été suspendus par suite des restrictions apportées au commerce des changes.

Pour assurer les virements internationaux la Caisse d'épargne postale est entrée en relations avec un grand nombre de caisses d'épargnes postales étrangères. Le fonctionnement de ce service a été réglé par la Convention de Stockholm de 1924 puis par celle de Londres de 1929. Par suite de l'application des règlements en matière de changes en 1931, ces relations ont été rendues difficiles.

La Caisse d'épargne postale accepte des dépôts d'épargne depuis le 1^{ier} juillet 1926. Au commencement ces opérations n'ont pas pu se développer d'une façon satisfaisante parce que le taux d'intérêt était limité par la loi à 4%, tandis que le taux consenti par les banques était très supérieur. Leur développement était aussi gêné par la limitation à 25.000 dinars du montant maximum d'un dépôt.

Au début de l'année 1929 les maxima légaux du montant d'un dépôt et du taux d'intérêt furent abolis. Le taux d'intérêt est maintenant fixé par le Ministre des Finances d'après les conditions du marché d'argent. Un taux d'intérêt spécial peut être fixé pour les dépôts des émigrants.

Les intérêts des dépôts d'épargne étaient exemptés de tout impôt. Depuis une loi du 28 mars 1929 ces intérêts sont assujettis à l'impôt sur les rentes, mais le taux appliqué est de 3% tandis que les intérêts des dépôts des banques sont imposés à un taux de 6%.

Les dépôts de plus de 25.000 dinars ne sont disponibles qu'après préavis, dont le délai est variable suivant l'importance de l'avoir.

Le développement des dépôts d'épargne de la Caisse d'épargne postale était le suivant:²⁾

²⁾ D'après les Rapports annuels de la Caisse d'épargne postale.

fin d'année	nombre des déposants	montant des dépôts en milliers de dinars
1926	12.503	8.445
1927	23.474	23.017
1928	32.700	36.392
1929	59.362	106.614
1930	127.196	209.612
1931	177.252	334.140
1932	216.957	442.673
1933	264.515	564.103
1934	312.852	718.492
1935	360.432	850.741

L'accroissement des dépôts d'épargne est très marqué surtout depuis 1929, quand les entraves au développement de ces opérations résultant de la fixation légale du maximum des dépôts et du taux d'intérêt furent écartées. L'établissement pouvant accepter des dépôts sans limitation du montant et le taux d'intérêt ayant été élevé à 5% pour les petits dépôts jusqu' à 50.000 dinars — celui des dépôts dépassant 50.000.— restant fixé à 4% — les conditions de l'activité de la Caisse d'épargne postale s'étaient sensiblement améliorées. Cela d'autant plus que le taux courant d'intérêt avait tendance à baisser. Depuis le 1^{ier} janvier 1933 le taux d'intérêt des dépôts est ramené d'une façon uniforme à 4%.

La clientèle principale de la Caisse d'épargne postale est constituée par les petits épargnants qui préfèrent la sécurité résultant de la garantie de l'Etat à un placement plus lucratif mais en même temps plus aléatoire.

Le développement de l'épargne ainsi que des opérations de virement et des autres opérations de la Caisse d'épargne postale est facilité considérablement par le fait qu' elle s'appuie sur le réseau très étendu des bureaux de poste qui lui rendent service de succursales.

Par ce fait elle est à même d'étendre ses opérations dans les régions les plus éloignées du pays.

La Caisse d'épargne postale dispose de moyens considérables qu'elle doit faire fructifier.

Un règlement spécial du 27 mars 1932 contient les prescriptions s'appliquant au placement des moyens de la Caisse d'épargne postale.

La loi et le règlement distinguent le placement définitif du placement provisoire.

Le placement définitif c'est l'achat de titres de l'Etat ou garantis par l'Etat et d'obligations de corporations autonomes de droit public ainsi que l'acquisition d'immeubles.

Le placement provisoire comprend le dépôt en compte courant auprès des banques, les avances sur titres, l'escompte de bons de trésor et de coupons, l'achat de devises.

Le règlement pose comme principe que le placement définitif ne peut absorber que $\frac{1}{4}$ des dépôts en comptes-chèques et $\frac{1}{2}$ des dépôts d'épargne ainsi que le fonds de réserve en entier. Cette distinction tient à ce que les dépôts d'épargne font preuve d'une stabilité beaucoup plus grande que les dépôts en comptes-chèques.

La nature des opérations de la Caisse d'épargne postale exige le maintien d'un haut degré de liquidité. Le règlement prescrit à cet effet que l'établissement doit toujours garder en caisse les sommes nécessaires au maintien du trafic. En fait la Caisse d'épargne postale s'est toujours efforcée de garder une encaisse suffisante et de placer une partie importante de ses moyens de façon qu'ils soient facilement réalisables.

En 1933 le total des dépôts d'épargne et des dépôts en comptes-chèques s'élevait à 1722 millions tandis que l'encaisse et les avoirs auprès de la Banque Nationale s'élevaient à 414 millions, soit à 24%. En 1935 ces chiffres étaient de 2.203 millions et de 443 millions respectivement, soit 21% environ. D'une façon générale on peut

dire que le fonctionnement de la Caisse d'épargne exige actuellement un rapport de 20% entre le total des dépôts et l'encaisse.³⁾

La plus grande partie du placement définitif est constituée par des titres d'Etat ou garantis par l'Etat et par des titres d'entreprises subventionnées par l'Etat ou assujeties à son contrôle. Par l'achat de titres d'Etat la Caisse d'épargne postale influe sur la bonne tenue de leurs cours. Dans le bilan pour l'année 1935 le poste du portefeuille titres s'élevait à plus de 335 millions de dinars. Les immeubles, autre forme du placement définitif, figurent dans le même bilan pour plus de 75 millions.

Le placement à titre provisoire est un placement à court terme qui doit permettre à l'établissement de réaliser facilement les moyens ainsi placés.

La place la plus importante est occupée ici par les avances à l'Etat et aux entreprises de l'Etat qui s'élevaient en 1935 au chiffre considérable de 969 millions de dinars. Ce chiffre, qui représente plus de 47% du total des dépôts, est fort élevé et on doit espérer qu'il diminuera avec la reprise des affaires.

Les crédits en compte courant aux établissements de crédit s'élèvent au bilan de 1935 au chiffre de 172 millions. Ces crédits, par lesquels la Caisse d'épargne postale exerce une influence sensible sur le marché monétaire en mettant à la disposition des banques des crédits à bon marché, montrent une tendance à diminuer. Cette tendance est due à la stagnation des affaires qui fait que les banques ont moins besoin de ces crédits.

Les crédits en comptes courants ne peuvent, en principe, être accordés qu' à des établissements de crédit nationaux dont le capital versé est de 2 millions de dinars au minimum, qui existent depuis trois années au

³⁾ Dr. Nikola Gaćeša: Poštanska štedionica Kraljevine Jugoslavije (La Caisse d'Epargne Postale du Royaume de Yougoslavie) Zagreb 1934 p. 188.

moins et qui prennent part au service de virement. Le maximum de crédits qui peuvent être accordés à un établissement est déterminé par la loi au moyen d'un pourcentage variable, par rapport au total des moyens propres de l'établissement emprunteur.

La Caisse d'épargne postale consent des avances sur des titres d'Etat ou garantis par l'Etat et sur les titres des autres personnes publiques jusqu' à concurrence de 80% de leur valeur. Elle peut escompter des bons du trésor et des coupons des titres nommés.

Des autres opérations pratiquées par la Caisse d'épargne postale nous citerons le recouvrement et le paiement d'effets, l'exécution d'opérations de bourse pour le compte de ses clients, le service des emprunts de l'Etat.

Quatrième section.

La Banque Agricole Privilégiée.

Tandis que le commerce et l'industrie sont assez bien pourvus de crédit par les banques et aussi par les établissements publics et privilégiés, il n'en était pas de même de l'agriculture. La question de l'organisation du crédit agricole était à l'ordre de jour d'une façon permanente.

L'agriculture est la branche la plus importante de l'économie du pays aussi bien par le nombre de personnes qui y trouvent leur gagne-pain que par la valeur de la production.

C'est la petite propriété qui domine dans le pays. L'agriculteur petit propriétaire manque de capitaux et il est obligé d'avoir constamment recours au crédit. Les crédits dont les agriculteurs ont besoin sont des crédits à moyen et à long terme à un taux modéré.

Les agriculteurs pouvaient obtenir des crédits des capitalistes privés, de la Banque Hypothécaire d'Etat, des établissements privés et des coopératives de crédit.

Le crédit de capitalistes privés joue encore aujourd'hui un rôle important, surtout dans les régions pauvres et arriérées. Ces crédits sont accordés à des conditions dures et représentent un lourd fardeau pour les débiteurs.

Le volume des crédits que la Banque Hypothécaire d'Etat accordait à l'agriculture était toujours insignifiant par rapport aux besoins. Ainsi que nous venons de le voir, cet établissement s'est consacré principalement au crédit hypothécaire urbain.

Les crédits que les banques accordent aux agriculteurs sont, le plus souvent, des crédits à court terme et seulement dans une mesure moindre des crédits à long terme. L'activité des banques dans le domaine du crédit agricole était utile, puisqu' elle contribuait à la libération du paysan du fardeau des dettes à conditions usurières, mais elle n'était pas suffisante.

Les coopératives de crédit agissaient dans le même sens mais leurs moyens n'étant pas suffisants, elles n'étaient, non plus, en mesure de résoudre entièrement le problème du crédit agricole.

Cette insuffisance du crédit agricole obligeait le législateur à intervenir. Après de longues discussions sur les modalités d'organisation du crédit agricole la loi du 12 juin 1925 sur le crédit agricole fut promulguée.

Cette loi crée une organisation de crédit agricole avec le concours de l'Etat. L'organisation comprend des coopératives locales et régionales et une Direction du crédit agricole à Belgrade.

Les coopératives sont à responsabilité limitée ou à responsabilité illimitée. Dans les coopératives à responsabilité limitée les membres répondent des obligations de la société coopérative non seulement jusqu' à concurrence de leurs parts, mais en plus, jusqu' à concurrence d'une somme égale au moins au décuple du montant de leurs parts. Dans les sociétés coopératives à responsabilité illimitée les membres répondent solidairement et sans limitation des obligations de la coopérative. Les parts sociales des coopératives sont nominatives et ne peuvent être transférées qu' avec l'assentiment de la société. Le montant minimum est de 100 dinars dans les sociétés coopératives locales et de 1000 dinars dans les coopératives régionales.

Les sociétés coopératives locales doivent avoir au moins vingt membres. Dans une localité il ne peut y avoir qu' une société coopérative locale, mais une so-

ciété coopérative locale peut embrasser plusieurs communes.

Les coopératives locales consentent des crédits à court terme, remboursables dans un délai maximum d'une année et des crédits à moyen terme, remboursables dans huit années. A titre de sûreté les emprunteurs doivent fournir une caution solidaire ou remettre en gage des valeurs mobilières.

Les moyens des coopératives locales sont constitués par des dépôts d'épargne et par des crédits des coopératives régionales.

Les sociétés coopératives locales d'une région sont membres de la société coopérative régionale. Les coopératives régionales consentent aux sociétés coopératives locales des crédits à long et à court terme. Les crédits à long terme sont remboursables dans un délai de 25 ans.

Les moyens des coopératives régionales sont constitués par les dépôts d'épargne, par des crédits de la Direction du crédit agricole et par les subventions des régions (départements).

La Direction du crédit agricole à Belgrade était placée à la tête du système. Elle était dirigée par un conseil d'administration et un directeur. Le conseil d'administration était composé d'un délégué de la Cour des comptes, du Conseil d'Etat, de la Banque Nationale, de la Banque Hypothécaire d'Etat et de sept délégués du Ministère de l'Agriculture. Le directeur était nommé par le gouvernement.

L'Etat était tenu de mettre à la disposition de la Direction une somme de 500 millions de dinars qui devait être versée par des paiements annuels à prévoir dans le budget. La Direction devait, en outre, recevoir 50% des bénéfices annuels de la Lotterie Nationale et certains fonds jusque là gérés par la Banque Hypothécaire d'Etat devaient être déposés chez elle.

La Direction du crédit agricole accordait aux coopératives régionales des crédits à court et à long terme. Les premiers ne devaient pas dépasser 15% du total des crédits. La Direction et les coopératives du système étaient exemptées d'impôts et de taxes.

La Direction du crédit agricole a commencé ses opérations en 1926. Son succès dépendait surtout de la confiance que témoigneraient les agriculteurs aux coopératives nouvellement créées. Or, ceux-ci restaient attachés aux coopératives anciennes et pour cette raison la création de coopératives nouvelles se poursuivait lentement. En outre, les moyens de la Direction étaient restreints et ne s'élevaient qu'à 120 millions de dinars, l'Etat n'ayant pas effectué tous les versements prévus. Finalement la Direction était une institution trop bureaucratique.

Pour toutes ces raisons la Direction du crédit agricole ne pouvait pas obtenir des résultats satisfaisants et elle était loin d'avoir résolu le problème du crédit agricole.

On s'apercevait alors qu'il fallait créer une institution disposant de moyens bien plus importants, spécialisée dans les opérations de crédit agricole. Cette institution devait pouvoir servir de point d'appui aux coopératives, elle devait être en mesure de fournir aux agriculteurs du crédit à long et à moyen terme à conditions avantageuses, de les aider à convertir leurs dettes contractées à des taux usuriers en emprunts à conditions supportables.

A cette fin la loi du 22 avril 1929 crée et organise la Banque Agricole Privilégiée S. A.

Cette loi supprime la Direction du crédit agricole, dont les affaires sont reprises par la Banque, tout en maintenant les coopératives locales et régionales qui lui étaient subordonnées.

La Banque Agricole Privilégiée est une société anonyme dont le capital social était fixé par la loi à 300

millions de dinars divisé en 600.000 actions nominatives à 500 dinars chacune. Il était prévu que le capital pouvait être augmenté jusqu'à un milliard par décision de l'assemblée des actionnaires.

La loi dispose que l'Etat prend des actions pour 120 millions de dinars et la Lotterie Nationale pour 20 millions. Le reste des actions est offert à la Banque Nationale, la Banque Hypothécaire d'Etat, la Caisse d'Epargne Postale, aux coopératives agricoles et à leurs Fédérations, aux départements, communes et établissements de crédit. Les établissements peuvent utiliser leurs fonds de réserve à la souscription de ces actions.

Si après ces souscriptions il restera encore d'actions, elles pourront être souscrites par les particuliers.

Les souscriptions dépassaient de beaucoup les prévisions et s'élevaient à 700 millions de dinars. C'est à ce chiffre que fut porté le capital social. La Banque avait donc dès sa fondation des moyens considérables à sa disposition.

Le siège social de la Banque est à Belgrade. Elle peut créer des succursales, mais jusqu'ici elle n'en a pas encore ouverte.

La Banque est administrée par un conseil d'administration composé de 15 membres le président compris. Son président est nommé par décret pour une période de trois années. Une moitié des membres est nommée par le gouvernement et l'autre moitié est élue par l'assemblée des actionnaires. Leur mandat est de trois années.

Le conseil d'administration dirige la marche générale des affaires de la Banque, il consent les crédits, fixe le taux d'intérêt.

Le président du conseil d'administration doit veiller à l'application de la loi et des autres prescriptions relatives au fonctionnement de la Banque ainsi qu'à l'exécution des décisions du conseil d'administration et de

l'assemblée des actionnaires. Il est, en même temps, président de la Banque.

Le président a un droit de veto suspensif d'exécution à l'égard des décisions du conseil d'administration qu'il considère contraires aux intérêts de l'Etat ou de la Banque. Dans ce cas le Ministre des Finances statue définitivement.

Le conseil d'administration peut déléguer de son sein trois membres qui avec le président forment le conseil exécutif. Ce conseil expédie les affaires courantes de la Banque.

Le contrôle sur le fonctionnement de la Banque est exercé par le conseil de surveillance, composé de 7 membres dont deux sont nommés par le gouvernement et cinq sont élus par l'assemblée générale.

L'Etat a un droit de surveillance sur le fonctionnement de la Banque. Ce droit est exercé par un commissaire du gouvernement nommé par décret.

Le commissaire du gouvernement doit veiller à l'application de la loi et des statuts et surveiller l'activité des organes de la Banque. A cet effet il doit assister aux réunions du conseil d'administrations et de l'assemblée des actionnaires et il a le droit de veto contre leurs décisions dans les mêmes conditions que le président du conseil d'administration.

Les assemblées générales sont ordinaires et extraordinaires. L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement au plus tard à la fin du mois d'avril. Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées sur la demande du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ou sur la demande écrite d'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital social.

A l'assemblée générale dix actions donnent droit à une voix. Les actionnaires ayant moins de dix actions peuvent mandater l'un d'eux de les représenter à

l'assemblée générale avec le nombre de voix qui revient au nombre total de leurs actions.

Le but de la Banque est d'aider l'agriculture par des crédits avantageux.

La loi énumère les opérations dont la Banque s'occupera.

La Banque consent des crédits uniquement aux agriculteurs, aux sociétés coopératives agricoles et à d'autres associations agricoles. Les crédits peuvent être à court et à long terme.

Les crédits à court terme sont consentis au moyen d'escompte ou de réescompte de traites ou sur nantissement de produits agricoles ou de titres. Aux associations agricoles des crédits en compte courant ou sur leurs simples obligations peuvent, en outre, être accordés.

Les crédits sur traites ne peuvent pas être accordés pour une durée supérieure à une année. Les traites acceptées à l'escompte doivent porter deux signatures dont l'une doit être celle d'une association agricole. La signature de l'association agricole peut être remplacée par une sûreté supplémentaire qui peut consister soit en une hypothèque soit en nantissement de titres ou de produits agricoles soit en une troisième signature.

Les crédits sur nantissement de produits agricoles sont consentis pour un délai maximum de neuf mois et jusqu'à concurrence de 60% de la valeur des produits nantis.

La Banque accorde des crédits sur nantissement de titres d'Etat ou garantis par l'Etat ou de titres auxquels la sécurité pupillaire est reconnue jusqu'à concurrence de 80% de leur valeur de bourse. Sur d'autres valeurs mobilières, cotées sur une bourse du pays, elle peut consentir des crédits jusqu'à concurrence de 60% de leur cours.

Les associations agricoles peuvent obtenir des prêts sur leurs obligations avec la garantie des membres de

leur conseil d'administration ou sans cette garantie mais avec une sûreté supplémentaire, représentée par une hypothèque ou par un nantissement de titres ou de produits agricoles. Ces prêts sont consentis pour un délai maximum de trois années. Les coopératives dans les statuts desquelles la responsabilité indéfinie des membres est prévue (coopératives du type Raiffeisen) ou la responsabilité jusqu'à concurrence d'un multiple des parts, peuvent obtenir des prêts sur leurs simples signatures.

Les crédits en comptes courants sont accordés uniquement aux associations agricoles. Ces crédits doivent être couverts par des traites, dont le montant doit être supérieur de 20% de la somme du crédit réalisé, par des obligations, des produits agricoles ou des valeurs mobilières ou par une hypothèque. Ces crédits sont consentis de préférence dans le but de faciliter la vente et l'exportation des produits agricoles et pour faciliter les opérations des coopératives de crédit et des coopératives de production et de consommation.

Les crédits à long terme sont accordés pour un délai maximum de 30 ans. Ils doivent être utilisés à l'achat de terres, à la conversion de dettes, à la construction de bâtiments agricoles, à l'avancement de l'industrie agricole et à l'exécution de travaux d'amélioration. Ils ne sont consentis que sur hypothèque de premier rang sur des terres ou bâtiments agricoles jusqu' à concurrence de 50% de la valeur des terres et de 30% de la valeur des bâtiments. Ces crédits sont remboursables par annuités semestrielles englobant intérêts et paiement sur le capital.

La Banque peut placer d'une façon provisoire ses excédents d'argent disponible en valeurs mobilières d'Etat ou autres, dont la sécurité pupillaire est reconnue, ou en compte courant auprès des établissements de crédit. Elle aidera les coopératives et autres associations agricoles dans le but de fonder des entre-

pôts publics et d'organiser la vente en commun de produits agricoles déposés dans de tels entrepôts. Elle peut s'occuper du lotissement de terrains et accorder des crédits à la Société anonyme privilégiée pour l'exportation de produits agricoles, ces derniers seulement à titre exceptionnel et à court terme, dans la limite de ses disponibilités lesquelles, à un moment donné, elle ne peut pas placer en crédits aux agriculteurs ou aux associations agricoles. La Banque peut aussi faire d'autres opérations de crédit en relation étroite avec son but.

La Banque accepte des dépôts d'épargne et des dépôts en compte courant. Afin de se procurer des moyens elle est autorisée d'émettre des lettres de gage, gagées par ses prêts hypothécaires, des obligations d'amélioration, gagées par ses prêts d'amélioration consentis aux associations hydrotechniques, des obligations ou bons coopératives, gagées par les prêts consentis aux sociétés coopératives. La circulation de ces lettres de gage et obligations ne doit pas être supérieure à la somme des prêts qui lui servent de gage.

La Banque peut aussi effectuer des paiements et des recouvrements, elle peut émettre des chèques, acheter et vendre des monnaies étrangères pour le compte de ses commettants.

La Banque jouit des mêmes privilèges que la Banque Hypothécaire d'Etat, qui sont nombreux, notamment dans la procédure d'exécution. Elle est exemptée de tous impôts et taxes. Ses actions sont acceptées à titre de cautionnement et la sécurité pupillaire leur est reconnue. La Banque Nationale, la Banque Hypothécaire d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale accordent des avances sur nantissement de ces actions. L'Etat assume la garantie des dépôts d'épargne et des obligations émises par la Banque. Il garantit aussi une dividende de 6% sur les actions de la Banque.

Il est intéressant de noter que ce n'est que par la loi sur la Banque Agricole que les paysans de la Serbie

et du Monténégro ont acquis la capacité de s'obliger par traite.

La Banque commençait ses opérations le 15 août 1929. Elle avait des moyens importants à sa disposition provenant du versement de son capital de 700 millions de dinars. La Banque Nationale, la Banque Hypothécaire d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale lui avaient, en outre, mise à la disposition un crédit de 200 millions de dinars chacune.

Le développement des crédits accordés par la Banque est exposé dans le tableau suivant:')

en milliers de dinars					
de l'année au 31. déc.	prêts hypothéc.	prêts à long terme aux assoc. hydrotech.	coop. sur prêts aux oblig., sur traites et en comptes cour.	escompte de lettres de change	avances sur titres
1930	323.712	—	253.399	1.573	716
1931	489.925	—	251.275	687	760
1932	481.109	—	247.217	4.472	426
1933	473.794	7.543	245.375	2.154	352
1934	479.527	13.721	242.748	1.483	285

Ayant des moyens importants à sa disposition, la Banque pouvait dès sa première année d'activité consentir un chiffre important de prêts qui s'élevait pour les prêts hypothécaires à 323 millions et pour les prêts aux coopératives à 253 millions. L'année suivante le volume des crédits augmente encore grâce à l'accroissement des prêts hypothécaires qui est encore sensible. Mais déjà en 1931 par suite de la baisse accentuée des prix des produits agricoles, les rentrées des annuités et les remboursements de prêts deviennent irréguliers et diminuent sensiblement. Par conséquent les moyens de la Banque s'épuisaient. D'autre part, à cause de la crise de crédit, la Banque ne pouvait pas réaliser les crédits qui lui avaient été mis à la disposition par la

Banque Nationale, la Banque Hypothécaire d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale et étant données les conditions sur le marché des capitaux à l'étranger, il n'était pas possible d'y contracter un emprunt.

Par suite de ces circonstances la Banque était obligée de procéder à une restriction sérieuse de ses crédits. Au mois d'août de 1931 elle a même, d'une façon provisoire, suspendu entièrement l'ouverture de crédits hypothécaires. Elle les a repris par la suite mais seulement dans une mesure très restreinte. Par contre, la Banque, considérant que les crédits par l'intermédiaire des coopératives étaient le genre de crédit le plus approprié et le plus accessible aux agriculteurs, n'a pas cessé d'accorder ces crédits dans la limite de ses disponibilités. Par suite de ces restrictions, imposées par les conditions économiques générales, le volume des crédits diminue depuis 1932.

Les prêts hypothécaires de la Banque sont en grande majorité accordés aux petites et moyennes propriétés. La moyenne de ces prêts est peu élevée et elle a tendance à diminuer. La Banque peut accorder des prêts jusqu' à concurrence de 50% de la valeur de la propriété non bâtie et jusqu' à 30% de la propriété bâtie. En fait les montants des crédits se sont toujours tenus au-dessous de ce chiffre. La moyenne de ce pourcentage s'élevait à 22.08% en 1930 et à 12.76% en 1933. Cette prudence de la Banque dans sa politique de crédit était toute indiquée vue la baisse continue de la valeur de la propriété agricole.

Les prêts aux coopératives sont accordés aussi bien aux coopératives créées par la loi sur le crédit agricole qu' aux coopératives anciennes et à leurs fédérations. Toutes les coopératives jouissant du crédit de la Banque sont soumises à la révision périodique par ses organes.

Les autres opérations de la Banque se sont tenues, jusqu'ici, dans des limites assez restreintes.

Cinquième section.

La Banque des Métiers.

Jusqu' à la grande guerre l'industrie était peu développée dans les régions qui, après la guerre, se sont réunies pour former le nouveau royaume. Les besoins de produits manufacturés dans ces régions étaient, dans une large mesure, satisfaits par les métiers. Après l'Union Nationale l'industrialisation du pays fait des progrès notables mais le rôle des métiers dans l'économie nationale est resté très important.

Les métiers, comme toute autre branche de production, ont besoin de crédit. Le crédit recherché par les artisans est un crédit personnel, car le plus souvent ils n'ont pas de valeurs à donner en gage, d'un montant peu élevé et à un taux d'intérêt modéré, afin d'être en mesure de supporter avec succès la concurrence de l'industrie. Très souvent les artisans, ne pouvant pas fournir des garanties suffisantes, ne trouvaient pas un crédit convenable auprès des banques.

Afin de se procurer des crédits avantageux les artisans ont fondé des coopératives de crédit. Ces coopératives sont de deux catégories, les unes du type Schulze-Delitzsch, dans lesquelles la responsabilité des adhérents est limitée à leurs parts et les autres du type Raiffeisen, à responsabilité illimitée des adhérents. Les premières étaient plus répandues dans les régions yougoslaves de l'ancienne Monarchie austro-hongroise et les secondes en Serbie. Ces dernières étaient entravées dans leur développement par le fait que les adhérents répugnaient d'assumer la responsabilité illimitée à l'égard des obligations des autres membres, dont très

souvent ils ne connaissaient ni la fortune ni les qualités personnelles.

Les coopératives de crédit étaient utiles mais leur développement n'était pas suffisant et puisqu'il fallait du temps pour créer de nouvelles sociétés qui seraient en mesure de satisfaire les besoins de crédit des métiers, les organisations des métiers demandaient la création d'une banque avec le concours de l'Etat.

Donnant suite à ces demandes le législateur par la loi du 30 janvier 1926 pose les bases de la Banque des Métiers.

La Banque des Métiers du Royaume de Yougoslavie est une société anonyme au capital de 75 millions de dinars. Le capital est divisé en 375.000 actions nominatives de 200 dinars chacune. L'Etat participe au capital à raison de 40%, les artisans, les coopératives et les organisations des métiers à raison de 51% tandis que le reste des actions est accessible au public. L'Etat a renoncé aux dividendes sur ses actions.

Le siège de la Banque est à Belgrade. Elle a une succursale principale à Zagreb et des succursales à Lioubliana et à Saraïévo. La loi prévoit l'ouverture d'agences à Split, Skoplié et Novi Sad et en d'autres endroits si la nécessité s'en fait sentir.

La Banque des Métiers est une banque privilégiée, exemptée de tous impôts et taxes. Les organes de la Banque sont l'assemblée générale, le conseil d'administration, le comité exécutif et le conseil de surveillance.

L'assemblée générale est ordinaire ou extraordinaire. La première élit les membres des conseils, statue sur le bilan annuel et le compte des profits et pertes, sur les propositions du conseil d'administration et des actionnaires. L'assemblée générale extraordinaire statue sur les questions à son ordre de jour.

Le conseil d'administration prescrit les règlements intérieurs, statue sur la création de succursale, établit les rapports sur l'activité de la Banque, convoque l'as-

semblée générale et en exécute les décisions, fait annuellement la répartition des moyens entre le siège central, les succursales et les agences, fixe le taux d'intérêt. Cette dernière décision doit être approuvée par le gouvernement.

Le conseil d'administration est composé de 20 membres dont 9 doivent être domiciliés à Belgrade. Ces derniers forment le comité exécutif qui statue sur les demandes de crédit et décide de toutes les questions urgentes.

Le conseil de surveillance est composé de 5 membres dont deux sont élus par l'assemblée des actionnaires et trois sont nommés par le gouvernement.

Le gouvernement a le droit de contrôle sur l'activité de la Banque et l'exerce par un commissaire nommé par décret. Le commissaire a le droit de contrôler l'activité de la Banque et d'examiner ses livres. Il assiste aux réunions des conseils et de l'assemblée. Il a le droit de veto suspensif d'exécution contre les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale qu'il considère comme contraires à la loi, aux statuts ou aux intérêts du pays ou des métiers.

Le but de la Banque est d'aider les artisans, d'encourager leur activité par des crédits avantageux et d'encourager la création de coopératives des métiers auxquelles elle accorde des crédits. Elle ne peut pas faire des opérations de spéculation.

D'après ses statuts la Banque peut s'occuper des opérations suivantes: 1° accorder des prêts aux artisans par traites ou en compte courant soit directement soit par l'intermédiaire des coopératives des métiers; 2° accorder des prêts gagés par des matières premières et des produits finis; 3° s'entremettre afin de procurer aux artisans et à leurs coopératives des matières et des demi-produits, des outils et des machines modernes à bon compte; 4° faire les opérations qui sont de la sphère d'activité de la Banque comme établissement de crédit,

soit: accepter des dépôts d'épargne, ouvrir des comptes courants, effectuer des recouvrements et des paiements, émettre des lettres de garantie et donner des cautionnements, faire l'achat et la vente de monnaies et de changes étrangers pour le compte d'artisans, mais uniquement après couverture préalable; 5° gérer les fonds et capitaux des institutions des métiers et 6° faire d'une façon générale toutes les opérations de banque qui ne sont pas contraires à la loi sur la Banque des métiers et à ses statuts.

La Banque a commencé ses opérations au mois de mai de 1927 simultanément dans son siège central et dans sa succursale principale de Zagreb. Les succursales de Lioubliana et de Saraïévo sont entrées en fonctions en 1931.

Pour effectuer ses opérations la Banque dispose des moyens suivants: son capital, sur lequel 64 millions étaient versés à la fin de 1934, son fonds de réserve et quelques fonds spéciaux qui s'élevaient à la même époque à un total de 3.4 millions et les dépôts d'épargne et en compte courant qui se montaient à 42.8 millions de dinars. En outre elle dispose d'un crédit de rées-compte auprès la Banque Nationale.

L'ensemble des moyens de la Banque est réparti entre le siège central et les succursales en proportion du capital versé et des dépôts provenant de leurs rayons respectifs et en considération de la capacité de production et des besoins des artisans.

La Banque accorde des crédits soit aux coopératives de crédit soit directement aux artisans.

Dans ses opérations de crédit aux artisans non membres de sociétés coopératives la Banque se sert des coopératives de crédit qui lui font fonction de comité de censeurs.

Dans les endroits où des coopératives de crédit n'existent pas, la Banque institue des comités de censeurs.

Ces comités sont composés de cinq actionnaires de la Banque dans les endroits dans lesquelles il y a plus de 150 artisans et de trois actionnaires dans les autres endroits.

Les comités de censeurs et les coopératives de crédit reçoivent les demandes de crédit et les transmettent à la Banque avec leurs informations et leurs propositions.

A la fin de l'année 1934 il y avait 283 comités de censeurs qui fonctionnaient, d'une façon générale, à l'entière satisfaction de la Banque.

La Banque s'est efforcée de faire profiter de ses crédits avantageux un nombre aussi élevé que possible d'artisans. A cette fin elle a, dès sa première année d'activité, pris la décision, de limiter le montant de chaque crédit aux artisans à 30.000 dinars, aux coopératives de production à 50.000 dinars et aux coopératives d'achat à 100.000 dinars. Les crédits aux coopératives de crédit n'ont pas été limités. En fait les montants moyens des crédits sont peu importants et les prêts sont éparpillés entre un nombre très élevé d'emprunteurs.

Le tableau suivant nous montre le développement des opérations de la Banque:¹⁾

au 31 décembre de l'année	crédits sur lettres de change	avances sur titres	crédits en comptes courants
1927	27.915	901	8.204
1928	56.920	1.788	12.123
1929	68.579	1.721	15.887
1930	80.205	1.126	22.703
1931	80.032	536	24.358
1932	75.601	485	28.155
1933	62.555	290	36.318
1934	60.823	163	36.022

¹⁾ D'après les bilans annuels de la Banque des Métiers S. A.

Le volume des crédits de la Banque augmente donc d'année en année jusqu'en 1931. Depuis 1932 nous assistons à une diminution constante due d'une part à la stagnation générale des affaires et d'autre part au fait que dans cette période de crise la Banque, afin d'éviter des pertes, exige, en général, des gages, notamment des sûretés hypothécaires, que les artisans, le plus souvent, ne sont pas en mesure de fournir.

Sixième section.

Les caisses d'épargne.

Dans beaucoup de pays européens les caisses d'épargne représentent le réservoir le plus important de l'épargne. En Yougoslavie leur importance n'est pas la même dans les différentes régions. En Slovénie où elles sont anciennes et nombreuses elles ont su s'attirer la confiance de larges couches de la population et réussi à drainer une partie importante de l'épargne. Sur le territoire de la Serbie il n'en existe que deux, récemment fondées. Dans les autres régions elles sont de création plus récente qu'en Slovénie ne datant — à l'exception de quelques unes en Dalmatie — que de puis la guerre mondiale, mais dans cette courte période d'évolution elles ont déjà pris un développement important.

Il convient de noter ici que le nom de caisse d'épargne est attribué en Yougoslavie à nombre d'établissements de crédit constitués sous forme de sociétés par actions qui ont un but intéressé et s'occupent des mêmes opérations que toutes les autres banques. Ici il ne sera question que des caisses d'épargne proprement dites.

Les caisses d'épargne sont des institutions créées par une personne administrative, province (banovina) ou commune, qui assume la garantie de toutes ses obligations. Leur but n'est pas de réaliser et de partager des bénéfices, mais il est désintéressé et d'utilité publique: d'encourager l'épargne, de consentir des crédits avantageux aux couches larges de la population, d'attribuer les bénéfices à des fins d'utilité publique et de bienfaisance.

La plus ancienne caisse d'épargne sur territoire yougoslave est la Caisse d'épargne de Carniole (Kranjska hranilnica) à Lioubliana, fondée en 1820 d'après le modèle de la Première caisse d'épargne autrichienne de Vienne. En 1928 elle fut transformée en caisse d'épargne régionale et en 1929, après la réforme administrative, en Caisse d'épargne de la banovina de la Drave.

L'organisation et le fonctionnement des caisses d'épargne fut réglé en Autriche par le règlement du 2 septembre 1844 (Sparkassenregulativ), toujours en vigueur dans les régions ayant appartenu à l'Autriche (Slovénie et Dalmatie). Les caisses d'épargne fondées d'après ce règlement sont souvent appelées caisses d'épargne régulatrices.

On distingue trois catégories de caisses d'épargne régulatrices: les caisses sous forme d'association, les caisses communales et les caisses provinciales. Actuellement et depuis la transformation de la Caisse d'épargne de Carniole en caisse régionale il n'existe plus en Yougoslavie de caisse d'épargne régulatrice sous forme d'association.

Les statuts définissent, en général, le but de la caisse qui est d'offrir à tout le monde, et notamment aux couches pauvres de la population, la possibilité de déposer leurs économies en sécurité et à intérêt avantageux et de retirer leurs dépôts à tout moment, d'encourager le travail et l'épargne.

La sphère d'activité est déterminée par les statuts et comprend l'acceptation de dépôts d'épargne, les prêts à long terme sur hypothèque, les prêts à court terme sur nantissement de valeurs mobilières dont la sécurité pupillaire est reconnue, les prêts sur monnaie d'or et d'argent, l'escompte de lettres de change, les prêts à l'Etat, aux provinces, aux arrondissements et aux communes, aux sociétés hydrotechniques, aux établissements publics, aux coopératives des métiers et

aux coopératives agricoles, le dépôt de fonds auprès d'autres caisses d'épargne importantes et auprès des établissements de crédit et, à titre exceptionnel, aussi l'achat et la vente d'immeubles.

L'administration des caisses d'épargne régulatrices est confiée à un conseil d'administration qui, dans les caisses communales, est élu par le conseil municipal pour une période de trois années et à un conseil de direction élu pour la même période par le conseil d'administration. Le conseil d'administration élit le président de la caisse dans son sein. La fonction des membres des conseils d'administration et de direction est honorifique. Le contrôle sur la caisse d'épargne est exercé par le conseil municipal et par un commissaire du gouvernement qui assiste aux réunions du conseil d'administration et du conseil de direction et a le droit de suspendre l'exécution de toute décision contraire aux lois et aux statuts.

Les caisses d'épargne de Slovénie, afin de se rendre indépendantes de la Banque centrale des caisses d'épargne allemandes en Autriche, ont transformé, en 1922, la Banque du Pays de Carniole en Banque Hypothécaire des Caisses d'Epargne Yougoslaves à Lioubliana.

Tandis que l'organisation et le fonctionnement des caisses d'épargne en Slovénie et Dalmatie est réglé par le règlement de 1844, il n'existe pas de prescriptions légales analogues dans les autres régions du pays.

En Serbie des caisses régionales furent fondées d'après la loi de 1871. Nous les avons déjà étudiées dans la première partie. Après leur liquidation et leur prise en charge par l'Administration des Fonds il n'existait plus d'établissement de ce genre en Serbie. Après la guerre la première caisse d'épargne sur le territoire de la Serbie fut fondée en 1929 à Belgrade sous le nom de Caisse d'épargne et mont-de-piété de la ville de Belgrade. Cet établissement a été fondé sur la base

de la loi sur les communes et d'après les prescriptions du code de commerce.

Son but est défini par ses statuts comme suit: développer le sens de l'épargne dans les couches les plus larges de la population, aider les citoyens de la ville de Belgrade, et notamment les plus faibles économiquement, par des crédits avantageux, créer à cette fin un mont-de-piété, faire de service de caisse de la commune et des entreprises communales, employer une partie des bénéfices nets à des fins de bienfaisance et d'utilité publique après entente avec la municipalité de Belgrade.

Le conseil d'administration de cette caisse d'épargne est composé de cinq membres délégués par le conseil municipal de son sein, de deux membres experts en questions bancaires et financières ou juridiques, élus par le conseil municipal et de trois membres experts en questions bancaires et financières, délégués par le Ministre des Finances, la Banque Nationale et la Banque Hypothécaire d'Etat. Le conseil de surveillance est composé de cinq membres dont trois sont délégués par le conseil municipal, un par le Ministre du Commerce et un par la Banque Nationale.

En 1932 la Caisse d'épargne et mont-de-piété de la ville de Skoplié fut fondée dont les statuts prévoient la participation de deux déposants dans le conseil d'administration. L'introduction de cette disposition dans les statuts a été la conséquence de l'inquiétude des déposants causée par l'interruption des paiements de beaucoup de banques.

En Croatie et Slavonie et dans la Voïvodina les caisses d'épargne sont créées sur la base de la loi sur l'organisation des communes et d'après les prescriptions du code de commerce. Le fonctionnement de ces caisses d'épargne est réglé par leurs statuts qui sont élaborés d'après les statuts des caisses régulatrices. Ils s'en distinguent en ce que les caisses régulatrices jouissent

d'une plus grande indépendance vis-à-vis de la commune. Ainsi dans les caisses régulatrices le président de la caisse est généralement élu par le conseil d'administration tandis qu'ici c'est le maire de la commune qui est président de la caisse. Les opérations que ces caisses peuvent faire sont prévues dans leurs statuts. Ce sont à peu près celles prévues dans le règlement de 1844 et dans les statuts des caisses régulatrices.

Les caisses d'épargne sur ce territoire ne datent que depuis la guerre mondiale. La plus importante parmi elles, la Caisse d'épargne communale de Zagreb a été fondée en 1914. Elle est administrée par un conseil composé du maire et de 15 membres élus par le conseil municipal parmi les déposants. Les affaires courantes de la caisse sont expédiées par un conseil de direction de cinq membres, présidé par le maire. La surveillance est exercée par un conseil de cinq membres élus par le conseil municipal dans son sein.

La Caisse d'épargne communale de Zagreb est aujourd'hui non seulement la plus grande caisse d'épargne, mais elle se range parmi les établissements de crédit les plus importants du pays. D'après son bilan de fin décembre 1935 les dépôts d'épargne et les dépôts en compte courant s'élevaient à 434 millions de dinars tandis que le volume de ses crédits est représenté par les chiffres suivants: crédits sur traites 73 millions, crédits en compte courant 107 millions, crédits hypothécaires 17.4 millions. La caisse est propriétaire de l'entreprise du tramway électrique de Zagreb.

La Caisse d'épargne de Zagreb à l'instar de maintes autres établissements de crédit des plus importants a dû se servir de la protection instituée pour les établissements de crédit par suite des difficultés dans lesquelles se sont trouvées les banques. Toutefois, sa situation s'étant améliorée, elle a renoncé entièrement à cette protection en reprenant, à partir du 28 décembre 1935, le remboursement intégral de tous les dépôts.

Sur le territoire de la Bosnie et Hercégovine il n'existe qu'un établissement de ce genre, la Caisse d'épargne communale de Saraïévo, fondée en 1922, qui gère toutes les entreprises communales de cette ville.

A côté des caisses d'épargne communales existent des caisses d'épargne provinciales (Banovinske štedionice) à Zagreb, Lioubliana, Novi Sad et Split. La plus ancienne est celle de Lioubliana qui tire son origine de la caisse d'épargne de Carniole, fondée en 1820.

Ces caisses d'épargne sont basées sur la loi sur l'administration des provinces de 1929. D'après leurs statuts elles ont pour but d'encourager l'épargne, de consentir des crédits avantageux et d'attribuer leurs bénéfices nets à des fins de bienfaisance. Les membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance sont nommés par le préfet (ban).

Toutes les obligations des caisses d'épargne sont garanties par la personne morale fondatrice, commune ou province. A leurs dépôts la sécurité pupillaire est reconnue. Toutefois les fonds et capitaux des communes et provinces doivent maintenant obligatoirement être déposés à la Banque Hypothécaire d'Etat. Les caisses d'épargne auprès desquelles de tels fonds et capitaux sont déposés, sont obligées de les remettre à la Banque Hypothécaire d'Etat. Les caisses d'épargne éprouvent beaucoup de difficultés de se conformer à cette prescription et s'efforcent à en obtenir la modification.

L'opération la plus importante des caisses d'épargne c'est l'acceptation de dépôts. Le total des dépôts d'épargne et en compte courant des caisses d'épargne s'élevait le 31 décembre 1934 à 1968 millions de dinars. A la même date le volume des prêts consentis était.¹⁾

¹⁾ D'après les données statistiques de la revue de l'Association des caisses d'épargne (Vesnik Saveza štedionica) No. 11 janvier-février-mars 1936 pp. 30 et 31.

en milliers de dinars				prêts aux per- sonnes admini- stratives (com- munes et pro- vinces)
prêts hypothécaires	sur traites	en cptes cour.		
276.516	172.513	571.490		486.394

Ce sont donc les prêts en compte courant qui occupent la première place. A ce point de vue un changement dans la politique de crédit des caisses est intervenu, car avant la guerre les caisses d'épargne de Slovénie ne pratiquaient que très peu ce genre de crédit.

Le développement des caisses d'épargne est entravé par l'absence d'une législation moderne s'appliquant à tout le territoire de l'Etat. Actuellement, ainsi que nous venons de le voir, il n'existe que le règlement de 1844, déjà suranné, s'appliquant uniquement à la Slovénie et la Dalmatie tandis que les autres régions n'ont pas de législation spéciale en cette matière. Il serait souhaitable que le législateur intervienne aussi tôt que possible pour remédier à cet état des choses.

Les caisses d'épargne ont fondé en 1932 l'Association des Caisses d'épargne du Royaume de Yougoslavie à Zagreb, à laquelle les caisses d'épargne de Slovénie, déjà groupées dans leur association à Lioubliana, ont aussi adhéré. L'Association a pour but d'encourager l'épargne par la propagande, de provoquer la création de caisses d'épargne, de contribuer à l'unification de leur organisation et de leur fonctionnement et d'étudier toutes les questions intéressant les caisses d'épargne.

Nous venons de voir l'importance que représentent les établissements publics et privilégiés dans l'économie du pays, aussi bien par la somme considérable de moyens dont ils disposent que par le volume des crédits consentis par eux. La Banque Agricole Privilégiée avec son

capital de 700 millions de dinars se place en tête de tous les établissements de crédit du pays au point de vue de l'importance des moyens propres. La Banque Hypothécaire d'Etat avec plus d'un milliard de dépôts d'épargne, la Caisse d'Epargne Postale avec 850 millions et les caisses communales avec environ deux milliards sont des réservoirs extrêmement importants de l'épargne et leur importance, à ce point de vue, a augmenté ces dernières années dans une forte mesure au détriment des banques privées par suite de la panique de 1931 et des retraits consécutifs de dépôts des établissements privés. La Banque Hypothécaire d'Etat avec environ quatre milliards de dinars de crédits consentis tient le premier rang parmi tous les établissements au point de vue du volume de crédit.

L'Etat tire de ces établissements des avantages multiples. Il reçoit les bénéfices nets de la Banque Hypothécaire d'Etat et de la Caisse d'Epargne Postale et il participe aux bénéfices de la Banque Nationale. Ces établissements lui font gratuitement le service de caisse et lui prêtent leurs guichets pour ses émissions et pour le service de ses emprunts. Ils lui accordent des avances dont le montant est limité par la loi seulement quant à la Banque Nationale. Ils placent des sommes considérables en titres d'Etat et par là ainsi que par le fait qu'ils accordent des avances sur nantissement de ces titres ils influent favorablement sur leurs cours.

Par suite de leur nombre, de la variété de leurs opérations, de la masse de moyens qu'ils manient et du volume de leurs crédits l'Etat peut au moyen de ces établissements exercer une influence considérable dans le domaine du crédit. Jusqu'ici, toutefois l'Etat ne s'est pas servi de ces établissements comme instruments d'une politique de crédit d'après un plan préétabli. Jusqu'au mois de janvier 1935 les divers établissements publics et privilégiés étaient de la compétence de Ministères différents, la Banque Nationale relevant

du Ministre des Finances, la Banque Hypothécaire d'Etat du Ministre du Commerce et de l'Industrie, la Banque Agricole Privilegiée du Ministre de l'Agriculture et la Caisse d'Epargne Postale du Ministre des Communications. Par le décret du 15 janvier 1935 tous ces établissements furent attribués à la compétence du Ministre des Finances. Quelques uns voulaient y voir le germe d'une politique de crédit dirigé mais une telle opinion est certainement exagérée et dépasse l'intention de cette mesure qui ne visait qu'à réaliser la coordination nécessaire dans la direction de ces établissements.

Le lien entre la personne publique et les différents établissements est plus ou moins étroit suivant leur structure juridique. La Banque Hypothécaire d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale sont des institutions d'Etat dont les organes sont nommés par le gouvernement mais qui jouissent d'une certaine autonomie. Elles ont leur budget propre et les décisions concernant leur fonctionnement ordinaire sont prises par leurs organes propres sans intervention de l'administration publique. Les décisions importantes, toutefois, et celles dépassant le cadre des affaires ordinaires doivent être approuvées par le gouvernement. Le contrôle sur leur fonctionnement est exercé par des organes nommés par le gouvernement mais aussi, dans une certaine mesure, par la Cour des Comptes, organe de contrôle de l'administration générale.

La Banque Nationale, la Banque Agricole et la Banque des Métiers, par contre, sont des sociétés anonymes mais jouissent de certains privilèges qui leur sont accordés afin de leur permettre de mieux atteindre leurs buts d'intérêt public. L'Etat, gardien de l'intérêt public, étant intéressé au bon fonctionnement de ces établissements, s'est réservé un droit de participation à la direction et un droit de contrôle. Ces droits il les exerce par la nomination de certains organes de l'éta-

blissement (gouverneur et vice-gouverneurs de la Banque Nationale, président du conseil d'administration de la Banque Agricole et la moitié de ses membres, deux membres de son conseil de surveillance, trois membres du conseil de surveillance de la Banque des Métiers), par la délégation de commissaires du gouvernement et du représentant spécial du Ministre du Commerce auprès la Banque Nationale, puis, par l'obligation de ces établissements de demander l'approbation du gouvernement pour certaines décisions importantes.

Les caisses d'épargne sont soumises au contrôle de la personne publique fondatrice qui a aussi une influence sur sa direction puisqu'elle nomme les membres du conseil d'administration. Auprès les caisses d'épargne réglementatives l'administration publique nomme, en outre, un commissaire qui exerce le contrôle au nom du gouvernement.

Ce qui caractérise les établissements publics et privilégiés c'est le fait d'avoir une sphère d'activité limitée soit à un genre spécial d'opérations soit à une catégorie spéciale d'emprunteurs. Cette limitation de leur sphère d'activité n'est que la conséquence du caractère exceptionnel de l'intervention des personnes publiques dans le domaine du crédit.

La Banque Nationale occupe par ses fonctions spéciales une position tout à fait à part. La Banque Hypothécaire d'Etat a pour fonction principale les crédits hypothécaires et communaux, domaines dans lesquels l'initiative privée est insuffisante. La Caisse d'Épargne Postale et les caisses d'épargne communales ont pour but d'offrir à l'épargne, et notamment à la petite épargne, du fait de la garantie de la personne publique un placement hors de tout risque et en même temps aussi lucratif que possible. En recueillant l'épargne et en la plaçant elles font profiter l'économie d'une masse de capitaux qui sans leur intervention serait restée, au moins en partie, thésaurisée et inutilisée. La Caisse

d'Epargne Postale a, en outre, comme but de faciliter les paiements par son service de virement et de réaliser ainsi l'économie de numéraire. Le même but est poursuivi aussi par le service de compensation et de virement de la Banque Nationale. La Banque Agricole Privilégiée et la Banque des Métiers sont des établissements destinés à pourvoir de crédits avantageux certaines professions déterminées, particulièrement dignes d'attention à cause du nombre élevé de personnes qui y appartiennent et de leur rôle éminent dans l'économie du pays. Ces professions ont besoin de crédit à certaines conditions spéciales et puisqu'elles ne pouvaient pas le trouver auprès des prêteurs privés, ou seulement à un prix trop élevé, l'intervention de l'Etat s'imposait.

Cette règle de la spécialité de la sphère d'activité des établissements publics et privilégiés est, toutefois, loin d'être absolue. Ces établissements s'occupent en même temps d'autres opérations que de celles constituant leur fonction principale. Ainsi la Banque Hypothécaire d'Etat qui, d'après la loi de 1898, était une institution purement hypothécaire est devenue, sous l'empire de la loi de 1922, un établissement mixte, pratiquant à la fois le crédit immobilier et le crédit mobilier et le volume de ce dernier a pris une importance considérable. La Caisse d'Epargne Postale place aussi une partie de ses disponibilités en crédits mobiliers à court terme. La pratique des opérations de banque commerciale découle, d'ailleurs, dans une certaine mesure de l'organisation de ces établissements puisque ils sont tenus de placer les dépôts remboursables à vue en placements liquides. Ainsi ces établissements apparaissent comme concurrents des banques privées mais cette concurrence ne se fait pas sur un pied d'égalité puisque les établissements nommés sont exemptés de tous impôts et taxes. Le crédit mobilier au commerce et à l'industrie convient beaucoup mieux aux établissements privés, élastiques dans leur fonctionnement,

qu'aux établissements publics avec leur organisation bureaucratique. Ce genre de crédit doit donc, en principe, rester réservé aux établissements privés et l'extension des opérations des établissements publics dans ce domaine n'est pas souhaitable.

Il y a quelques années la création d'une banque industrielle avec une forte participation de l'Etat et des établissements de crédit publics a été préconisée. Cette idée a été reprise pendant la période de crise de crédit quand les banques n'étaient pas à même de créditer suffisamment l'industrie. L'idée n'a pas été réalisée jusqu'ici. Elle est d'ailleurs critiquable car le crédit industriel comporte de grands risques, qui ne conviennent pas à un établissement d'Etat, et exige beaucoup d'élasticité et d'initiative, qualités qu'on trouve nécessairement plus souvent et dans une plus forte mesure auprès les établissements privés qu'auprès les établissements publics. La solution du problème du crédit industriel ne doit donc pas être cherchée dans la fondation d'un établissement public de crédit industriel, mais il faut chercher à faire sortir les banques de la situation difficile dans laquelle elles se trouvent actuellement afin de les rendre capables de reprendre leurs anciennes fonctions dans le domaine du crédit industriel.

Chapitre deux.

Les établissements privés.

Dans l'évolution des banques en Yougoslavie après la guerre on peut distinguer deux périodes. L'une, qui s'étend de l'Union Nationale jusqu' à la crise de 1931 et l'autre depuis cette époque. La première période, marquée par la consolidation et le progrès des banques sera étudiée dans ce chapitre. L'étude de la seconde période, marquée par des secousses graves dans le système bancaire, fera l'objet de la troisième partie de ce livre.

Dans les provinces yougoslaves ayant appartenu à l'ancienne Monarchie austro-hongroise le capital autrichien et hongrois était fortement engagé dans les établissements de crédit. Il y avait des succursales de banques de Vienne et de Budapest et des établissements indépendants à capital étranger.

Après la guerre la tendance était de nationaliser ces établissements étrangers en substituant l'influence nationale déterminante à la prépondérance étrangère.

La nationalisation de succursales de banques étrangères avait lieu soit par la transformation de la succursale en établissement indépendant soit par l'absorption de la succursale par un établissement national existant. La nationalisation d'établissements indépendants se faisait par la substitution totale ou, plus souvent, partielle, de capital national ou de capital de nationaux de pays amis au capital autrichien et hongrois.

La tendance à la nationalisation était ainsi un facteur important dans le mouvement de concentration des banques.

D'autres causes aussi poussaient à la concentration.

Après la guerre l'industrialisation du pays a fait des progrès considérables. Les causes principales de ce mouvement d'industrialisation étaient les besoins énormes de produits fabriqués par suite de la dévastation de la guerre et le l'épuisement des stocks, la séparation des provinces yougoslaves de l'ancienne Monarchie de leurs fournisseurs antérieurs de produits fabriqués, l'élévation de barrières douanières, l'introduction de restrictions en matière du commerce de changes et l'inflation et la fuite devant la monnaie.

L'industrie, et notamment les grandes entreprises, ont besoin de capitaux énormes. Ces capitaux les entreprises industrielles se les procurent par l'émission d'actions, opération dans laquelle elles se servent du concours d'établissements de crédit, et par des crédits qu'elles contractent auprès les mêmes établissements. Seuls les établissements importants sont capables de mettre à la disposition des entreprises industrielles les sommes considérables dont elles ont besoin.

Une autre cause qui pousse à la concentration des banques c'est le fait que les grands établissements inspirent plus de confiance que les établissements de peu d'importance. Ceci se manifeste clairement dans la somme des dépôts d'épargne dont disposent les établissements de crédit. Presque toujours dans un même endroit c'est le plus grand établissement qui a aussi le plus de dépôts d'épargne et si l'on observe, dans la période précédant la crise, la statistique des mouvements des dépôts d'épargne, on s'aperçoit que le pourcentage de leur accroissement est plus élevé auprès les grands établissements qu' auprès les petits.

Les frais généraux des banques ont augmenté sensiblement dans la période d'après guerre. C'est par la concentration que les banques arrivent à les réduire. La diminution des frais généraux, d'autre part, rend possible l'abaissement du taux d'intérêt.

Par sa politique de crédit la Banque Nationale favorisait aussi la concentration bancaire. Depuis sa décision du 4 juin 1927 elle n'accorde plus de crédits aux établissements n'ayant pas un certain capital minimum effectivement versé. Ce minimum est de 5 millions de dinars en ce qui concerne les établissements dont le siège se trouve à Belgrade, Zagreb, Lioubliana ou Saraïévo. En province le capital minimum est d'un million de dinars et dans les endroits ayant plus de cinq établissements, il est de deux millions de dinars. Cette décision fut mise en application à partir du 1^{ier} mai 1929.

La concentration bancaire s'est opérée par l'absorption de petites banques par des grands établissements de crédit et leur transformation en succursales, par la fusion d'établissements de crédit et par la création de succursales.

Parmi les fusions importantes il faut citer la fusion de la Banque Adriatique avec la Société Anonyme Commerciale Danubienne en Banque Adriatique Danubienne. Puis celle de la Banque pour le Commerce, les Métiers et l'Industrie S. A. et de la Banque Centrale S. A. en Banque Centrale pour le Commerce, les Métiers et l'Industrie S. A., à Zagreb, qui fut mise en liquidation en 1925. En Bosnie nous avons en 1922 la fusion de la Banque Centrale Serbe pour la Bosnie et l'Hercegovine avec la Banque Economique Serbe en Banque Centrale Economique à Saraïévo puis, en 1924, la fusion de la Banque Centrale Croate avec la Banque Centrale Musulmane en Banques Centrales Unifiées à Saraïévo qui fut absorbée, en 1927 par la Première Caisse d'Epargne Croate.

Dans toutes ces banques c'est le capital national qui dominait.

La fusion la plus importante de banques influencées par du capital étranger était celle de la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie avec la Banque Croate d'Escompte en 1928. Dans ces établisse-

ments plusieurs banques étrangères étaient intéressées savoir l'Anglo-International Bank de Londres, la Bodencreditanstalt de Vienne, la Banque Commerciale Hongroise de Budapest, la Banque Commerciale de Trieste et le groupe Solvay de Bruxelles. La nouvelle banque a pris le nom de Banque Yougoslave d'Escompte et Hypothécaire. La même année l'établissement a absorbé la Banque de Bosnie de Belgrade et la Banque Agricole et Commerciale de Saraïévo puis, l'année suivante, la Banque Agraire et Industrielle de Belgrade et changea son nom en Banque Union Yuogoslave S. A. Ainsi constituée elle a absorbé encore la Banque Commerciale et Industrielle »Vardar« S. A., Skoplié. Par l'importance de ses moyens propres ce fut l'établissement le plus important du pays.

La concentration au moyen de la création de succursales et de la transformation en succursales de banques provinciales absorbées fut aussi beaucoup pratiquée. C'est la Première Caisse d'Epargne Croate qui vient en tête au point de vue du nombre de succursales. En 1930 cet établissement possède 51 succursales réparties sur le territoire entier du pays de la façon suivante: en Croatie et Slavonie 31, en Serbie 3, en Slovénie 3, en Bosnie et Hercégovine 8, en Dalmatie 2, dans la Voïvodina 4.

Tous les grands établissements n'ont pas pratiqué dans la même mesure la concentration par la création de succursales. Les établissements s'occupant de préférence du financement de l'industrie et du commerce en gros concentrent plutôt leurs affaires dans un centre important et ne fondent que peu de succursales. Les établissements, par contre, prêtant leur attention plutôt aux opérations de dépôt, possèdent un réseau étendu de succursales au moyen duquel ils drainent l'épargne et répartissent les crédits.

Le progrès de la concentration bancaire ressort clairement des chiffres suivants. En 1925 il y avait sur le

territoire entier du Royaume 635 banques dont le capital versé se montait au total à 1989 millions de dinars, en 1930 le nombre des banques était passé à 642 mais le capital total s'élevait à 2954 millions de dinars. Dans la période envisagée le nombre des banques a donc augmenté de 7, le montant du capital total, par contre, de près d'un milliard de dinars. Le progrès de la concentration est donc manifeste.

Le degré de concentration n'est d'ailleurs pas le même dans toutes les régions du pays. Il est plus élevé sur le territoire de la Croatie et Slavonie où prédominent quelques grands établissements de Zagreb ayant de nombreuses succursales. Sur le territoire de la Serbie la concentration est beaucoup moins avancée et nous y trouvons de très nombreuses petites banques locales. Mais là aussi l'importance relative des grands établissements de crédit de Belgrade a tendance à accroître.

Ce qui caractérise les établissements de banque en Yougoslavie c'est l'absence de spécialisation. Presque toutes les banques font toutes les opérations bancaires, aussi bien les opérations de crédit à court terme que les opérations à long terme, les opérations de banque commerciale autant que les opérations de banque d'affaires. Il y a, toutefois, des banques qui par le caractère de leurs opérations sont plus près du type de banques de dépôt et d'autres qui s'occupent de préférence du financement de l'industrie, mais cette différence n'est qu'une différence de degré, car les unes et les autres s'occupent de toutes les opérations bancaires et ce n'est que la proportion entre les opérations qui varie.

Presque toutes les banques sont constituées sous forme de société anonyme. Les maisons de banque privées sont actuellement rares.

Le capital total effectivement versé des banques s'élevait en 1930 à 2954 millions de dinars et le total de leurs réserves à 844 millions.

A côté de leurs moyens propres les banques disposent des moyens qui leur sont confiés sous forme de dépôts d'épargne et de dépôts en compte courant.

Les dépôts d'épargne sont d'une grande importance pour les banques et pour l'économie toute entière. C'est au moyen des dépôts d'épargne que les banques se procurent des moyens amples et à bon compte qui leur permettent de remplir leur fonction de crédit.

Les dépôts d'épargne étant en majeure partie confiés à vue ou à un court délai de préavis, les moyens qui en proviennent doivent être employés à des placements à court terme facilement réalisables. Cette règle élémentaire de prudence n'a pas été toujours observée par les banques et en maintes cas les conséquences en ont été désastreuses.

D'après les données statistiques de l'Association de banques à Novi Sad le total des dépôts d'épargne dans les établissements de crédit (privés, publics et privilégiés), caisses d'épargnes et coopératives s'élevait:

année	en millions de dinars	année	en millions de dinars
1920	1.032.4	1926	7.474.2
1921	2.462.5	1927	8.591.1
1922	3.545.5	1928	10.704.0
1923	3.581.5	1929	12.451.4
1924	4.652.2	1930	14.133.5
1925	5.832.5		

L'accroissement des dépôts d'épargne est donc constant mais en comparaison aux autres pays européens le chiffre des dépôts d'épargne par tête d'habitant est encore peu élevé. En 1930 le total des dépôts d'épargne était de 14.133.5 millions soit 1.015 dinars par tête d'habitant.

Les dépôts d'épargne étaient répartis entre les différents espèces d'établissement de la façon suivante.

	1929	1930
établissements privés		
non privilégiés	9,150,014.072	9,675,563.581
Banque hypothécaire d'Etat	455,500.033	528,911.310
Caisse d'épargne postale	106,614.914	203,353.586
Banque des Métiers	27,658.333	32,475.206
Banque agricole privilégiée	—	9,806.951
caisses d'épargne	1,011,645.016	1,183,464.612
coopératives environ	1,700.000.000	2,500,000.000
total	12,451,432.368	14,133,575.246

Les comptes courants créditeurs des banques comprennent les soldes créditeurs des comptes du commerce et de l'industrie, les avoirs de banques du pays et de banques étrangères. Dans les bilans de beaucoup de banques figurent sous cette rubrique aussi les effets passés en réescompte.

Le poste le plus intéressant est celui des avoirs de banques étrangères qui représente les crédits accordés à nos banques.

Les crédits bancaires étrangers constituent une source très importante de moyens pour les banques ayant de bonnes relations à l'étranger. Aussi le poste des comptes courants créditeurs est-il relativement le plus élevé dans les bilans des banques dans lesquelles participe du capital étranger.

Ainsi la Banque du Pays de Bosnie et Hercegovine dans laquelle du capital étranger est engagé, a d'après son bilan de fin décembre 1930 un capital de 20 millions et des comptes courants créditeurs s'élevant à 276.5 millions. A la même date l'Etablissement de Crédit pour le Commerce et l'Industrie à Lioubliana, qui a repris la succursale de l'Etablissement autrichien de

crédit pour le commerce et les métiers (Oesterreichische Kreditanstalt für Handel und Gewerbe) fait apparaître à côté d'un capital-actions de 12.5 millions des dépôts d'épargne se montant à 84 millions et des comptes courants créditeurs s'élevant à 363.7 millions de dinars.¹⁾

Il en est de même de la Banque Union Yougoslave, de la Banque Yougoslave, de la Société Générale de Banque Yougoslave et d'autres qui possédant de bonnes relations à l'étranger y jouissent de crédits importants qui se manifestent dans le chiffre élevé de comptes courants créditeurs, ainsi que cela ressort du tableau ci-dessous:²⁾

en millions de dinars
d'après les bilans du 31 décembre 1930
capital versé réserves créanciers

Banque Union Yougoslave S. A., Zagreb	185	56.2	365.9	(en 1929: 733).
Banque Yougoslave S. A., Zagreb	100	29.9	419.7	
Banque Croate Générale de Crédit S. A.	37.5	5.5	93.3	
Société Générale de Ban- que Yougoslave S. A.	100	27.5	165.1	
Banque d'Exportation	30	35.2	62.7	
Banque Serbo-Suisse	10	1.5	29.6	

Des opérations actives des établissements de crédit nous citons d'abord l'escompte. Cette opération, qui avant la guerre était l'opération active la plus importante des banques, tient aujourd'hui la seconde place, après les crédits en compte courant. Il est à noter que l'escompte, qui dans les pays de l'Europe occidentale est une opération très liquide, propre aux placements

¹⁾ D'après les données statistique de l' Association des établissements de crédit à Zagreb.

²⁾ Idem.

des moyens à court terme, n'a pas ce caractère en Yougoslavie. Les traites tirées pour le règlement d'opérations commerciales y sont rares. Le portefeuille des banques consiste presque exclusivement de traites résultant d'opération de crédit, donc d'effets financiers, qui ne sont pas remboursés à l'échéance mais renouvelés contre paiement partiel ou même sans paiement. D'autre part, la Banque Nationale, pratiquant la politique de contingentement des crédits, chaque établissement de crédit ne peut réescompter son portefeuille que dans la limite du contingent qui lui est consenti. Les établissements de crédit, une fois leur contingent épuisé, ne sont donc pas en mesure de mobiliser leur portefeuille d'effets.

Par suite de ce caractère de l'escompte la question du placement à court terme des moyens mobiles est un problème difficile pour les banques. Pour ce genre de placement, à côté de l'escompte, l'acquisition de devises est employée autant que les règlements régissant le commerce des changes la permettent, puis l'acquisition d'obligations de l'Etat, sur nantissement desquelles les banques peuvent, en cas de besoin, obtenir des avances des établissements de crédit publics et privilégiés ensuite l'acquisition de bons de caisse de la Banque Nationale et de bons du Trésor à court terme.

L'opération active la plus importante des banques c'est le crédit en compte courant. C'est par le compte courant que les banques accordent le gros de leurs crédits au commerce et à l'industrie. Aussi le poste des comptes courants débiteurs est-il, presque toujours, de beaucoup le plus élevé de l'actif des banques.

Les crédits accordés en compte courant au commerce et à l'industrie sont destinés non seulement à servir comme fonds de roulement des entreprises emprunteuses, mais les banques consentent ainsi d'importants crédits d'immobilisation.

Ces crédits ne constituent donc pas un placement liquide. Néanmoins, ces opérations rapportant de beaux bénéfices, beaucoup de banques, ne prêtant pas une attention suffisante à leur liquidité, y ont engagé de fortes sommes provenant de dépôts d'épargne remboursables à vue ou à court délai de préavis. La conséquence de cette politique était le krach de plusieurs de ces établissements imprudents dont le plus important était la Banque Slave, dans laquelle des capitaux français étaient intéressés.

Une des causes des difficultés dans lesquelles les banques se sont trouvées récemment c'est justement l'engagement trop important de moyens mobiles dans des opérations peu liquides, accentué encore par le fait que les placements considérés en temps normal comme liquides sont devenus immobiles par suite de la baisse des prix et de la stagnation des affaires.

L'engagement de moyens mobiles en placements peu liquides est dû non seulement aux perspectives de profits élevés et à la rareté de placements liquides mais aussi à la pauvreté du pays en capitaux susceptibles d'être placés à long terme. Ce dernier fait est tout à fait naturel, puisque la formation de capitaux dans un pays agricole comme la Yougoslavie dont l'industrie n'est encore qu'au début de son évolution va fort lentement. Il est difficile ou presque impossible de trouver dans le pays des capitaux à long terme au moyen d'émission d'obligations. La source principale des moyens susceptibles à être placés à long terme est représentée par les crédits de l'étranger.

Les opérations de crédit hypothécaire n'ont pas pris un développement important après la guerre. Actuellement il n'y a plus, comme avant la guerre, d'établissement privé spécialisé dans ce genre d'affaires. Quelques établissements comme la Première Caisse d'Epargne Croate, la Banque Union Yougoslave, la Banque Yougoslave, la Banque du Pays de Bosnie et Hercégovine et

autres pratiquent ces opérations d'une façon accessible.

La stagnation dans cette branche d'affaires est due à la longue période d'instabilité monétaire, à la difficulté que rencontrent les banques de se procurer des capitaux par l'émission de lettres de gage et à la rentabilité moindre des opérations de crédit hypothécaire.

Les besoins de crédit hypothécaire du pays sont satisfaits en majeure partie par la Banque Hypothécaire d'Etat, la Banque Agricole Privilégiée et les caisses d'épargne communales.

Toutefois, les dernières années de cette période les opérations de crédit hypothécaire des banques ont pris un certain développement. Ce fait est dû à la stabilité monétaire et à l'amélioration de la rentabilité du placement hypothécaire.

Le commerce de changes étrangers représentait une opération très lucrative pour les banques. Actuellement son importance est beaucoup moindre par suite de la diminution du volume des échanges internationaux et de l'introduction des règlements par le clearing.

Le commerce des changes étrangers et des valeurs mobilières se sert de trois marchés organisés, des bourses de valeurs de Belgrade, de Zagreb et de Lioubliana.

Les banques sont groupées en associations qui ont pour but d'étudier les questions bancaires, publient annuellement des rapports et des statistiques, donnent des renseignements, défendent les intérêts des banques.

Actuellement il existe cinq associations: l'Association des établissements de crédit et des sociétés d'assurance à Zagreb, fondée en 1919, l'Association des banques à Belgrade, fondée en 1921, l'Association des établissements de banque à Lioubliana, fondée en 1922, l'Association des banques de Voïvodina à Novi Sad, fondée en 1925 et l'Organisation intérieure provisoire des établissements de crédit de Bosnie et Hercégovine à Saraïévo, fondée en 1925.

Dans la première partie nous avons donné quelques indications sur les coopératives de crédit dans les différentes provinces du Royaume.

Après l'Union Nationale un certain mouvement de concentration se faisait jour dans la coopération. Plusieurs unions coopératives ont disparu et leurs membres ont adhéré à d'autres unions.

En 1919 la Fédération Générale des Unions Coopératives fut fondée qui, à la fin de 1934, comptait 21 Unions coopératives membres.

La Fédération Générale est un organe de représentation de la coopération. Elle fait révision du fonctionnement des unions coopératives membres, défend les intérêts de la coopération, donne l'initiative à l'activité coopérative, encourage la fondation d'institutions et d'organisations coopératives, mais elle-même ne fait pas d'affaires.

La grande majorité des coopératives sont des coopératives agricoles, mais il en existe aussi d'autres (coopératives des métiers, coopératives des fonctionnaires). Les coopératives sont groupées en Unions dont la grande majorité, fait partie de la Fédération Générale.

La Fédération Générale ainsi que les Unions et les coopératives jouissent de diverses exemptions en matière d'impôts et de taxes.

Les coopératives créées conformément à la loi sur le crédit agricole de 1925 forment un système séparé. Elles sont groupées dans une Union qui ne fait pas partie de la Fédération Générale. Ces coopératives ne sont pas comprises dans les données statistiques que nous indiquons plus loin.

Les Unions font fonction de caisses centrales à l'égard des coopératives membres, auxquelles elles accordent des prêts. Le total des prêts consentis par les unions coopératives membres de la Fédération Générale aux coopératives s'élevait fin 1934 à 453.5 millions de dinars. Les coopératives sont assujetties à la révision de la

part d'organes de leur Union. Certaines unions sont en relations étroites avec une banque, qui leur fait le service de caisse. Ainsi, l'Union Coopérative de Lioubliana a fondé en 1920, avec le concours d'autres coopératives, la Banque Coopérative Economique dans laquelle l'Union a une influence déterminante, l'Union des Coopératives Paysannes Croates à Zagreb est en relations d'affaires avec la Banque Agricole Croate de Zagreb.

A la fin de 1934 il y avait en Yougoslavie 8526 coopératives dont 6952 soit 81% faisaient partie de la Fédération Générale. Toutes les coopératives du pays avaient 1,061.482 membres dont 876.342 soit 82.5% étaient fédérés auprès la Fédération Générale.

De toutes les coopératives membres de la Fédération Générale les coopératives du crédit sont les plus nombreuses. A la fin de 1934 il y en avait 3104 soit 44.63%.

D'après les données statistiques de la Fédération Générale s'appliquant à 2575 coopératives celles-ci avaient à la fin de 1932 434.444 coopérateurs. Le montant des crédits accordés était de 2.038.5 millions de dinars, les moyens propres s'élevaient à 229.4 millions et le total des dépôts d'épargne à 2.203.8 millions de dinars.

TROISIÈME PARTIE.

La crise et ses effets sur l'organisation de crédit en Yougoslavie.

Le krach de la bourse de New York du mois d'octobre 1929 marque l'ouverture d'une période de dépression économique générale de laquelle le monde commence à peine à sortir.

Le foyer de la crise de 1929 se trouvait aux Etats-Unis, ce qui est naturel si l'on considère que c'étaient eux qui avaient le premier de tous les grands pays industriels vaincu les difficultés nées de la guerre et repris leur activité économique normale.

La crise mit fin à une période d'essor de courte durée aux Etats-Unis. La dépression consécutive se propage et gagne vite l'Europe. L'Europe, à cette époque, était à peine sortie des plus grandes difficultés qui lui étaient léguées par la guerre. En 1928 presque tous les pays d'Europe avaient accompli leur réforme monétaire et on était porté à croire que par l'élimination du facteur d'instabilité et d'insécurité que représentent les fluctuations monétaires, un pas décisif vers la consolidation économique était fait. Ces espoirs, toutefois, ne se sont pas réalisés. D'importants capitaux européens étaient engagés dans la spéculation boursière américaine et la baisse des valeurs infligea des lourdes pertes aux spéculateurs et aux propriétaires de valeurs américaines. Le marché monétaire américain ainsi que le marché des capitaux étaient très affaiblis, d'autant plus que les banques fédérales de réserve avaient inauguré une politique de restriction des crédits. Par conséquent non seulement l'Europe ne pouvait plus compter sur l'afflux de capitaux américains, dont cependant elle

avait besoin, mais encore les capitaux américains placés en Europe furent retirés. Les retraits des capitaux étrangers frappaient particulièrement les pays jouissant d'importants crédits étrangers et y causaient des difficultés bancaires. Il en était ainsi en Allemagne où la Darmstädter und Nationalbank (Danatbank) a dû suspendre ses paiements et en Autriche, où la plus grande banque du pays ayant des relations étendues dans les pays successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, l'Etablissement autrichien de crédit pour le commerce et les métiers, tombe en difficultés.

En même temps la baisse des prix se propage partout, la production et les échanges diminuent considérablement, le chômage prend des proportions énormes.

La Yougoslavie ne fut pas ménagée par la crise. Ici, comme dans les autres pays européens d'ailleurs, la dépression résultant de la crise ne fut qu'une aggravation, sensible il est vrai, de la répression antérieure puisque la crise n'était pas précédée par une période d'essor économique.

La branche principale de sa production étant l'agriculture, la Yougoslavie fut particulièrement éprouvée par la baisse considérable des prix des produits agricoles.

Les nombres-indice des prix de gros des produits agricoles, établis par la Banque Nationale, suivent le mouvement ci-dessous:

1926 = 100		
Année	produits végétaux	produits animaux
1927	112.3	104.3
1928	130.1	108.6
1929	118.6	107.2
1930	89.3	96.3
1931	74.3	72.2
1932	67.5	56.6
1933	57.2	57.1
1934	57.4	55.4

Les prix des produits industriels tombent aussi mais dans une mesure moindre. Puisque le pays vend principalement des produits bruts et achète surtout des produits fabriqués, il doit vendre d'avantage afin d'acheter la même quantité de produits qu'auparavant ou avec la même quantité il ne peut acheter qu'une quantité moindre. Cette situation ressort clairement de la comparaison du mouvement des nombres-indice de 20 principaux produits d'importation et d'exportation:

1926 = 100

Année	produits d'exportation	produits d'importation
1927	107.1	97.3
1928	114.6	96.0
1929	114.3	91.4
1930	93.5	79.8
1931	72.8	69.0
1932	60.9	68.3
1933	58.4	74.3
1934	59.1	70.1

A cause de la baisse sensible des prix des produits agricoles le pouvoir d'achat de la classe paysanne, qui constitue environ 80% de la population, diminua considérablement et d'autant plus que la baisse des produits fabriqués n'était pas égale à la baisse des produits agricoles.

La production industrielle du pays languissait par suite de la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs, notamment des paysans, et par suite des entraves apportées à l'exportation. Il en était de même du commerce et des métiers.

L'organisation de crédit du pays fut particulièrement atteinte par la crise. A la suite des difficultés bancaires et monétaires dans divers pays, une crise de confiance est née qui a provoqué le retrait des capitaux placés dans les pays étrangers. Ce fut le cas notamment après

la suspension des paiements de la Kreditanstalt de Vienne en mai 1931, quand les banques yougoslaves furent privées d'importants crédits étrangers. La crise de confiance gagna aussi la Yougoslavie et des retraits de dépôts d'épargne eurent lieu, notamment des banques jouissant de crédits étrangers. Les banques, toutefois, étaient en mesure de faire face aux demandes de retrait.

Etant donné que les crédits étrangers furent presque intégralement révoqués et remboursés, les banques se trouvaient assez affaiblies. Toutefois, toutes les banques n'ayant pas de relations avec l'étranger, toutes ne furent pas atteintes par ces revocations de crédit.

A ces difficultés d'autres suivaient bientôt.

Le 28 juin 1931, ainsi que nous l'avons vu, la stabilisation légale du dinar fut accompli.

Sous le régime de la nouvelle loi les billets de banques sont convertibles en or ou en devises or. La couverture du total des obligations à vue de la Banque Nationale était fixée à 35% dont 25% en or et 10% en devises or. L'Etat a droit à une avance nouvelle jusqu' à concurrence de 600 millions de dinars. Les billets émis à cet effet doivent être gagés comme les autres.

Le pourcentage légal de couverture s'avérait bientôt comme trop élevé. Le 28 juin 1931, jour de la stabilisation légale, le pourcentage de couverture s'élevait à 41.1%. Si l'on tient compte du fait que la Yougoslavie est un pays agricole dont la balance de commerce et partant la balance des paiements est sujette à des variations sensibles, la marge entre ce pourcentage et le pourcentage légal était trop petite et cela d'autant plus que bientôt après la stabilisation légale les conditions économiques et financières générales ont considérablement empiré.

Le contingent de crédit de la Banque Nationale étant fonction de son stock or et devises, elle est obligée de

restreindre le volume de crédit quand la couverture or et devises diminue et elle peut le dilater quand la couverture s'accroît. Les devises de la couverture servant aussi aux règlements internationaux, la politique de crédit de la Banque est influencée par l'état de la balance des paiements. D'autre part, les billets avancés à l'Etat devant être gagés comme les autres, le contingent de crédit disponible dépend de la mesure dans laquelle l'Etat utilise son crédit à la Banque.

La demande de changes étrangers dépassant l'offre et l'Etat se servant largement du crédit de la Banque, celle-ci décida le 8 août 1931 de suspendre toutes ses opérations de crédit. Non seulement que la Banque n'accordait plus de crédits nouveaux, mais elle exigeait aussi le remboursement d'un certain pourcentage des crédits antérieurement consentis et utilisés.

Les établissements de crédit étaient particulièrement éprouvés par cette mesure. En effet, tandis que les autres emprunteurs de la Banque Nationale utilisaient généralement leur crédit d'une façon intégrale puisque c'est un crédit à un taux très inférieur au taux courant, les établissements bancaires, considérant leur contingent de crédit comme une réserve de liquidité, ne s'en servaient que dans une faible mesure afin de pouvoir y avoir recours en cas de besoin. Voyant leur crédit coupé, les banques étaient obligées, à leur tour, de suspendre toutes ouvertures de crédit et effectuaient les remboursements exigés par la Banque Nationale.

Le 21 septembre 1931 la livre sterling quitte la parité or et commence à tomber. Cet événement déclancha une périlleuse crise de confiance et un run des déposants sur les banques. Les banques, déjà affaiblies par les retraits des crédits étrangers et par la restriction des crédits de la Banque Nationale, eurent à faire face à des demandes énormes de remboursement de dépôts.

Puisque les déposants retiraient aussi leurs dépôts des établissements publics, la Banque Hypothécaire

d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale exigeaient le remboursement des crédits qu'elles avaient accordés aux établissements bancaires.

Ainsi presque simultanément les créanciers étrangers, la Banque Nationale, les établissements publics et les déposants et créanciers en compte courant demandaient le remboursement de leurs avoirs. Les banques se trouvaient donc dans une situation extrêmement difficile.

Pour faire face à ces demandes les disponibilités étaient insuffisantes. Les banques étaient obligées de demander le remboursement de leurs crédits mais elles rencontraient ici beaucoup de difficultés, car leurs débiteurs commerçants, industriels, artisans, agriculteurs, ne pouvant pas réaliser leurs marchandises, n'étaient pas en mesure de satisfaire à leurs demandes. Les rentrées de ce chef n'étaient donc pas suffisantes et, surtout, elles étaient lentes, tandis que les banques avaient immédiatement besoin de fonds pour répondre aux demandes brusques de leurs créanciers.

Il était également difficile de se procurer des moyens par la vente de valeurs mobilières. Les valeurs mobilières avaient sensiblement baissé et les banques auraient éprouvé des pertes considérables si elles les avaient réalisées. Mais de plus, il était impossible d'obtenir des avances sur nantissement de ces titres puisqu'il n'y avait pas de prêteurs. A défaut d'acheteurs il était impossible de vendre des immeubles et ceux qui pouvaient être vendus ne l'étaient qu'à un prix très désavantageux.

Les banques ne pouvaient non plus se procurer des crédits à l'étranger puisqu'à cette époque la tension de crédit était générale dans les pays créditeurs. Finalement elles ne pouvaient pas avoir recours à la Banque Nationale puisque celle-ci, étant obligée d'observer la disposition légale sur le pourcentage de couverture, poursuivait une politique de restriction des crédits.

La panique des déposants était la plus violente à la fin du mois de septembre et au mois d'octobre 1931.

D'après les données de l'Association des Banques de Belgrade les remboursements de dépôts d'épargne et de dépôts en compte courant pendant les mois de septembre et d'octobre s'élevaient à 1500 millions de dinars soit à environ 12% du total des dépôts. Ce chiffre ne se rapporte qu' aux établissements de crédit sous forme de sociétés anonymes, les retraits des établissements publics, coopératives de crédit et autres établissements ne revêtant pas la forme de sociétés anonymes n'y sont donc pas compris.

Si la Banque Nationale avait pu immédiatement venir à leur aide, les banques en répondant aux demandes de leurs créanciers auraient certainement pu enrayer en bref délai la panique des déposants et les conséquences graves de la crise de confiance prolongée auraient été évitées.

Dans l'impossibilité de se procurer des moyens et n'étant pas en mesure de faire face intégralement aux exigences de leurs créanciers, les banques limitaient unilatéralement les remboursements à effectuer sur les dépôts. Les chiffres des remboursements furent établis par convention régionale entre les banques groupées dans une même association. Ces limitations unilatérales équivalaient à un moratoire partiel de fait puisqu' elles n'étaient basées sur aucune loi.

La Banque Nationale ayant dans l'entre-temps contracté des revolving-crédits à l'étranger se trouvait bientôt en mesure de consentir des nouveaux crédits. La somme des crédits consentis depuis le 8 août jusqu'à la fin de 1931 était de 696,744.217 dinars. Le total des crédits de la Banque Nationale s'élevait au 31 décembre 1931 à 2,252,869.000 dinars dont 1,008,719.000 au profit des établissements de crédit.

Ces crédits auraient, peut-être, suffi à enrayer la panique s'ils avaient été consentis au moment où elle éclatait. Ne venant pas en temps utile, ils ne suffisaient pas à atteindre ce but.

Vers le commencement de l'année 1932 l'état d'esprit des déposants s'était amélioré, d'une façon générale. Mais au mois de mars, quand le projet de loi sur la protection des agriculteurs, prévoyant un moratoire de leurs dettes, fut connu, l'inquiétude des déposants reprend.

Cette loi, qui est entrée en vigueur le 19 avril 1932, en vue de prévenir les ventes en masse sur enchères de propriétés paysannes pour l'acquittement de leurs dettes, accorde aux agriculteurs un moratoire d'une façon indirecte. En vertu de cette loi les procédures d'exécution contre les agriculteurs sont suspendues pendant un délai de six mois. Le taux d'intérêt sur les dettes paysannes est fixé à 6%. La loi ne s'applique pas aux dettes prenant naissance après son entrée en vigueur ni aux créances de la Banque Nationale, de la Banque Hypothécaire d'Etat et de la Banque Agricole Privilegiée, aux créances de l'Etat et à certaines créances d'un caractère spécial.

Le but de cette loi était d'empêcher la ruine complète des agriculteurs dont la situation par suite de la baisse énorme des prix de leurs produits était devenue très grave. La loi fut beaucoup critiquée. En accordant, d'une façon indirecte, un moratoire général à tous les agriculteurs sans exception dont la propriété ne dépassait pas un maximum déterminé, elle dispensait de l'acquittement de leurs dettes non seulement ceux qui vraiment n'étaient pas en état de payer, mais aussi les autres, auxquels la protection n'était pas nécessaire. En fait, depuis cette loi les agriculteurs ont cessé à payer leurs dettes. Ainsi que nous le verrons par la suite, la législation sur les dettes paysannes fut l'objet de maintes modifications et retouches ce qui eut pour conséquence de créer un état d'incertitude permanente et de priver les agriculteurs de tout crédit.

Cette loi ayant pour conséquence d'immobiliser les créances contre les agriculteurs, les établissements de

crédit voyaient leur situation, déjà difficile, empirer davantage, notamment les établissements provinciaux, dont une partie importante des moyens est placée en crédits aux agriculteurs. Aussi la loi dut-elle prévoir une mesure de protection pour les banques en difficultés. Le § 5 de la dite loi dispose que les établissements de crédit qui tomberaient en difficultés pendant la durée du moratoire pour les dettes paysannes, soit par suite de la crise générale de crédit soit à cause de retraits anormaux de dépôts, peuvent obtenir une protection. Sur la demande d'un tel établissement un décret ayant force de loi prescrit dans chaque cas spécial les délais dans lesquels les dépôts et autres dettes de l'établissement doivent être payés ainsi que les mesures de réorganisation et autres qui seraient nécessaires au fonctionnement normal de l'établissement et à la sécurité des déposants et autres créanciers de l'établissement. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut soumettre le fonctionnement de l'établissement sous la surveillance permanente d'un commissaire. Cette protection ne peut être accordée qu'aux établissements dont l'actif est supérieur au passif.

La protection des établissements, d'après cette loi, est donc individuelle. Elle n'est accordée qu'aux établissements qui en font la demande et seulement s'ils remplissent les conditions prévues. Les délais de remboursement et les mesures de réorganisation sont établis tenant compte de la situation spéciale de chaque établissement.

Le premier décret intervenant en vertu de cette loi était celui relatif à la Première Caisse d'Épargne Croate qui est entré en vigueur le 23 avril 1932. Cet établissement est la plus grande banque de dépôt du pays. Le nombre de ses déposants est très élevé et le total de ses dépôts d'épargne s'élevait au 30 juin 1931 à 2174.5 millions de dinars.

Ce décret, sur lequel furent calqués les décrets qui suivaient, dispose qu' à partir de la date de son entrée en vigueur l'établissement doit comptabiliser et gérer séparément les créances et dettes anciennes, nées avant et les créances et dettes nouvelles prenant naissance après cette date. Les dépôts nouveaux ne peuvent être placés qu'en valeurs facilement réalisables, en opérations d'escompte de lettres de change à courte échéance remplissant les conditions voulues pour être acceptées en réescompte par la Banque Nationale, en avances sur titres de l'Etat. Les dépôts à vue doivent être placés intégralement en bons de caisse ou en compte de virement de la Banque Nationale ou être déposés à la Banque Hypothécaire d'Etat ou à la Caisse d'Épargne Postale. De la même façon doivent être placés 25% des dépôts réalisables après un délai de préavis.

Les dépôts d'épargne et en compte courant nouveaux, versés après l'entrée en vigueur du décret, doivent être remboursés dans les délais convenus.

Les entrées sur les créances nouvelles sont, en principe, réservées aux remboursements des dettes nouvelles de l'établissement. Les disponibilités provenant d'encaissements sur les créances anciennes ou d'aliénation de valeurs ou de biens de l'établissement doivent servir, en principe à l'acquittement des dettes anciennes. Le taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne et en comptes courants anciens est fixé à 4.5% à moins qu'un taux inférieur n'ait été convenu.

Les ordres couverts des clients doivent être exécutés. De même doivent être payés à l'échéance les impôts et autres prestations publiques, les lettres de gage et obligations communales tirées, émises par l'établissement, les coupons échus de ces titres. A ces fins ainsi que pour le règlement des frais généraux, de frais judiciaires, des intérêts sur réescompte et sur les avances contractées auprès d'autres établissements, les fonds pro-

venant de créances anciennes peuvent être utilisés aussi bien que ceux provenant de créances nouvelles.

La direction de l'établissement est tenue d'établir après un délai de trois mois, et à l'avenir tous les trois mois, un décompte relatif à tous les moyens disponibles et de fixer, après entente avec le commissaire du gouvernement, la quotité à payer sur les créances anciennes dans le trimestre suivant.

Afin d'empêcher le commerce des livrets d'épargne le décret interdit, en principe, la compensation à l'aide d'un livret d'épargne ancien que le débiteur, désireux de se prévaloir de la compensation, aurait acquis après l'entrée en vigueur du décret. De telles compensations ne peuvent être faites qu'à titre exceptionnel si l'intérêt de l'établissement l'exige et avec l'approbation du commissaire du gouvernement.

La direction est tenue de procéder immédiatement à l'élaboration d'un plan de réorganisation tendant au renforcement des moyens propres de l'établissement, à l'accroissement de sa liquidité et à la réduction des frais généraux afin de permettre à l'établissement de passer aussi tôt que possible au fonctionnement normal. Ce plan doit être soumis à l'approbation du Ministre du Commerce.

Un grand nombre d'établissements de crédit était obligé de se servir de la protection prévue par la dite loi. Le nombre des établissements protégés était de 42 à la fin de l'année 1932.

Par la loi du 19 avril 1932 le problème des dettes paysannes n'avait reçu qu'une solution provisoire. A l'expiration du délai de six mois prévu par la loi aucune solution définitive n'est intervenue mais la loi fut simplement prorogée pour un nouveau délai de deux mois.

Pendant ce temps la Banque Agricole Privilégiée avait organisé une enquête sur les dettes paysannes dont les résultats devaient servir de base à la solution définitive de ce problème. D'après les résultats de cette

enquête le total des dettes paysannes auprès les établissements de crédit privés s'élevait à 2.231 millions de dinars.

Une solution définitive, toutefois, ne fut pas donnée à ce problème. Par la loi du 19 décembre 1932 la validité de la loi sur la protection des agriculteurs fut encore une fois prolongée avec quelques retouches. Cette fois la loi fut prorogée pour un temps indéterminé c'est à dire jusqu'à ce qu'une nouvelle loi sur la protection des agriculteurs ne sera promulguée.

La nouvelle loi se distingue de l'ancienne en ce qu'elle étend quelque peu la liste des créances auxquelles la protection ne s'applique pas. Dans son article 6 la loi contient l'autorisation pour le gouvernement de prendre des décrets ayant force de loi dans le but d'améliorer les conditions économiques du pays. La durée de validité de ces décrets-loi est limitée à une année et ils doivent être ratifiés par le parlement.

En vertu de cette autorisation intervint le décret du 26 décembre 1932 sur la régularisation du remboursement des dépôts de certains établissements de crédit. D'après ce décret les établissements de crédit dont l'actif est supérieur au passif mais qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser les dépôts d'épargne et en compte courant ainsi que les intérêts échus sur ces dépôts dans les délais convenus, peuvent effectuer le remboursement partiel de ces dépôts et intérêts.

Les établissements de crédit désireux de se servir de cette facilité doivent notifier leur intention au Ministère du Commerce et de l'Industrie et lui transmettre leur bilan et l'échelle d'après laquelle ils entendent à l'avenir effectuer les remboursements. Les montants prévus dans l'échelle représentent les minima que l'établissement est tenu de payer. Si sa capacité de paiement le permet, il peut faire des remboursements supérieurs. L'établissement peut effectuer les rembourse-

ments conformément à l'échelle à partir de la notification au Ministère.

Le Ministre du Commerce, après avoir reçu la notification, procède à l'examen de la situation de l'établissement. Il peut nommer un commissaire qui surveillera le fonctionnement de l'établissement. L'examen fait, un comité de ministres statue définitivement sur la demande de l'établissement. Le Ministre du Commerce peut apporter des modifications à l'échelle si elle est de nature à léser les intérêts des déposants ou ne correspond pas à la capacité de paiement de l'établissement.

Aux dépôts nouveaux, versés depuis l'entrée en vigueur de la protection, le décret n'est pas applicable.

Un débiteur de l'établissement peut compenser sa dette avec sa créance résultant d'un dépôt d'épargne ou en compte courant seulement si la dette et la créance sont nées avant que l'établissement eut obtenu la protection.

Ce décret est entré en vigueur le 27 décembre 1932, jusqu'à la fin de la même année 10 établissements s'étaient servis de la protection qu'il prévoyait.

Les établissements de crédit qui n'étaient pas en mesure de répondre à leurs obligations avaient donc le choix entre la protection de la loi du 19 avril 1932 et celle du décret du 26 décembre 1932. L'une et l'autre était individuelle puisqu'elle ne s'appliquait qu'à l'établissement auquel elle était accordée. Mais tandis que la protection de la loi du 19 avril était générale et s'étendait, en principe, à toutes les dettes de l'établissement, celle du décret du 26 décembre n'embrassait que les dépôts d'épargne et en compte courant. Les établissements se servant du bénéfice du décret du 26 décembre étaient plus libres dans leur gestion que les autres, auxquels les décrets individuels posaient certaines règles relatives à leur gestion.

Peu à peu un grand nombre de banques, dont les plus importantes, se sont servies de la protection. Beau-

coup d'épargnants, dont les dépôts se trouvaient ainsi bloqués, ayant besoin d'argent ou craignant un empirement de la situation cherchaient à vendre leurs livrets. Les débiteurs des établissements, d'autre part, cherchaient d'en acquérir afin de pouvoir se libérer à meilleur compte. Ainsi un commerce de livrets d'épargne se développait. Les prix des livrets varient suivant les établissements et l'époque mais ils étaient toujours très inférieurs à leur montant nominal.

La protection s'appliquant à tous les dépôts versés jusqu' à la date de son entrée en vigueur, les épargnants ne pouvaient jamais savoir si un établissement non protégé ne se servirait pas ultérieurement de la protection et bloquerait ainsi tous les dépôts. Ils hésitaient, par conséquent, de confier leurs économies aux établissements de crédit.

Dans la seconde moitié de l'année 1932 les établissements de crédit avaient à faire face à de nouvelles difficultés. D'une part la baisse du dinar sur les bourses étrangères a provoqué une nouvelle onde d'inquiétude des épargnants. D'autre part, dans le dernier quart de l'année la Banque Nationale, dont le stock de devises diminuait, se vit obligée de cesser presque complètement les ouvertures de crédits nouveaux et exigeait même le remboursement partiel des crédits accordés.

En vertu de l'autorisation de l'article 6 de la loi du 19 décembre 1932 une nouvelle mesure fut bientôt prise qui avait pour résultat d'accentuer encore les difficultés dans lesquelles se débattaient déjà les établissements de crédit. C'était le décret du 4 janvier 1933 sur la procédure de médiation. Chaque débiteur qui n'était pas en mesure de répondre à ses obligations pouvait demander au tribunal de première instance l'ouverture de la procédure de médiation. Pendant la durée de cette procédure, dont le délai fut successivement prolongé jusqu' à neuf mois, toutes les procédures d'exécution étaient suspendues et la faillite ne pouvait pas

être ouverte. La procédure ne s'appliquait pas aux personnes protégées par la législation sur la protection des agriculteurs. Cette procédure équivalait à un moratoire général pour tous les débiteurs qui en faisaient la demande, aussi reçut-elle de très nombreuses applications.

Le décret sur la procédure de médiation est resté en vigueur jusqu'au 5 janvier 1934.

Ainsi les agriculteurs étaient protégés et ne payaient pas leurs dettes, les établissements de crédit qui se servaient de la protection, et ils furent de plus en plus nombreux, ne remboursaient pas les dépôts et tout débiteur pouvait obtenir un moratoire de neuf mois. La stagnation des affaires, par conséquent, fut générale. On ne pouvait plus obtenir des crédits puisque le prêteur craignait le risque de voir son débiteur se servir de la procédure de médiation. Les banques éprouvaient des grandes difficultés à faire entrer leurs créances puisqu'un grand nombre de leurs débiteurs était protégé.

Cette situation difficile incitait le gouvernement à nommer un comité consultatif d'experts, chargé d'étudier le problème et de proposer des mesures tendant à l'assainissement de l'organisation de crédit. Le comité elabora un rapport détaillé contenant une série de propositions. Il préconisa d'imposer aux banques, désireuses de se servir de la protection, l'obligation d'établir un bilan réel, tenant compte des pertes résultant de la baisse des prix et de l'irrecouvrabilité des créances et dans lequel les amortissements nécessaires seront faites. Seules les banques se soumettant à cette obligation pourraient obtenir la prolongation de la protection. Un plan de remboursement des dettes de l'établissement serait établi pour chaque cas spécial. Les établissements de crédit seraient autorisés de procéder à une transformation forcée d'une partie de leurs dépôts en actions.

Afin de mobiliser les créances des établissements de crédit le comité proposait une révision de la législation sur les dettes paysannes qui devrait individualiser et assouplir la protection, l'abrogation ou la révision de la procédure de médiation, la reprise par la Banque Hypothécaire d'Etat des créances des établissements de crédit envers les corporations et personnes de droit public, l'escompte d'une partie du portefeuille d'effets paysans des banques par la Banque Agricole Privilégiée qui recevrait à cet effet un crédit spécial de la Banque Nationale, l'ouverture de crédits nouveaux aux établissements de crédit par la Banque Nationale.

Les suggestions du comité d'experts constituaient le point de départ de travaux dont l'aboutissement était une série de décrets-loi tendant à l'assainissement des conditions économiques et de l'organisation de crédit.

Le 23 novembre 1933 intervint un décret-loi sur la protection des agriculteurs. D'après ce nouveau décret-loi les dettes des agriculteurs, contractées avant le 20 avril 1932, sont payables en 12 annuités croissant progressivement dont les montants sont fixés par la loi au moyen d'un pourcentage du montant de la dette. Les annuités comprennent un intérêt de 6.02% pour les créances des établissements de crédit et de 3.54% pour les créances des autres créanciers. Le premier terme est payable le 15 novembre 1934. Les débiteurs ont le droit de payer leurs dettes avant les termes prévus dans le décret avec une défalcation de 2% par année de paiement anticipé. Les dettes stipulées remboursables dans des délais plus longs ou à des conditions plus avantageuses sont payables dans les délais et d'après les conditions convenus. Les dettes des agriculteurs ne dépassant pas 1200 dinars sont payables dans un délai de trois, ou dans des cas spéciaux, dans un délai de cinq ans.

Aux titulaires de créances envers les agriculteurs un droit préférentiel de réescompte ou d'avance sur nan-

tissement auprès les établissements publics et privilégiés est reconnu jusqu' à concurrence de 50%₁ du montant des créances. Le conseil des ministres est chargé de faire le nécessaire afin de réserver des moyens à cette fin auprès les établissements indiqués.

Ce décret devait représenter une solution définitive de la question des dettes paysannes mais, comme nous verrons par la suite, il n'en fut rien, et ce problème fut encore l'objet de plusieurs réglementations.

Le décret eut pour effet de convertir les dettes à court terme en dettes à long et à moyen terme. Le gros des dettes est remboursable dans 12 années donc dans un délai assez long. La protection est restée générale s'appliquant à tout agriculteur dont la propriété n'excède pas un certain maximum (75 hectares ou 200 hectares pour une communauté familiale) sans considération du degré de son endettement et de sa capacité de paiement.

La disposition d'après laquelle les agriculteurs peuvent s'acquitter de leurs dettes d'une façon anticipée déduction faite de 2%₀ par année d'anticipation est de nature de léser les créanciers, et notamment les établissements de crédit, puisque la déduction s'élève à 24%₀, donc presque au quart de la créance, au cas où le débiteur paierait immédiatement. Il en est de même de la fixation à 6.02%₀ du taux d'intérêt à payer aux établissements de crédit puisque ceux-ci payaient sur leurs crédits à la Banque Nationale 7.5%₀ (crédits d'escompte) et 9% (avances sur titres) auprès la Banque Hypothécaire d'Etat 9 à 10%₀, auprès les grands établissements de crédit privés 12 à 14%₀ et sur les dépôts 8 à 10%₀.¹⁾

La disposition d'après laquelle les établissements publics et privilégiés accorderaient de préférence des avances sur les créances paysannes des établissements

¹⁾ D'après le Rapport de l'Association des Banques à Belgrade pour l'année 1933 p. 60.

de crédit ne pouvait recevoir qu'une application très limitée puisque ces établissements n'avaient que des disponibilités fort restreintes. Les établissements de crédit notamment ceux en province, voyaient ainsi par l'effet de ce décret une partie importante de leur actif s'immobiliser, car non seulement les agriculteurs ne payaient pas leurs dettes, mais une partie de leurs débiteurs, créanciers d'agriculteurs, cessait aussi de répondre à leurs engagements.

La protection des établissements de crédit fut aussi l'objet d'une réglementation nouvelle par un décret spécial du 22 novembre 1933. Tout établissement de crédit, caisse d'épargne ou coopérative de crédit, désirant dorénavant de se servir de la protection, devait dans un délai de trois mois adresser une demande au Ministre du Commerce. L'Établissement peut demander soit la prorogation des paiements, soit l'assainissement, soit la liquidation hors la faillite. Nous n'analyserons pas en détail ce décret puisqu'il n'a reçu aucune application pratique. En effet, aucune demande des établissements ne fut vidée pendant toute la durée de validité de ce décret. Les établissements qui jouissaient déjà d'une protection continuaient à être régis par les règles antérieures tandis que ceux qui n'avaient demandé la protection que depuis l'entrée en vigueur du nouveau décret, se trouvaient dans une situation juridique peu définie. Ces établissements ne pouvaient pas être mis en faillite ni être l'objet de mesures d'exécution, mais rien n'était prévu quant à la façon de laquelle ils devaient rembourser les dépôts.

Ce décret fut abrogé et remplacé par le décret-loi du 23 novembre 1934 sur lequel nous reviendrons.

Dans l'entre-temps la législation sur les dettes payannes fut soumise à de nouvelles retouches. Un nouveau décret du 3 août 1934 vient régler la matière en abrogeant l'ancien. Ce décret fixait le taux d'intérêt pour les dettes envers les établissements de crédit à

6% et pour les dettes envers les autres créanciers à 3.5%. Les dettes restaient remboursables, en principe, en 12 annuités d'après un plan contenu dans le décret. L'échéance de la première annuité fut reculée d'une année du 15 novembre 1934 au 15 novembre 1935. Ce décret fut modifié par celui du 2 février 1935 qui abaissait le taux d'intérêt à 4.5% pour les créances des établissements de crédit et à 1% pour les autres créances.

Tous ces décrets furent remplacés par le décret-loi du 30 septembre 1935 qui, avec quelques modifications, est encore en vigueur. Les dettes paysannes, d'après ce décret, restent remboursables en 12 annuités mais l'échéance de la première annuité est reculée encore d'une année du 15 novembre 1935 au 15 novembre 1936. L'agriculteur dont les dettes dépassent 50% de la valeur de son patrimoine peut demander au tribunal leur réduction jusqu'à 50% de cette valeur. Pour la partie des dettes entre 50 et 80% de la dite valeur une loi spéciale devra fixer un dédommagement équitable que l'Etat paiera aux créanciers.

L'agriculteur dont le total des dettes est supérieur à 20% de la valeur de son patrimoine et dont les revenus ne permettent pas l'acquittement de ses dettes d'après les annuités fixées dans le décret, peut demander au tribunal la prolongation du délai de remboursement et la réduction du taux d'intérêt prévus par le décret. Le tribunal pourra prolonger le délai de remboursement jusqu'à 25 années et réduire le taux d'intérêt jusqu'à 2%. Ce bénéfice peut être cumulé avec celui de la réduction des dettes.

Le tribunal peut, d'autre part, sur la demande d'un créancier, imposer au débiteur dont les revenus le permettent, de rembourser sa dette dans un délai inférieur à celui fixé dans le décret mais ce délai ne peut jamais être inférieur à 6 ans.

Le décret n'est pas applicable aux créances des coopératives et de leurs fédérations, auxquelles des pre-

scriptions spéciales s'appliquent, ni aux créances de la Banque Nationale, de la Banque Hypothécaire d'Etat et de la Banque Agricole Privilégiée.

Ce décret va plus loin que les précédents puisqu'il ne contient pas seulement une conversion des dettes paysannes, mais prévoit aussi une remise partielle des dettes dans certains cas.

La législation sur les dettes paysannes a donc été l'objet d'incessantes modifications et retouches dont nous n'avons citées que les principales. Les décrets successifs ont plusieurs fois ajourné l'échéance de la première annuité et du paiement des intérêts et ont restitué à plusieurs reprises la protection aux agriculteurs qui, en vertu du décret, l'avaient perdue par suite de leur négligence. Puisque les agriculteurs jouissent de la protection depuis le 20 avril 1932 et que l'échéance de la première annuité a été ajournée au 15 novembre 1936, le délai de remboursement des dettes paysannes est, en fait, non pas de 12, mais de plus de 16 années.

Les modifications continuelles apportées à la législation sur les dettes paysannes ont créé un état d'incertitude très nuisible à l'économie du pays et en particulier aux établissements de crédit et aux paysans eux-mêmes qui se trouvaient privés de crédit.

De la série de décrets pris dans le but d'assainir les conditions économiques il faut citer celui sur la limitation du taux d'intérêt, publié le 4 décembre 1933. Le taux d'intérêt des crédits accordés par les établissements de crédit fut limité par ce décret à 5% au-dessus du taux d'escompte de la Banque Nationale et le taux sur les dépôts à 1% au-dessous de ce taux. Le taux d'escompte de la Banque Nationale étant à cette époque de 7.5% le taux maximum sur les crédits se trouvait, par conséquent, fixé à 12.5% et sur les dépôts à 6.5%.

Ce décret, destiné à diminuer les charges qui pesaient sur l'économie, eut le tort de s'attaquer à l'effet au lieu

de rechercher et de remédier aux causes. En effet, le taux d'intérêt n'est que le résultat du jeu de l'offre et de la demande et si l'on veut arriver à sa réduction il faut agir sur les causes qui déterminent celles-ci. La science économique et l'histoire enseignent qu'une limitation du taux d'intérêt, loyer du capital, comme celle des autres prix, n'atteint jamais son but.

La fixation du taux d'intérêt par rapport au taux de la Banque Nationale fut critiquée car, ainsi que nous l'avons vu, le taux d'escompte de la Banque, à la différence de ce qui se passe dans les pays de l'Europe occidentale, n'exerce qu'une influence minime sur le taux du marché privé. De plus, le taux d'escompte de la Banque Nationale est souvent manipulé pour des raisons relevant de la politique monétaire, complètement étrangères à la situation du marché de crédit.

Ce décret fut remplacé par celui du 3 août 1934 qui fixait le maximum du taux d'intérêt sur les crédits des établissements bancaires à 4.5%_i au-dessus du taux d'escompte de la Banque Nationale et le taux sur les dépôts à 1%_i au-dessous. La marge entre le taux d'escompte de la Banque Nationale et celui sur les crédits des banques fut donc encore réduite. Le taux sur les crédits des particuliers fut limité, par le même décret, à 8%_i.

Le taux d'intérêt maximum fut encore modifié par le décret du 28 janvier 1935 et fixé à 10% pour les prêts des établissements de crédit, celui des prêts des particuliers restant fixé à 8%_i. Le taux sur les dépôts fut limité à 4% pour les dépôts à vue et à 5% pour les dépôts disponibles après préavis. Le taux du marché fut donc rendu indépendant du taux d'escompte de la Banque Nationale.

Le délai de validité du décret-loi du 22 novembre 1933 sur la protection des établissements de crédit ayant été d'une année, il fut remplacé à son expiration par le décret-loi du 23 novembre 1934. Par ce dernier diver-

ses suggestions d'un comité consultatif, institué par décret du 29 mars 1934, furent mises à profit.

Tout établissement de crédit se trouvant dans l'impossibilité de répondre à ses engagements peut dans un délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur du décret demander soit la prorogation des paiements, soit l'assainissement, soit la liquidation hors faillite.

La prorogation des paiements peut être consentie pour un délai maximum de six années. Elle s'applique à toutes les créances nées avant la soumission de la demande de protection ou, si l'établissement jouit déjà de la protection, à toutes les créances nées avant la première autorisation de protection. La protection n'est pas applicable aux créances de la Banque Nationale, de la Caisse d'Epargne Postale, de la Banque Hypothécaire d'Etat, de la Banque Agricole Privilégiée ainsi qu'aux créances garanties par un gage et aux prestations publiques.

Les fonds provenant de dépôts nouveaux doivent être placés en bons de caisse de la Banque Nationale, en bons du trésor à court terme, en titres d'Etat ou garantis par l'Etat, en lettres de change ou warrants à trois mois, en avances sur or, argent, monnaies étrangères, titres d'Etat ou garantis par l'Etat ou en opérations sur changes étrangers. Du total de ces fonds 10% doivent être gardés en caisse ou sur compte de virement de la Banque Nationale ou en dépôts à vue auprès la Caisse d'Epargne Postale ou la Banque Hypothécaire d'Etat. Le placement de ces fonds doit être comptabilisé séparément et les entrées sur ces placements doivent servir de préférence à l'acquittement des créances nouvelles.

L'établissement auquel la prorogation des paiements a été accordé doit à l'expiration de chaque période de six mois dresser un tableau des recouvrements faits sur ses créances et de leur utilisation au remboursement

des dettes anciennes après déduction des frais généraux et des impôts.

Le taux d'intérêt sur les dépôts anciens ne peut être inférieur à 2% ni supérieur à 4%.

Un débiteur de l'établissement peut compenser intégralement sa dette avec sa créance ancienne, mais si la créance a été acquise après l'entrée en vigueur de la protection, la compensation ne peut se faire que jusqu' à concurrence de 50%.

A l'établissement auquel la protection a été accordée le Ministre du Commerce peut nommer un commissaire qui surveillera son fonctionnement.

L'établissement demandant la prorogation des paiements ou l'assainissement doit, au préalable, amortir ses pertes à l'aide de ses réserves et, en cas d'insuffisance de celles-ci, à l'aide de son capital social. Sur sa demande l'établissement peut obtenir l'autorisation à la valorisation de ses immeubles à leur valeur au jour de la valorisation, des facilités pour la fusion avec une autre société et des facilités fiscales à l'exécution de ces mesures.

L'assainissement peut être accordé à l'établissement dont l'intégralité des réserves et la moitié du capital social ne suffisent pas encore à l'amortissement des pertes. Dans ce cas l'établissement peut obtenir l'autorisation de transformer en actions ou en actions privilégiées ou en fonds de réserve spécial une partie de ses dettes anciennes jusqu' à concurrence de 40% de leur montant au maximum.

Sont exceptées de cette transformation les créances de la Banque Nationale, de la Caisse d'Epargne Postale, de la Banque Hypothécaire d'Etat, de personnes de droit public et de leurs établissements de crédit, les créances inférieures à 10.000 dinars et certains autres.

La transformation ne peut avoir lieu qu' après consentement de la majorité des créanciers dont les créances sont soumises à cette transformation.

La prorogation des paiements et l'assainissement peuvent être accordés cumulativement.

A la liquidation hors faillite s'applique, en principe, les dispositions du code de commerce sur la liquidation des sociétés, auxquelles le décret ajoute certaines règles supplémentaires. A l'établissement en liquidation un commissaire peut être nommé dont la fonction est de surveiller la liquidation. Les créanciers de l'établissement élisent un comité ayant un rôle de consultation et de contrôle.

Le décret contient aussi certaines règles spéciales relatives aux caisses d'épargne des personnes de droit public.

Ajoutons qu'un décret-loi spécial du 23 novembre 1934, dans le but de diminuer les frais généraux des établissements protégés, réduit leurs charges contractuelles à titre d'appointements et de pensions de retraite de leurs employés et interdit de payer des tantièmes aux membres des conseils d'administration et de surveillance aussi longtemps que l'établissement jouit de la protection.

Le nombre des établissements protégés a augmenté rapidement. A la fin de l'année 1934 il s'élevait (coopératives de crédit non comprises) à 189 et vers la fin de 1935 sur 617 établissements existants dans le pays 220 avaient obtenu la protection et 36 autres, dont les demandes n'avaient pas encore reçu de solution, jouissaient d'une protection provisoire.

Sur les 220 établissements protégés 186 avaient obtenu la prorogation des paiements, 4 la prorogation et l'assainissement, 6 la prorogation des paiements avec fusion et 24 la liquidation hors faillite.²⁾

²⁾ D'après le Rapport de l'Association des banques de Zagreb pour l'année 1934/35 p. 37.

Parmi les établissements protégés se trouvent les plus grandes banques et caisses d'épargne du pays. Le total des créances bloquées dans les établissements protégés s'élevait à la même époque à 4,449,896.000 dinars soit à 48.5% du total des dépôts de l'ensemble des banques du pays.

Afin de voir plus clairement la manière de laquelle l'assainissement a été accompli prenons l'exemple de la Banque Union Yougoslave à laquelle l'assainissement et la prorogation des paiements a été accordé. Son capital social s'élevait avant l'assainissement à 185 millions de dinars. Dans le bilan de l'année 1934 elle a utilisé l'ensemble de ses fonds de réserve et 90% du capital social à l'amortissement de ses pertes. Il restait donc 10% soit 18.5 millions de l'ancien capital. Se servant de l'autorisation du décret sur la protection des établissements de crédit la banque, ayant reçu le consentement de la majorité de ses déposants, a transformé 40% des dépôts savoir 17.24% soit 41.5 millions en actions privilégiées et 22.76% soit 54.79 millions en fonds de réserve spécial. Le capital actions ordinaires et actions privilégiées réunies s'élève donc à 60 millions de dinars.

Si nous comparons les bilans des banques de l'année 1934 à ceux des années précédentes nous trouvons plusieurs réductions importantes de capital et de fonds de réserve. Ainsi le capital de la Banque Yougoslave à laquelle l'assainissement a été consenti, est passé de 100 millions à 50 millions de dinars, celui de la Société Générale de Banque Yougoslave de 100 millions à 60 millions.

Ce dernier établissement, qui n'a jamais cessé de répondre intégralement à ses obligations et ne s'est servi d'aucune protection, a amorti dans son bilan de 1934 les pertes subies et, en plus, il a réduit son capital de 100 à 60 millions en constituant de la différence de 40 millions, à toute éventualité, une réserve

spéciale destinée à l'amortissement des pertes qui pourraient apparaître à l'avenir lors de la liquidation de certains engagements.

D'après la statistique de l'association des établissements de crédit à Zagreb le total du capital effectivement versé de toutes les banques du pays s'élevait, d'après les bilans de fin d'année 1930, à 2.210 millions et le total des réserves à 844 millions. Fin 1934 ces chiffres étaient de 1799.9 millions et 919.7 millions respectivement mais il est à noter que les établissements assainis avaient transformé une partie de leurs dépôts en capital et en réserve, sans cela la diminution serait encore plus importante.

Tous les autres postes des bilans témoignent aussi de l'intensité de la crise que les banques ont subie.

L'importance des retraits de fonds des banques ressort des chiffres suivants:³⁾

année	en milliers de dinars	
	dépôts d'épargne	comptes courants créditeurs
1930	9,959.890	4,928.562
1931	8,876.363	3,640.765
1932	7,456.653	3,753.768
1933	7,079.027	2,780.393
1934	6,397.509	2,811.107

Le total des dépôts et créditeurs de l'ensemble des établissements de crédit du pays tombait donc de 14,888.453 dinars fin 1930 à 9,206.696 dinars fin 1934 soit de 5,681.757. Si l'on ajoute encore à ce chiffre les intérêts sur ces dépôts que les établissements ont payés, on s' imagine facilement les difficultés que les banques avaient éprouvées.

Une grande partie des fonds retirés des établissements de crédit fut thésaurisée et ce n'est que len-

³⁾ D'après le Rapport de l'Association des établissements de crédit à Zagreb pour l'année 1934/35 p. 36.

tement et peu à peu que des dépôts nouveaux furent confiés aux banques. Une partie seulement des fonds retirés fut déposée dans les établissements publics dont les dépôts augmentaient de la façon suivante:

année	Banque Hypothécaire d'Etat	Caisse d'Epargne Postale
1930	528.911	209.613
1931	615.790	334.141
1932	724.898	442.674
1933	870.617	564.103
1934	1,031.352	718.492
1935	1,169.484	850.741

L'accroissement des dépôts dans les établissements publics, tout en étant important pendant cette période, est donc loin de compenser les diminutions auprès les établissements privés. L'accroissement des dépôts des établissements publics est dû à la confiance qu'inspirent ces établissements dont toutes les obligations sont garanties par l'Etat et à leur taux d'intérêt sur les dépôts qui égalait, ou presque, le taux des établissements privés.

Il est évident que dans de telles conditions les établissements de crédit ont dû cesser complètement d'ouvrir des crédits nouveaux et cherchaient de faire entrer le plus possible de leurs créances anciennes.

Le mouvement du volume des prêts des établissements de crédit pendant cette période ressort du tableau ci-dessous:

année	en milliers de dinars ⁴⁾	
	crédits d'escompte	crédits en compte courant
1930	5,486.184	9,021.714
1931	4,570.973	8,112.286
1932	3,802.216	7,432.445
1933	3,937.481	6,113.091
1934	3,587.418	5,367.327

⁴⁾ D'après le Rapport de l'Association des établissements de crédit à Zagreb pour l'année 1934/35.

Le total des crédits des banques a donc diminué de 14.507.9 millions fin 1930 à 8.852.9 millions fin 1934. La diminution la plus sensible et la plus rapide des crédits eut lieu depuis 1931 jusqu' à la fin de 1932, dans la période des retraits massifs de dépôts.

La Banque Hypothécaire d'Etat et la Caisse d'Epargne Postale dont les dépôts ont sensiblement augmenté pendant cette période n'ont consenti des crédits nouveaux que dans des proportions très réduites. Ces établissements, d'ailleurs, ne peuvent pas remplacer les établissements de crédit dans leur rôle de fournisseurs de crédit du commerce et de l'industrie.

Depuis 1933 des fonds disponibles commencent de nouveau à s'accumuler auprès de certains établissements. Les établissements, toutefois, désireux de maintenir un degré élevé de liquidité conservent de fortes sommes en caisse, sur compte de virement de la Banque Nationale et sous forme de bons de caisse de la Banque Nationale et continuent à se montrer réservés dans leur politique de crédit. Les crédits nouveaux qu' ils accordent en quantité limitée sont uniquement des crédits à court terme, facilement réalisables, constituant des placements sûrs. De tels placements sont rares dans le pays. Par contre les besoins de crédit à moyen et à long terme qui se font sentir restent insatisfaits.

La Banque Nationale afin d' orienter les disponibilités des banques vers des placements en crédits aux affaires abaissait à plusieurs reprises le taux d'intérêt de ses bons de caisse. D'autre part, après avoir augmenté son taux d'escompte et d'avances sur titres dans la période de crise, elle l'abaissait par la suite à plusieurs reprises et depuis le décret du 15 janvier 1935 elle est en mesure de mettre des nouveaux crédits à la disposition des affaires.

Ce décret prescrit la valorisation de l'encaisseur de la Banque Nationale d'après le parité du dinar plus une prime de 28.5%.

Cette mesure consacre un état de fait existant, puisque depuis quelques années déjà le dinar était au-dessous du pair.

La seconde disposition du décret est celle relative à l'abaissement du pourcentage de la couverture légale des engagements à vue de la Banque de 35 % à 25 %, dont 20 % en or, 5 % pouvant être en devises.

Le pourcentage de couverture fixé par la loi à 35 % n'était que de 30 % environ puisqu'une partie de l'encaisse-or était mise en gage auprès la Banque de France comme garantie d'un emprunt de 300 millions de francs, que la Banque Nationale avait contracté afin de maintenir le pourcentage légal de couverture.

Le décret prescrit le remboursement du revolving-crédit cité qui coûtait environ 30 millions de dinars par an, payables en devises.

Finalement le décret interdit l'engagement de l'encaisse de la Banque et dispose qu'elle doit toujours rester dans les trésors de la Banque.

Ce décret, qui fut suivi d'un nouvel abaissement du taux de la Banque, la mettait en mesure d'accorder des crédits nouveaux pour une somme d'environ 900 millions de dinars.

Les banques, toutefois, sont restées prudentes dans leur politique de crédit. Elles continuent à ne rechercher que des placements sûrs et liquides qui, bien que moins lucratifs, leur permettent de faire face à toute éventualité. Mais puisque ce genre de placement est rare et qu'elles ne consentent pas à investir leurs disponibilités en placements à moyen et long terme, leurs opérations de crédit continuent à être modestes. Aussi les crédits nouveaux de la Banque Nationale furent-ils peu utilisés et les banque les considèrent comme une réserve de liquidité à laquelle elles auront recours en cas de besoin.

CONCLUSION.

L'étude de l'évolution du crédit en Yougoslavie, ou au moins dans quelques unes de ses parties, présente un aspect qu' on ne retrouve que dans peu d'autres pays d'Europe. Celui du passage du crédit dans un temps relativement très court de ses formes les plus primitives au perfectionnement d'un système de crédit moderne. En effet, ainsi que nous venons de le voir, tout récemment encore, au 18^e et même jusqu' après la moitié du 19^e siècle, quelques provinces yougoslaves avaient encore une économie tout à fait primitive dans laquelle les échanges se réglaient en grande partie par le troc. Or, bien que le crédit dans sa forme la plus primitive soit antérieur à l'apparition de la monnaie, il ne peut pas y avoir de développement du crédit, si peu important soit-il, et encore moins une organisation du crédit, dans une économie qui ne connaît pas encore — ou très peu — l'usage de la monnaie. Il est donc évident qu' à cette époque, encore toute récente, toute organisation de crédit a dû faire défaut dans les provinces en question. L'étude de l'évolution historique de l'organisation bancaire dans les diverses provinces yougoslaves nous a montré qu' en fait il en était ainsi.

Ce passage — qu' on doit appeler brusque, car l'espace d'un siècle est peu par rapport à l'évolution deux fois millénaire dans les pays de l'Europe occidentale — n'est pas allé sans certains inconvénients. Une organisation de crédit moderne suppose des connaissances économiques et certaines traditions, aussi bien auprès les dirigeants des institutions de crédit qu' auprès le public, usager du crédit. Cette connaissance et ces traditions qu' on trouve comme résultat d'une longue évo-

lution dans les milieux économiques avancés, a nécessairement dû faire défaut dans les milieux économiques que nous avons décrits et ne pouvaient pas de sitôt être acquises. C'est d'autant plus compréhensible si l'on considère que la grande majorité des habitants de ces provinces est constituée par des paysans qui sont plus difficilement accessibles à la pratique des méthodes commerciales et des opérations modernes de crédit, à l'usage des instruments de crédit et à la rigueur combiste qui y est attachée. Même aujourd'hui on rencontre encore certains phénomènes dus à l'éducation économique insuffisante de la population. Il en est ainsi de la grande rareté d'effets de commerce due à la répugnance des commerçants à souscrire des lettres de change, du règlement peu ponctuel des effets et de leur prorogation à l'échéance moyennant paiement partiel ou sans paiement, qui fait que la lettre de change dégénère souvent en obligation.

L'évolution de l'organisation bancaire en Yougoslavie n'a pas été uniforme. Jusqu'à la guerre mondiale les provinces yougoslaves faisaient partie de différents Etats, de différents organismes économiques. L'évolution de l'organisation bancaire dans les diverses provinces était donc distincte, influencée par les conditions économiques particulières. La différence entre les milieux économiques et les régimes politiques se manifestait, évidemment, dans une différence dans les organisations bancaires. Le facteur politique a joué, comme toujours, un rôle important dans l'évolution économique générale et dans l'évolution du système bancaire en particulier. Les provinces yougoslaves de l'ancienne Monarchie austro-hongroise étaient obligées de mener une lutte incessante pour le maintien de leurs droits et de leur caractère national contre les efforts de germanisation et de magyarisisation. Cette lutte ne se manifestait pas seulement sur le terrain politique mais aussi dans le domaine économique. Par la création d'entre-

prises dans les provinces yougoslaves les Autrichiens et les Hongrois ne poursuivaient pas seulement leurs avantages économiques mais aussi des buts politiques. Dans cette pénétration ils étaient aidés par maintes circonstances, notamment par l'appui des pouvoirs publics et l'abondance de capitaux dont ils disposaient. Cette pénétration eut, d'autre part, pour conséquence d'engendrer la résistance de la population nationale des provinces yougoslaves. Dans le domaine économique cette résistance s'est manifesté par la création d'institutions à tendances nationales. La création des premiers établissements de crédit a été déterminée par une tendance nationale et politique. Il en est de même des coopératives qui, se trouvant en contact avec les couches larges de la population étaient toujours animées d'un esprit national et politique.

En Serbie les choses se passaient autrement. Etant un Etat indépendant le même danger politique n'existait pas chez elle. Elle n'avait pas à craindre la dénationalisation de sa population. Par conséquent ses institutions économiques n'avaient pas besoin d'être des foyers de résistance nationale et politique, elles pouvaient se consacrer plus librement et pleinement à leur but d'ordre économique. Cette différence est particulièrement frappante dans les systèmes coopératives respectifs, car tandis que les coopératives des provinces yougoslaves de la Monarchie étaient fortement inspirées de tendances nationales, tendances qui n'ont disparues qu'après l'Union Nationale ayant perdues alors leur raison d'être, les coopératives en Serbie étaient dès avant la guerre privées de telles tendances et orientées vers la poursuite de leurs buts économiques et sociaux.

Sous l'influence de la diversité de leurs cadres économiques et politiques et de leurs évolutions historiques chacune des organisations bancaires des diverses

provinces yougoslaves présentait donc avant la guerre un caractère propre et particulier.

Après l'Union Nationale il fallait résoudre de nombreux problèmes économiques, reconstruire l'outillage économique (voies de communication, bâtiments, usines etc.) détruit par les faits de guerre, mettre en marche les entreprises existantes et surtout, créer des différentes provinces un organisme économique, réaliser l'unité économique. A cette dernière idée se rattachait dans le domaine qui nous intéresse ici, l'établissement d'une monnaie, le maintien de sa stabilité, la création et l'organisation d'une banque d'émission et son affermissement sur le marché monétaire.

L'essor économique consécutif à l'Union Nationale nécessitait une expansion du crédit. Les banques engageaient à cette époque de moyens importants dans la création d'entreprises nouvelles. Une grande partie des entreprises industrielles et bancaires ayant été sous l'influence du capital étranger des nationaux ex-ennemis, furent nationalisées par la substitution en totalité ou en partie du capital national. Les banques ont naturellement joué ici un rôle de première importance. La création d'entreprises nouvelles et la nationalisation d'entreprises existantes fut faite en grande partie à l'aide de moyens mobiles, les capitaux pouvant être placés à long terme étant rares. L'immobilisation de moyens mobiles ne manquait pas d'avoir des conséquences néfastes. Maints établissements bancaires qui s'étaient engagés dans cette voie, éprouvaient des grandes difficultés pour en sortir et de plusieurs d'entre eux cette immobilisation devint la cause de leur chute. Ainsi que nous l'avons vu, une des causes principales des récentes difficultés du système bancaire yougoslave fut précisément l'immobilisation sur une vaste échelle de moyens mobiles.

Même après la nationalisation de plusieurs établissements bancaires l'influence du capital étranger dans

l'organisation bancaire yougoslave est restée importante. Il n'en peut pas d'ailleurs être autrement dans un pays comme la Yougoslavie, pauvre en capitaux et où abondent les richesses nationales inexploitées.

Afin de parer à des difficultés qui se sont manifestées après la fin de l'essor d'après guerre, la concentration bancaire sous forme de fusions et d'absorptions a fait des progrès notables. Ce mouvement de concentration ne peut tout de même pas encore être considéré comme clos. Il existe encore un trop grand nombre de banques de peu d'importance et les conséquences de la crise récente, notamment les pertes qui en résultaient, contribueront certainement à la continuation de ce mouvement.

Certaines formes de crédit d'un caractère particulier posaient des problèmes spéciaux. Il en était ainsi du crédit hypothécaire et du crédit à l'agriculture et aux métiers. Les grands établissements de crédit se désintéressaient plus ou moins du crédit à l'agriculture et aux métiers et consacraient leurs moyens de préférence aux opérations de crédit à l'industrie et au commerce, plus mobiles et plus lucratives. Les banques provinciales n'étaient pas à même de satisfaire entièrement aux besoins de ces genres de crédit et, surtout, elles n'étaient pas à même de fournir assez de crédit à moyen et à long terme ni du crédit à des conditions assez avantageuses. Les coopératives de crédit qui s'attachaient à la même tâche ne disposant non plus de capitaux suffisants, c'est l'Etat qui dut intervenir par la création de la Banque des Métiers et de la Banque Agricole Privilegiée.

Dans le domaine du crédit hypothécaire urbain la Banque Hypothécaire d'Etat est de beaucoup la plus importante fournisseuse de crédit. D'une façon générale il y a dans le pays une demande intense et permanente de capitaux à long terme. Les capitaux susceptibles d'être placés à long terme étant rares dans le pays, les

établissements privés ne disposent que de peu de capitaux correspondants à ce genre d'opérations. Les caisses d'épargne communales qui s'occupent aussi de ces opérations tirant, comme les banques, la partie principale de leurs ressources des dépôts à vue ou à court préavis, ne disposent non plus de capitaux suffisants à cet effet. La Banque Hypothécaire d'Etat, par contre, qui, par ailleurs dispose de fonds et capitaux importants susceptibles d'être placés dans des opérations à long terme, était, jusqu'ici seule, à même de placer à l'étranger des obligations hypothécaires et de se procurer ainsi des capitaux importants à cet effet.

Les établissements publics et privilégiés dont la création fut provoquée par l'absence ou l'insuffisance de l'initiative privée dans certains domaines spéciaux du crédit, par le souci de pourvoir certaines professions, considérées comme particulièrement dignes d'attention, de crédit à conditions avantageuses, et de fournir des sécurités particulières aux épargnants et aussi par l'effet des théories interventionnistes sont nombreux et très importants dans le pays. Il n'est pas souhaitable que le mouvement de création d'établissements publics et privilégiés se poursuive car l'initiative privée ne peut pas sans danger être supplantée dans ce domaine et notamment le crédit au commerce et à l'industrie doit lui rester réservé.

A peine les problèmes principaux d'organisation et d'adaptation furent-ils résolus que l'économie du pays, et l'organisation bancaire d'une façon particulière, fut frappée de la crise.

Les banques furent les victimes d'une crise de confiance aiguë. Elles étaient obligées de faire face à des lourdes demandes de remboursement et, d'autre part, elles étaient dans l'impossibilité de réaliser à temps voulu une quantité suffisante de leurs placements. La Banque Nationale, obligée de défendre la stabilité de

la monnaie, n'était pas à même de fournir une aide immédiate et suffisante.

Le moyen le plus sûr d'enrayer une panique des déposants, c'est de rembourser. Il est certain que la panique aurait été rapidement enrayerée et que l'organisation bancaire ne se serait pas trouvée dans la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui, si la Banque Nationale avait pu venir à l'aide en temps utile. Une aide immédiate aurait atteint le résultat cherché sans nécessiter l'avance de sommes aussi élevées que celles qui par la suite ont été lentement et graduellement prêtées aux banques sans atteindre l'effet voulu. Le souci de l'observation des prescriptions relative à la couverture des engagements à vue ne justifierait pas encore, aux dires de certains critiques de la politique de la Banque, son attitude à cette occasion. Vu la gravité de la situation la suspension des prescriptions relatives à la couverture légale aurait été justifiée afin d'éviter à l'organisation bancaire et à l'économie nationale tout entière les conséquences fâcheuses que l'on sait. L'émission supplémentaire de billets n'aurait d'ailleurs été que temporaire car, une fois la confiance rétablie, les billets rentreraient par la voie des banques à la Banque Nationale.

Mais ce raisonnement n'est que la face de la médaille dont le revers est la question monétaire. Il est certain qu'une émission massive et brusque de billets n'aurait pas été sans effet sur les changes et les prix et de multiples perturbations en auraient résulté dont il faut citer la fuite devant la monnaie et le déclenchement d'une nouvelle crise de confiance. Tout l'effort aurait donc été anéanti. C'est dans ces considérations qu'on peut trouver la justification de la politique de la Banque Nationale.

Les événements ultérieures, toutefois, n'ont pas rendu possible la réalisation de l'objectif de la Banque Nationale, le maintien de la stabilité de la monnaie au pair.

Une des causes principales des difficultés dans lesquelles se sont trouvées les banques, c'est l'absence d'harmonie entre le caractère de leurs ressources et celui de leurs placements. Une très grande quantité de moyens mobiles, provenant de dépôts remboursables à vue ou après un court préavis, était investie en placements immobiliers. Ce fait s'explique par la rareté des capitaux susceptibles à être placés à long terme, par les besoins de l'industrie de ce genre de capitaux et par la rareté des placements à court terme. Les événements, toutefois, ont démontré encore une fois qu'on ne méconnaît pas impunément ce principe fondamental de l'art bancaire.

Mais en outre les placements considérés auparavant comme sûrs et liquides ont été immobilisés par les effets de la crise ou même rendus irrécouvrables.

Les difficultés des banques ont soulevé la question de l'opportunité de l'intervention législative en cette matière et même du contrôle du gouvernement sur l'ensemble de l'organisation bancaire. Les affaires de banque étant d'une nature extrêmement délicate, l'action du législateur, si elle doit intervenir dans ce domaine, doit être très prudente car autrement elle risque fort d'aller à l'encontre du but qu'elle s'est posée. Elle devra s'abstenir à poser des règles étroites au fonctionnement des banques afin de ne pas gêner leur action et se borner à renforcer la publicité et la responsabilité des dirigeants. L'opinion dominante dans le pays, toutefois, ne partage pas cette manière de voir et il est presque certain que la future loi bancaire ira beaucoup plus loin dans la voie de l'intervention de l'Etat.

Au manque chronique de capitaux susceptibles à être placés à long terme il ne pourra être remédié que par l'afflux de capitaux étrangers. Aux pays riches en capitaux se présente ici l'occasion de placements lucratifs. Il en est ainsi notamment de la France qui, par

l'élargissement important de ses participations directs dans des branches diverses de l'économie, pourrait renforcer ses relations économiques avec la Yougoslavie, renforcement qui par la seule voie des échanges, vue la structure économique respective des deux pays, ne pourrait pas, semble-t-il, avoir lieu d'une façon satisfaisante.

La législation sur les dettes paysannes en immobilisant toutes les créances contre les paysans a beaucoup contribué à rendre encore plus difficile la situation des banques, notamment de celles en province dont les créances contre les paysans constituent la partie principale de leur actif. Des suggestions ont été faites tendant à mobiliser ces créances. Ainsi on a proposé de rembourser ces créances par des billets d'Etat. Les billets seraient gagés par hypothèques au profit de l'Etat sur les biens des paysans débiteurs. L'Etat deviendrait créancier des paysans à la place des particuliers. Cette solution équivaudrait à une énorme inflation avec toutes ses conséquences connues. Une autre solution consisterait dans l'émission d'obligations de l'Etat qui seraient remises en paiement aux créanciers actuels. Cette solution aurait le grave inconvénient de provoquer, par suite de l'émission massive, une baisse considérable des cours de toutes les valeurs d'Etat et infligerait ainsi des lourdes pertes non seulement aux créanciers des dettes paysannes qui, probablement, perdraient plus à cette opération qu'ils ne gagneraient, mais aussi à tous les propriétaires de valeurs d'Etat antérieurement émises. Il faut donc repousser ces propositions comme impraticables.

L'allègement de la situation des créanciers doit être cherché par la réforme de la législation sur les dettes paysannes qui s'impose. Cette législation a le grave défaut d'accorder une protection générale à tous les débiteurs paysans. Or, tous ne se trouvent pas dans

l'impossibilité de payer et il n'y a aucune raison d'accorder la protection à tous sans exception. La généralité de la protection eut pour conséquence d'immobiliser toutes les créances paysannes puisque tous les débiteurs cessaient de payer, aussi bien ceux qui étaient vraiment acculés à cette nécessité que les autres qui auraient pu continuer à faire honneur à leurs engagements. D'autre part elle eut pour conséquence de priver les paysans de tout crédit.

Il faudrait donc réformer la législation en rendant la protection individuelle. Elle ne serait accordée qu'au paysan qui en ferait la demande. L'appréciation du bien fondé de la demande et la fixation des délais des paiements, dans la limite maxima déterminée par la loi, serait dévolue au tribunal de première instance qui statuerait en tenant compte de l'état de fortune et des dettes du débiteur. Ainsi une partie des créances immobilisées deviendrait mobile, une autre partie deviendrait payable à des termes plus rapprochés. Les fonds que les établissements publics et privilégiés doivent, d'après les termes du décret sur les dettes paysannes, tenir réservés aux avances sur créances paysannes seraient disponibles pour le reste. Un allègement sensible de la situation des créanciers, et notamment de celle des banques, en résulterait.

Les effets de la crise sur les banques étaient durs et ne sont pas encore effacés. L'immobilisation d'une partie importante des créances des banques et de leurs dépôts constitue un poids lourd pour l'organisation bancaire et pour l'économie toute entière.

Pour que les banques puissent sortir des difficultés dans lesquelles, bien que dans une mesure déjà moindre, elles se trouvent encore, il faut d'abord qu'elles amortissent leurs pertes. L'amortissement des pertes et l'apurement des bilans est prescrit par le décret sur la protection des établissements de crédit pour tous les

établissements protégés. Il faut ensuite et surtout le retour de la confiance dans les banques et la mobilisation de leurs créances et de leurs dettes. Dans les deux directions des progrès ont été faits. D'une part les montats des dépôts nouveaux s'accroissent et d'autre part les banques procèdent graduellement au remboursement des dépôts anciens. En ce qui concerne la mobilisation des créances paysannes une réforme de la législation dans le sens indiqué s'impose.

Une amélioration sensible et rapide de la situation ne pourra venir qu'avec la reprise des affaires, la hausse des prix des produits agricoles, l'augmentation des profits et l'accroissement du pouvoir d'achat de la population ce qui rendra les débiteurs capables de rembourser leurs dettes ou, au moins, d'en payer en bref délai une partie notable. Les diverses mesures de protection pourraient alors être abrogées ou, au moins, sensiblement atténuées et le fonctionnement des banques se normaliserait.

A l'avenir les banques devront tenir compte des enseignements qu'on peut tirer de la crise et de ses effets, enseignements qu'elles ont si chèrement payés et qui, d'ailleurs, ne font que corroborer les principes établis de la science économique. Le principal en est l'observation de la concordance entre le caractère des ressources et celui des placements.

Il est certain que le point le plus profond de la dépression est franchi et qu'une reprise des affaires se dessine. Certains signes font espérer que cette reprise fera des progrès. Ces progrès seront d'autant plus certains, plus rapides et plus sensibles que cesseront plus rapidement et plus complètement les diverses expérimentations dans le domaine économique qui se font un peu partout, les politiques d'autarchie à outrance, les

entraves aux échanges internationaux, les instabilités monétaires et autres situations et mesures anormales et artificielles.

Vu:

Le Président de la thèse:

Albert Aftalion

Vu:

Le Doyen:

Edgard Allix

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris:

S. Charléty

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion Albert: — Les crises périodiques de surproduction, Paris, 1913.
- Aleksander Dr. Branko: — Das jugoslavische Bankwesen, Zagreb, 1926.
- Arnauné Aug.: — La monnaie, le crédit et le change, Paris, 1913.
- Bajkić dr. Velimir: — Seljački kredit (Le crédit paysan), Belgrade, 1928.
- Belin Dr. I.: — Problemi naše valute (Les problèmes de notre monnaie), Zagreb, 1924.
- Conant Charles: — Monnaie et Banque, trad. française, Paris.
- Courcelle-Seneuil J. G.: — Les opérations de banque, Paris, 1929.
- Deželić Dr. Stanko: — Banke i Bankarstvo (Banques et système bancaire) Zagreb, 1921.
- Deželić Dr. Stanko: — Novčani zavodi Jugoslavije (Les établissements de crédit de Yougoslavie), Zagreb 1921.
- Gaćeša dr. Nikola: — Poštanska štedionica Kraljevine Jugoslavije (La Caisse d'Épargne Postale du Royaume de Yougoslavie), Zagreb, 1934.
- Gide Charles: — Cours d'Economie Politique, Paris 1926.
- Glomazić Dr. Momir: — Istorija Državne Hipotekarne Banke 1862—1932 (Histoire de la Banque Hypothécaire d'Etat), Belgrade, 1933.
- Ivšić Dr. Milan: — Seljačko razduživanje, Zagreb. 1936.
- Komadinić J. Milan: — Problem seljačkih dugova (Le problème des dettes paysannes), Belgrade, 1934.
- Kosier Lj. St.: — Prva Hrvatska Štedionica 1846—1921 (La Première Caisse d'Épargne Croate) Karlovac, 1921.

- Kosier Lj. St.: — Narodna Banka Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca 1884—1924 (La Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) Zagreb, 1924.
- Kosier Lj. St.: — L'Epargne et le Crédit en Yougoslavie, Milan, 1924.
- Kosier Lj. St.: — Prva Hrvatska Štedionica i Hrvatska Eskomptna Banka (La Première Caisse d'Epargne Croate et la Banque d'Escompte Croate), Zagreb, 1924.
- Kosier Lj. St. et Ristić V.: — Vodeće institucije u nacionalnom bankarstvu Bosne (Les institutions les plus importantes dans l'organisation bancaire nationale de la Bosnie), Zagreb, 1924.
- Kukla St.: — Razvitak kreditne organizacije u Srbiji do svjetskog rata (L'évolution de l'organisation de crédit en Serbie jusqu' à la guerre mondiale), Zagreb 1924.
- Kukla St.: — Bankovni kamati i bankovni dužnici (Intérêts et débiteurs bancaires), Zagreb, 1924.
- Kukla St.: Problem zaštite ulagača (Le problème de la protection des déposants), Zagreb, 1924.
- Lescure Jean: — Des Crises Générales et Périodiques de Surproduction, Paris, 1932.
- Machitch Bočko: — Etablissements de crédit et banques locales en Yougoslavie, Paris, 1930.
- Marković Dr. Bogdan: — Četverogodišnji period poslovanja Privilegovane Agrarne Banke (La période quadriennale du fonctionnement de la Banque Agricole Privilegiée), Belgrade, 1934.
- Marković Dr. Milenko: — Osamdesetgodišnjica Prve Hrvatske Štedionice 1846—1926 (Mémoire de la Première Caisse d'Epargne Croate), Zagreb, 1926.
- Philippovich Dr. Eugen: — Grundriss der Politischen Oekonomie, Tübingen, 1916.

Predavanja održana na X-tom kongresu Glavnog združnog saveza dne 1. septembra 1929. u Ljubljani (Con-

férences faites au X^e Congrès de la Fédération Générale des Unions Coopératives).

Predavanja održana na XIV-tom kongresu Glavnog zadružnog saveza dne 5. novembra 1933. u Novom Sadu (Conférences faites au XIV^e Congrès de la Fédération Générale des Unions Coopératives).

Regulativne hranilnic v Sloveniji (Les caisses d'épargne regulatives en Slovénie), Ljubljana, 1925.

Šteiner Vladimir: — Die Volkswirtschaft der Königreiche Kroatien und Slavonien, Zagreb, 1917.

Uzelac Dušan: Investiciona politika kreditnih ustanova (La politique de placement des institutions de crédit), Belgrade, 1928.

Uzelac Dušan: — O emisionim bankama (Des banques d'émission) Belgrade, 1935.

Varga Ivan M.: — Glavni zadružni savez u Kraljevini Jugoslaviji (La Fédération Générale des Unions Coopératives dans le Royaume de Yougoslavie) Belgrade.

Vuksanović Dr. Vladeta S.: — Kontrola kredita (Le contrôle du crédit) Belgrade, 1935.

Divers articles et notes dans les revues »*Ekonomist*«, Belgrade, »*Nova Evropa*«, Zagreb, »*Bankarstvo*«, Zagreb, »*Narodno Blagostanje*«, Belgrade, »*Ekonomsko-finansijski život*«, Belgrade, »*Ekonomist*« Zagreb, »*Vijesnik saveza štedionica*«, Zagreb et dans différents journaux.

Rapports annuels et données statistiques de l'Association des établissements de crédit et des sociétés d'assurance à Zagreb, de l'Association de banques à Belgrade, de l'Association de banques de la Voïvodina à Novi Sad, de l'Association des établissements bancaires à Lioubliana, de l'Organisation provisoire interne des établissements de crédit en Bosnie et Hercégovine à Saraïevo, de la Fédération générale des unions coopératives à Belgrade.

Les rapports annuels et bulletins trimestriels de la Banque Nationale, les rapports annuels de la Banque Hypothécaire d'Etat, de la Caisse d'Epargne Postale, de la Banque Agricole Privilégiée, de la Banque des Métiers.

Les rapports et bilans des principaux établissements bancaires, caisses d'épargne et unions coopératives du pays.

Narodna Banka 1884—1934 (Mémoire de la Banque Nationale).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Première partie: Evolution historique de l'organisation de crédit en Yougoslavie	5
Chapitre premier: Histoire de l'organisation de crédit en Serbie et en Monténégro jusqu' à la guerre mondiale	5
1 ^o en Serbie	5
2 ^o au Monténégro	35
Chapitre deux: Histoire de l'organisation de crédit dans les provinces yougoslaves de l'ancienne Monarchie austro-hongroise jusqu' à la guerre mondiale	37
1 ^o en Croatie et Slavonie et dans la Voïvodina	39
2 ^o en Slovénie et Dalmatie	48
3 ^o en Bosnie et Hercégovine	53
Chapitre trois: L'organisation de crédit pendant la guerre mondiale	60
Deuxième partie: L'organisation actuelle du système de crédit en Yougoslavie	64
Chapitre premier: Les établissements publics et privilégiés	66
Première section: L'institut d'émission	66
Deuxième section: Le Crédit Foncier	93
Troisième section: La Caisse d'Epargne Postale	104
Quatrième section: La Banque Agricole Privilégiée	113
Cinquième section: La Banque des Métiers	124
Sixième section: Les caisses d'épargne	130
Chapitre deux: Les établissements privés	142
Troisième partie: La crise et ses effets sur l'organisation de crédit en Yougoslavie	155
Conclusion	184
Bibliographie	197

